

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

FORMATION DE LA FRONTIÈRE

ENTRE

la Pologne et la Tchécoslovaquie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 8 juin 1928 à 14 heures

PAR

STANISLAS RAUBAL

Président : M. BASDEVANT, Professeur ;

Suffragants : M. ROLLAND, Professeur ;
M. LE FUR, Professeur.

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

1928

**Formation de la Frontière entre
la Pologne et la Tchécoslovaquie**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

FORMATION DE LA FRONTIÈRE

ENTRE

la Pologne et la Tchécoslovaquie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 8 juin 1928 à 14 heures

PAR

STANISLAS RAUBAL

Président : M. BASDEVANT, Professeur ;

Suffrageants : M. ROLLAND, Professeur ;

M. LE FUR, Professeur.

IMPRIMERIE
LES PRESSES MODERNES
45, RUE DE MAUBEUGE
PARIS

1928



AVANT-PROPOS

Dans mon travail, je me suis efforcé de représenter comment s'est formée la frontière actuelle polono-tchécoslovaque. D'abord je présente le cadre géographique des pays avoisinant la frontière ; puis je montre comment se sont développées à travers les siècles les frontières entre la Pologne d'une part, l'Etat Tchéque et la Hongrie d'autre part, ces frontières formant les antécédants historiques de la frontière actuelle. Ensuite, il a fallu donner quelques renseignements sur le caractère ethnographique de la population habitant les territoires avoisinants. Ensuite, j'aborde la formation de la frontière actuelle, en étudiant la situation de fait, établie après le démembrement de l'Autriche-Hongrie ; puis j'examine les revendications des différents Etats en 1919, la fixation de la frontière par des actes internationaux et la délimitation en terrain de cette frontière. Dans le chapitre final je présente les conventions conclues entre la Pologne et la Tchécoslovaquie et concernant la zone frontière de la frontière commune.

Dans ce travail, j'ai attaché peut-être une trop grande importance aux questions ethnographiques, cependant ces questions ont joué un rôle particulièrement important dans la fixation des frontières des Etats nouveaux. Il me semble qu'elles doivent avoir une importance décisive pour la fixation d'une frontière. Je me suis basé sur la statistique de 1910, comme antérieure à la fixation de la frontière actuelle et celle qui en est la plus proche à la fois. Pour les questions économiques, j'ai choisi l'année 1913, comme la dernière année normale avant le cataclysme de la grande guerre.

En ce qui concerne le terme « district », il signifie exactement en Tchécoslovaquie : « Okres », en Pologne : « powiat », en Allemagne : « Kreis » ; de même le terme « département »

signifie en Tchécoslovaquie : « zupa », en Pologne : « wojewodztwo ».

Une difficulté se présentait au sujet du choix des noms employés pour les localités, citées dans le travail. En général les noms géographiques dans les langues slaves, hongroise et allemande ne se ressemblent pas. Je me suis efforcé d'adopter les noms officiels de chaque Etat. Quand le nom géographique existait en français je l'ai employé de préférence. L'altitude des sommets et des côtes est donnée en mètres au-dessus du niveau de la Mer Adriatique.

Dans les énumérations j'ai suivi en principe la direction de l'ouest à l'est et du sud au nord. Il faut remarquer que quand l'expression « jusqu'à » un certain lieu est employée, cela signifie inclusivement ce lieu.

Les questions concernant la Silésie Prussienne et la Galicie ont été étudiées seulement d'une façon sommaire, puisque ces questions se rapportent aux problèmes des frontières entre la Pologne et la Tchécoslovaquie d'une part et l'Allemagne d'autre part, ou bien que ces questions concernent le problème de la frontière orientale de la Pologne. En ce qui concerne la Slovaquie, je me suis attaché seulement à la partie septentrionale, ayant rapport à la frontière polono-tchécoslovaque.

Quant aux cartes, je me suis basé sur les planches de la carte allemande de l'Europe Centrale à 1 : 300000. Dans le secteur occidental de la frontière dans lequel, la frontière réclamée ou définitive diffère de l'ancienne frontière austro-hongroise, j'ai employé la carte austro-hongroise à 1 : 75000, pour les Tatras, les cartes de MM. Zwolinski et Tomaszewski à 1 : 375000 et 1 : 50000.

Dans chaque chapitre, j'ai indiqué les numéros des documents consultés et dont l'énumération se trouve à la fin de ce travail.

CHAPITRE PREMIER

Aspect géographique des confins de la frontière polono-tchécoslovaque

Bibliographie : N^{os} 1, 6, 8, 11, 18, 77, 155, 156, 183, 184, 186, 199, 209, 221, 226.

La frontière polono-tchécoslovaque se rattache géographiquement au système de montagnes des Carpathes. Ces montagnes s'étendent sur un arc long de 1. 300 km. de la Porte de Hongrie près de Bratislava jusqu'à Orsova sur le Danube, séparant la Plaine Polonaise et celle de Hongrie. Ces montagnes occupent environ 187.000 km². Leur forme ressemble à un fer à cheval, fortement rétréci à l'endroit où la Plaine de Hongrie s'avance au nord par la vallée de la Tisa. Généralement on partage ces montagnes en Carpathes Occidentales et Orientales. La rivière d'Oslava au nord, le col de Lupkow et la rivière Laborca au sud constituent la ligne de démarcation entre les deux parties dont chacune est formée d'une série de chaînes parallèles, séparées par de larges vallées, parcourues par des fleuves. Les Carpathes Occidentales sont formées de 5 chaînes pareilles dont voici l'énumération, en commençant par le sud : 1° Les montagnes de Matra et de Bukk entre le Danube et la Tisa. — 2° Les montagnes Métalliques de Slovaquie entre l'Ipel et le Hron. — 3° Les montagnes de Ptacnik, la Grande Fatra et la Basse Tatra entre le Hron et les vallées de la Nitra, du Turiec et du Vah supérieur. — 4° Les montagnes d'Inovec, la Petite Fatra et la Tatra. — 5° Les Petites Carpathes, les Carpathes Blanches, le groupe de Javornik et les Beskides Occidentales formant la chaîne extérieure des Carpathes, qui est séparée des précédentes par les vallées

du Vah Inférieur, de l'Orava et du cours supérieur du Dunajec. Les chaînes des Carpathes Orientales ne présentent pas une disposition aussi symétrique que les chaînes des Carpathes Occidentales. Nous distinguons dans les Carpathes Orientales : les Beskides Orientales, les Alpes de Transylvanie, les Groupes de Bihar, du Banat, de Kaliman. A l'exception des Beskides Orientales toutes ces chaînes s'étendent en dehors des frontières de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. La chaîne la plus haute des Carpathes est celle des Tatras (Gerlach 2663 m.)

La chaîne extérieure des Carpathes, constituant la frontière polono-tchécoslovaque peut être divisée en trois parties distinctes, à savoir : 1° Les Beskides Occidentales entre le col de la Porte de Moravie et le col de Tylicz. 2° Les Beskides Basses s'étendant jusqu'au col de Lupkow. 3° Les Beskides Orientales, s'étendant au col de Przyslop en Bucovine. Ces deux dernières chaînes prolongent à l'est la précédente. Les trois chaînes ci-dessus se divisent en groupes de montagnes. Les Beskides Occidentales se composent de 11 groupes. 1° Beskides de Moravie entre la Becva et l'Ostravica. 2° Beskides de Silésie entre l'Ostravica et la Sola. (Ce groupe pousse 4 embranchements septentrionaux : celui de la Lysa Hora, de la Ropica, de la Czantorja et de la Barania Gora, séparés par les vallées de la Moravka, de l'Olza et de la Vistule). 3° Beskides Polonaises entre la Biala, la Skawa et l'entonnoir de Zywiec. 4° Beskides de Zywiec entre les cols de Zwardon et de Glina. 5° Le groupe de la Babia Gora à l'est des précédentes, jusqu'au col de Bory. 6° Les montagnes de Jalowiec au nord de la précédente. 7° Les montagnes de Podhale entre les cols de Bory et de Sieniawa. 8° Le groupe des Gorces à l'est des précédentes, jusqu'au Dunajec. 9° Les Beskides de Limanowa et de Myslenice au nord des Gorces et de la Raba. 10° Les Pienines entre le Dunajec et le Poprad. 11° Les Beskides de Sacz, entre le Dunajec et le col de Tylicz. Il faut noter que les groupes 3, 6, 7, 8, 9 sont situés entièrement en Pologne, le groupe 1, en Tchécoslovaquie et les autres forment la frontière. Les Beskides Basses ne présentent pas de subdivisions. Les Beskides Orientales forment les groupes suivants : 1° Les Bieszczades entre les cols de Lupkow et de Wyszkow ; 2° Les Gorganes à l'est

des précédentes, jusqu'au col des Tartares ; 3° Les montagnes de Czarnohora entre les cols des Tartares et de Przyslop ; 4° Les Beskides du Pays des Huçules, situées plus au nord et à l'est du Prut ; 5° Les chaînes de la Bliznica et du Svidovec entre les vallées du Turbat et de la Tisa ; 6° Les Carpathes de Bucovine qui forment la prolongation des Carpathes du Pays des Huçules sur la rive droite du Czeremosz ; 7° Les Alpes de Marmaros, qui s'étendent à l'ouest du massif de la Czarnohora. Le groupe 5 est situé en Tchécoslovaquie, le groupe 4 en Pologne, le groupe 6 en Roumanie, le groupe 7 marque la frontière roumano-tchécoslovaque.

La ligne de partage des eaux entre le bassin de la Mer Baltique et de la Mer Noire passe par les Carpathes. De la Porte de Moravie, elle atteint par le bras de Radhost, sur le sommet de la Vysoka (1024 m.) la chaîne principale des Carpathes ; elle la suit jusqu'à la Zeleznica (913 m.), puis elle se jette sur la chaîne de la Tatra et la suit du Wolowiec jusqu'à la Cubryna (2435) ; ensuite la ligne de partage des eaux passe sur les premières collines de la Basse Tatra aux environs de la ville de Poprad ; puis après avoir traversé les monts de Lewoca, elle atteint de nouveau la chaîne principale des Carpathes au-dessus de Lenartow. Elle abandonne de nouveau cette chaîne sur le sommet du Beskid-Wysoki à l'est du col d'Uzok, pour descendre par une crête latérale sur la plaine subcarpathique aux environs de Chyrow.

La frontière polono-tchécoslovaque peut être divisée au point de vue géographique, historique, ethnographique et même économique, en deux parties inégales : la frontière dans la Silésie de Teschen et la frontière suivant les Carpathes. Le premier secteur est le reste de l'ancienne frontière médiévale polono-tchèque ; il traverse un pays industrialisé à population dense ; ici les Polonais sont voisins des Tchèques. Le secteur carpathique formait autrefois la frontière polono-hongroise ; des 2 côtés de la frontière la population est rare et le pays est dépourvu d'industrie. Nous y trouvons seulement à une certaine distance de la frontière (50 km.) le bassin pétrolifère polonais et en Tchécoslovaquie le pays du Spis Bas, riche en métaux ; ici les Polonais touchent les Slovaques et les Ruthènes.

4 départements polonais et 19 districts touchent à la frontière polono-tchécoslovaque, à savoir : 1° celui de Silésie avec les 2 districts (Rybnik, Cieszyn) ; 2° celui de Cracovie avec les 7 districts Zywiec, Makow, Nowy-Targ, Nowy-Sacz, Grybow, Gorlice, Jaslo) ; 3° celui de Leopold avec les 3 districts (Krosno, Sarnok, Lisko) et 4° celui de Stanislawow avec les 7 districts (Turka, Skole, Dolina, Kalusz, Bohorodczany, Nadworna, Kosow).

7 départements et 23 districts tchécoslovaques touchent la frontière : 1° celui de Cesky-Tesin avec les 4 districts (Bohumin, Frystat, Cesky-Tesin, Jablunkov ; 2° celui de Turciansky-Svätý-Martin avec les 4 districts (Cadca, Kysucke-Nove-Mesto, Namestovo, Trstenna) ; 3° celui de Liptovsky-Svätý-Mikulas avec les 5 districts (Hradok, Poprad, Kezmarok, Stara-Ves, Lubovna ; 4° celui de Kosice avec 5 districts (Sabinov, Bardijov, Vysni-Svidnik, Mezilaborce, Snina) ; 5° celui d'Uzhorod avec le district de Velke-Berezne ; 6° celui de Munkacevo avec le district de Verecky- Inf ; 7° celui de Huste avec les 3 districts (Volinec, Teresva, Rahovo). Les 3 derniers départements appartiennent au territoire autonome de la Ruthénie Subcarpathique. Avant la guerre, 8 comitats hongrois touchaient la frontière polono-tchécoslovaque actuelle, à savoir : Trencin, Orava, Liptov, Spis, Saris, Zemplin, Uzhorod, Bereg, Marmaros.

CHAPITRE II

Frontières Historiques

§ I

Frontière historique polono-tchèque

Bibliographie : N^{os} 3, 16, 26, 27, 59, 119, 131, 135, 140, 150, 160, 189, 195, 196, 197, 215, 216, 217, 218, 219, 231.

La frontière naturelle des terres polonaises du côté de la Bohême est constituée par la chaîne des Sudètes et le col de la Porte de Moravie, qui sépare 2 systèmes de montagnes : les Carpathes et les Sudètes. Ces dernières montagnes sont moins hautes que les premières (le sommet plus élevé Snezka 1603 m.) et plus faciles à franchir. La communication est facile surtout par le col de Moravie et le défilé de Glatz.

Dans le moyen-âge ancien, il n'y avait pas de grandes différences entre les Slaves Occidentaux : les Polonais, les Lusaciens, les Tchèques, les Slovaques. Aux ^{viii}^e et ^{ix}^e siècles, 2 centres de la vie d'Etat se sont formés sur les terres des Slaves Occidentaux, à savoir : celui de Prague en Bohême et celui de Kruszwica (transporté ensuite à Poznan, en Pologne). Des 2 côtés polonais et tchèque nous constatons des tentatives de réunir les Slaves de l'Ouest en un seul Etat. Les tentatives les plus importantes sont du côté polonais : celle de Boleslas I qui, durant une période très courte a réussi à réunir tous les Slaves de l'Ouest (^{xi}^e siècle), celle de Boleslas III (^{xii}^e siècle) et du côté tchèque la tentative de Boleslas II (^x^e siècle) et celle de Bretislav II (^{xi}^e siècle).

La Silésie, dépourvue de frontière naturelle bien nette du côté de la Pologne a été peuplée de bonne heure par la race polonaise, les Slezans. Le pays de Glatz, qui appartient au bassin

silésien de l'Oder, mais qui est séparé du reste de la Silésie par la chaîne d'Eulengebirge, était peuplé par les Tchèques. En raison de son importance stratégique (c'est par là, que les troupes pénétrèrent de la Silésie en Bohême ou vice versa) ce pays, et surtout le château de Wartha, commandant le défilé de la Neisse, changea souvent de propriétaires. Au x^e siècle, lors du développement de la puissance tchèque et quand l'Etat polonais n'était pas encore formé, la Silésie dépendait de la Bohême. Le royaume de Boleslas II tchèque, s'étendait, même vers 973 de Glogau sur l'Oder jusqu'au Styr en Volhynie, en englobant la Pologne Méridionale, jusqu'à Trebnitz, Wielun, Kielce, Zawichost, Zamosc, Hrubieszow. C'est seulement en 999, que la Pologne a réuni la Silésie et la Galicie Occidentale actuelle. Certains historiens polonais comme M. St. Zakrzewski contestent une telle extension orientale de la Bohême. Ils admettent que cet Etat s'étendait à l'est seulement jusqu'au Vah. L'opinion ordinaire, d'après laquelle Cracovie appartenait avant 999 à la Bohême repose, selon M. Zakrzewski sur la confusion faite entre Cracovie sur la Vistule et Cracovie sur le Vah (le village actuel de Krakovany près de Piestany). Selon lui la Silésie faisait partie de l'Etat Polonais de Mieszko I au x^e siècle. Parfois elle est appelée dans ce temps la Vieille Pologne et complétait ainsi les 2 autres provinces : la Grande et la Petite Pologne. Selon l'avis de M. St. Zakrzewski la Pologne conquiert la Moravie en 981. En 990 la Bohême occupa la Moravie et la Silésie et c'est seulement en 999 que la Pologne regagna les 2 provinces. La frontière polono-tchèque du temps de Boleslas I polonais coïncidait avec les limites de la Moravie dans la forêt de Moravie et avec celles de la Silésie dans les Sudètes. Ces dernières montagnes marquaient la frontière jusqu'aux environs de la source de la Queis. A l'ouest de cette rivière s'étendait la Lusace. Pendant des périodes relativement courtes la Lusace appartint à la Pologne (1015-1031, 1076-79, 1111-63). Ce sont les montagnes de Lusace et les montagnes Métalliques de Saxe qui marquaient alors la frontière polono-tchèque. Par contre, dans les périodes 1084-1135, 1158-1253, la Lusace appartenait aux rois de Bohême et la frontière polono-tchèque suivait la Queis, le Bober et l'Oder, jusqu'aux

environs de Frankfurt. En 1349 la Lusace fut annexée de nouveau par la Bohême, mais déjà la Silésie n'appartenait plus à la Pologne.

Au moment des troubles qui suivirent la mort de Mieszko II, la Pologne perdit au profit de la Bohême : la Moravie (1029) et la Silésie en 1038. Cette dernière province lui fut restituée en 1054, moyennant un tribut annuel qui d'ailleurs, fut supprimé quelques années plus tard. La partie de la Moravie, située dans le bassin de l'Oder appartint un peu plus longtemps à la Pologne. Le souvenir de la frontière est resté dans le nom de la ville morave de Hranice, qui signifie la frontière. Cette partie de la Moravie fut rattachée à la Bohême au ^x^e siècle et la frontière entre la Moravie tchèque et la Silésie polonaise fut marquée par les fleuves de l'Ostravica, de l'Oder, de la Zinna et par les montagnes des Sudètes. A cette époque les pays d'Opava et de Krnov faisaient partie de la Moravie. C'est seulement aux ^{xv}^e siècle, qu'ils furent rattachés à la Silésie.

Lors du partage de la Pologne par le roi Boleslas III entre ses fils en 1138, la Silésie échet à Ladislas II. Ce prince, expulsé par ses frères demanda secours à l'Empereur d'Allemagne. A la suite de l'expédition de l'Empereur Frédéric I contre la Pologne, la Silésie fut restituée aux fils de Ladislas II. Les descendants de ces princes se sont rapidement germanisés. La colonisation allemande, accomplie en masse, après les invasions des Tartares germanisa la Silésie Basse et les villes. Les princes silésiens montèrent encore au ^{xiii}^e siècle sur le trône grand-ducal de Cracovie, lorsque arriva leur tour d'ancienneté (Henri I et II princes de Breslau) ; mais bientôt, par suite de la faiblesse de la Pologne, faiblesse causée par le morcellement du pays en petites principautés, ils perdirent leurs liens avec le grand duché de Cracovie, noyau de la Pologne morcelée. Ensuite les Princes silésiens rendirent hommage aux rois de Bohême, Etat qui se trouvait à son apogée aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, et ils se séparèrent ainsi juridiquement de la Pologne. C'est ainsi que devinrent vassaux du roi de Bohême : en 1279 le prince de Breslau, en 1289 celui de Beuthen, en 1292 ceux de Teschen, Oppeln, Ratibor, en 1329 ceux de Brieg, Oels, Liegnitz, Steinau, Glogau, Sa-

gan, en 1335 celui de Münsterberg, et en 1342 celui de Neisse. Les princes de Jauer et de Schweidnitz restèrent plus longtemps que les autres fidèles à la Pologne ; ils ne rendirent hommage au roi de Bohême qu'en 1353, quand le roi polonais Casimir III renonça par le Traité de Tencin en 1335 à ses droits sur toute la Silésie. Néanmoins, postérieurement à cette date, la Silésie continua à dépendre de la Pologne au point de vue religieux et l'évêque de Breslau dépendait du primat de Pologne.

Postérieurement la Pologne recouvra quelques fragments de la Silésie, le pays de Fraustadt en 1343 et les principautés de Siewierz (1443), d'Oswiecim (1457), de Zator (1494), formant les districts actuels de Bedzin, Oswiecim, Wadowice, Biala, Zywiec, et une partie de celui de Chrzanow. Depuis 1494, la frontière de la Pologne du côté de la Silésie resta sans modifications postérieures, jusqu'au partage de la Pologne (1772), et coïncidait avec la frontière orientale d'avant 1914 de la Silésie prussienne et de la Silésie autrichienne, depuis le Mont Solowy jusqu'à Chwalim. Avant 1482 la frontière polono-tchèque s'étendait davantage au nord de Chwalim, jusqu'à Liebenau, car la principauté de Crossen appartenait à la Silésie jusqu'à cette date, avant d'être cédée au Brandebourg.

Les principautés silésiennes jouissaient dans la Bohême d'une complète autonomie intérieure ; seulement lors de l'extinction des descendants mâles des souverains silésiens, leurs terres passaient sous l'administration directe tchèque. Le dernier prince mourut en 1675. En 1620 la Silésie partagea le sort de la Bohême et passa sous la domination de l'Autriche, qui devint ainsi voisine de la Pologne.

En 1742, la Prusse par le traité de Berlin ravit à l'Autriche la Silésie, sauf la principauté de Tehen et une partie des principautés de Krnov, d'Opava et de Neisse. Non seulement la Prusse continua la germanisation de la Silésie, œuvre commencée par les princes silésiens, la Bohême et l'Autriche, mais elle l'accomplit méthodiquement. L'effet de cette œuvre fut la germanisation complète des Polonais dans la Silésie Basse et la germanisation partielle dans la Haute Silésie. Les 2. nations slaves perdirent ainsi la Silésie non seulement au point de vue politique,

mais également au point de vue ethnographique. Le résultat de la germanisation de la Silésie fut désastreux pour les 2 pays. La Pologne fut éloignée définitivement de sa frontière naturelle ; sa frontière du côté des pays tchèques fut diminuée de 90 %, au contraire la frontière vers la Prusse fut presque doublée. Aujourd'hui la Prusse se glisse par un long corridor entre les deux Etats slaves. A présent la Bohême se trouve englobée de trois côtés par l'élément allemand, car les territoires germanisés de la Bohême et de la Moravie septentrionales avaient reçu une jonction directe avec le territoire allemand de la Silésie.

Après 1742, l'Autriche gouverna la Silésie autrichienne selon sa politique, à certains égards comme une province distincte et à d'autres comme une dépendance de la couronne de Bohême. Au point de vue de la justice, la Silésie autrichienne dépendait de la Moravie ; administrativement elle formait un pays distinct, sauf durant les périodes de 1782 et 1849 et en 1860, où elle dépendait de la Moravie ; la représentation des états provinciaux fut toujours distincte. Evidemment l'existence d'un si petit pays comme unité distincte présentait des inconvénients, accentués par le fait que la Silésie se composait de deux régions séparées par la Moravie. Pour l'Autriche ce fait présentait un avantage, puisque la Silésie formait un pays, où les Allemands représentaient l'élément le plus nombreux (44 %) à côté des Polonais (33 %) et des Tchèques (22 %) et pouvaient profiter des luttes entre les deux nations slaves. Plusieurs fois du côté tchèque on proposa la réunion de la Silésie à la Moravie, ou la formation en un seul pays de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, du côté polonais on émettait l'idée de réunir à la Galicie, la partie orientale de la Silésie (le pays de Teschen). De l'autre côté les Allemands envisagèrent en 1916 l'annexion à la Silésie autrichienne des districts galiciens, formés par les principautés silésiennes, rattachées à la Pologne au xv^e siècle ; cette tentative rencontra protestation unanime de la part des habitants de ces districts, peuplés de Polonais et fut abandonnée.

Frontière historique polono-hongroise

Bibliographie N^{os} 8, 16, 30, 59, 104, 119, 131, 135, 140, 144, 150, 153, 158, 178, 189, 195, 208, 231.

La frontière dans les Carpathes qui séparait la Pologne et la Hongrie fut en principe immuable. Elle ne vit pas beaucoup de guerres ; en réalité dans la période millénaire de l'existence de l'Etat polonais, nous ne pouvons citer que 7 ou 8 guerres avec la Hongrie. C'est seulement au x^e et au xi^e siècle, que la Pologne, en voulant englober les Slaves des Carpathes, marqua une expansion dans la direction du sud ; ensuite elle se borna à la défensive. La Hongrie agit contrairement, en voulant appuyer sa frontière septentrionale contre la chaîne extérieure des Carpathes.

Selon les historiens tchèques, au x^e siècle, la Galicie et la Slovaquie Occidentale appartenaient à la Bohême. Certains savants polonais (M. Balzer par ex.) sont d'avis, que la Slovaquie faisait partie de l'Etat polonais sous Mieszko I (x^e siècle). En tout cas, à peu près à l'époque de la mort de ce roi, la Slovaquie fut occupée par la Hongrie. Boleslas I, polonais, conquiert toute la Slovaquie. La frontière polonaise-hongroise suivait alors le Danube du confluent de la Morava jusqu'aux environs de Vacz, puis elle passait près d'Eger par la chaîne de la Matra et suivait en amont la Tisa, jusqu'à son confluent avec le Bodrog et la Topla ; ensuite cette frontière s'élevait sur la crête principale des Carpathes et l'atteignait sur le sommet de Halicz, point commun à la Pologne, la Hongrie et la Ruthénie. De cette façon, la Pologne comprenait presque toutes les Carpathes Occidentales, étant donnée que la Moravie appartenait alors également à la Pologne. Ensuite la Hongrie repoussa constamment sa frontière vers le nord, en profitant des périodes de faiblesse de la Pologne. La frontière mentionnée plus haut se maintint jusqu'en 1027. Vers

1070, la frontière suivait seulement les montagnes de Rajec, la Grande Tatra, la Basse Tatra et le Hernad ; des noms des villages Strazov, Straza (Gardes) près de Zilina et de Poprad rappellent cette frontière. La division de la Pologne en principauté diminua sa résistance et au xiv^e siècle, la Hongrie possédait déjà le pays au sud de la Kysuca, de la Oscadnica, des Beskides de Zywiec, de la chaîne de la Magura Oravska, de la Tatra, de la Magura Spisska, des Pienines et du Poprad.

La terre de Zilina, située dans le bassin de la Kysuca et dans l'entonnoir de Vah aux environs de Zilina appartenait encore à la Silésie au commencement du xiii^e siècle. C'est seulement vers la moitié de ce siècle, que la frontière fut repoussée sur les montagnes séparant les bassins du Vah et de la Kysuca supérieure. Le territoire situé entre le Vah et la Kysuca était couvert d'une grande forêt vierge ; il fut déboisé et colonisé intensivement surtout du côté méridional, par les propriétaires des domaines hongrois de Budietin et de Strecno. Au xiv^e siècle, lorsque les Hongrois atteignirent le cours de la Kysuca et de son affluent Oscadnica, un différend éclata sur la frontière entre la Hongrie et la principauté de Teschen. En 1417, un document dit « Instrumentum Reabulationis » fixa cette frontière. Elle suivait les torrents : Predmier, Bahana, Trstenna, Milosova, Sosor, puis s'élevait par la Kralova Luka sur la Magura (1067), située sur la crête principale des Carpathes. Mais ce document ne trancha pas le différend. Les sujets hongrois empiétèrent postérieurement sur les forêts des princes de Teschen. A la suite des plaintes élevées du côté silésien, des commissions de délimitation se réunirent 8 fois dans la période entre 1580 et 1773 et chaque fois confirmèrent la délimitation du document de 1417. Mais la Hongrie rejeta bientôt sa frontière sur les versants méridionaux des collines aux environs du col de Jablunkov et à l'ouest sur la crête principale des Beskides de Silésie. Les Habsbourgs, auxquels les deux pays appartenaient au xviii^e siècle n'attachèrent aucune importance à ce changement et la frontière fut tracée conformément au désir de la Hongrie. Elle forme aujourd'hui la limite administrative entre la Slovaquie et la Silésie tchèque. La frontière fixée par le document de 1417 est

reproduite sur les cartes suivantes : celle de J.-W. Wieland 1746, de R. Zannoni 1772, de Feldbiger 1751, de Hase 1746.

Au commencement de ^{xii}e siècle, la vallée de Liptov fut réunie à la Hongrie. La frontière polono-hongroise suivait alors la Petite Fatra, les montagnes entre les contrées d'Orava et de Liptov et la chaîne de Tatra. Dans la seconde moitié du ^{xiii}e siècle, les Hongrois s'emparèrent de la Basse Orava et rejetèrent la frontière sur la crête de la Magura Oravska, aux environs de la ville de Tvrdosin et sur la crête de l'Osobita. Tvrdosin possédait longtemps le bureau de douane polonaise. Le souvenir de ces frontières est conservé dans les noms des cols et des sommets Przyslop (près de la borne). Lors du partage entre les princes polonais, la Haute Orava fut divisée entre la Silésie et le Grand Duché de Cracovie. Il est difficile de préciser la date de l'annexion de la Haute Orava par la Hongrie. Certains historiens sont d'avis que ce fait eut lieu au ^{xvi}e siècle, à l'époque où le roi Louis régnait à la fois sur la Hongrie et la Pologne, d'autres historiens se prononcent pour le ^{xvii}e siècle (le Hongrois Karacsonyi), d'un autre côté les cartes du *Theatrum Europaeum* du ^{xviii}e siècle indiquent encore ce pays comme étant polonais.

Dans le pays de Spis, en vertu de l'accord conclu entre les souverains de Pologne et de Hongrie à la fin du ^{xi}e siècle, ou bien en 1133, après l'échec de l'expédition polonaise contre la Hongrie, la frontière entre les deux pays, recula sur la ligne de partage des eaux entre le bassin du Hernad et celui du Poprad. Le souvenir de cette frontière est resté dans le nom du village Grenice ou Hranovnica (Frontière). Quatorze villages au sud de la ligne de partage des eaux ci-dessus mentionnée, sont des anciennes colonies militaires des archers royaux, établies pour défendre la frontière de la Hongrie. Voici l'énumération de ces villages : Abrahamovce, Betlanovce, Centice, Filice, Hadusovce, Horka, Hozelec, Janovce, Kisovce, Machalovce, Levkovce, Komarovce, Primovce, Ondrej. Le pays de Spis, situé dans le bassin du Poprad fut cédé par la Pologne à la Hongrie au ^{xii}e siècle. On donne les dates suivantes de la cession : celle de 1108 serait la dot de la fille de Boleslas III, polonais, qui avait épousé le fils du roi de Hongrie, celle de 1145 serait

le prix du secours hongrois donné aux Polonais contre la Bohême, celle de 1198 conclue par le Traité de Stara Ves. Néanmoins le district de Podolinec, englobant les villes de Lubovna, de Podolinec et de Gnazdy appartint à la Pologne, jusqu'au commencement du ^{xiv}^e siècle et faisait partie de la Terre de Cracovie. Sa frontière passait de la crête de la Magura Spisska, jusqu'au Poprad, par le torrent de Toporec, celui de Jakubov, les montagnes de Levoca et le long de la limite entre les comitats de Spis et de Saris. A cette époque, la Hongrie acquit la partie du comitat de Saris, située dans le bassin du Poprad avec le château de Plavec. Au ^{xiv}^e siècle, les familles hongroises de Berzevicky et de Goergey colonisèrent le territoire situé au nord de la Magura Spisska, dans le bassin du Dunajec. Elles firent même des empiètements sur le district actuel de Nowy Targ. Mais dans le bassin du Dunajec cette colonisation se heurta à la colonisation du côté polonais, entreprise par les cisterciens de Ludzmierz. Néanmoins, la Hongrie atteignit le cours du Dunajec. Vers 1320, la Pologne céda à la Hongrie le district de Podolinec. Suivant certains historiens, ce pays constitua la dot de la princesse polonaise qui avait épousé le roi de Hongrie Charobert, suivant l'avis des autres, c'était le prix du secours hongrois contre la Bohême. Néanmoins le district resta dépendance du diocèse de Cracovie, jusqu'en 1787.

En 1412, Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, en empruntant au roi de Pologne, Ladislas II, 2.220.000 gros de Prague (monnaie de ce temps) donna en gage à ce dernier le district de Podolinec (3 villes) et 13 villes du pays de Spis, environ 1.100 km². La frontière de la partie du territoire donné en gage descendait du sommet des Wielkie Skalki, traversait le Poprad entre Podolinec et Toporec, contournait Kolackov à l'est et passant par l'Ihla se glissait entre Lubica, Verbov, Tvarozna, Ruskinovce d'une part et Kezmarok, Levkovce, Hradisko, Dvorec d'autre part, puis la frontière suivait les montagnes de Levoca et la limite du Spis. Ce territoire comprenait le district de Podolinec et 4 villes (Tvarozna, Lubica, Verbov, Ruskinovce). Outre ce territoire la Pologne reçut 5 enclaves dans le territoire hongrois, à savoir : 1° celle de Spisska-Bela, englobant une partie

de la Tatra ; 2° celle des villes de Poprad, Velka, Straza, Maiejovce, Spisska-Sobota ; 3° celle de ville de Nova-Ves-Spisska, avec les villages de Harichov et d'Iglohuta ; 4° l'enclave de Spisske-Vlachy et 5° celle de Spisske-Podhradie sauf le chapitre et le château de Spis. Une convention spéciale garantissait la liberté de communication entre les enclaves polonaises et la Pologne, ainsi que la communication entre les villes hongroises à travers les territoires polonais. En 1489, la Hongrie demanda la restitution du gage moyennant le remboursement du montant de l'emprunt. La Pologne, invoquant la prescription refusa la restitution du gage. Du reste la somme de l'emprunt par suite des mutations monétaires avait perdu beaucoup de sa valeur primitive dans la période écoulée entre 1412 et 1489. Le Tribunal arbitral qui se réunit à Breslau en 1490, reconnut la prescription et attribua les villes à la Pologne. La Hongrie voulait revenir sur cet affaire à plusieurs reprises (en 1553, 1635, 1659, 1708). La population du territoire engagé se prononçait contre le retour du pays à la Hongrie ; sous le régime polonais elle jouissait d'une liberté plus étendue, que sous le régime hongrois. Des 11 villes allemandes du Spis qui restèrent hongroises 2 seulement ont conservé jusqu'à nos jours le caractre urbain. Les villes, qui furent attribuées alors à la Pologne conservèrent le caractère de ville, sauf 2. En 1769, profitant de l'affaiblissement de la Pologne, la Hongrie, sans rembourser l'argent occupa les 16 villes. Dans le premier Traité de partage (1772), la Pologne dut renoncer à ces villes.

En 1770, la Hongrie rejeta la frontière sur les Beskides de Podhale et de Sacz, et sur les Gorces, et malgré les protestations de la Pologne, elle procéda à l'abornement de cette frontière. Elle occupa alors les starosties de Nowy-Targ, de Czorsztyń, de Nowy-Sacz. Ce fut le premier pas vers les partages de la Pologne. Après le premier partage de la Pologne, qui attribua la Galicie à l'Autriche, les starosties ci-dessus mentionnées furent réunies à la Galicie.

Les Beskides Occidentales formèrent d'abord la frontière entre la Hongrie et la Ruthénie Rouge. Cette dernière fut occupée deux fois par la Hongrie : au commencement du xiii^e siècle et

sous le règne de Louis I (1370-1387). Elle fit partie de la Pologne durant les périodes comprises entre 1018-1031 et 1070-87. Elle tomba définitivement en possession de la Pologne en 1340, en vertu des lois de succession et appartint à cet Etat jusqu'en 1772, sauf la période du règne de Louis I. La frontière du côté de la Hongrie suivait toujours la chaîne principale des Carpathes Orientales et la Pologne ne montra aucune tendance à l'occupation des versants méridionaux de ces montagnes. Il faut noter, que du fait que durant la période de 1340 à 1370 la Pologne posséda la partie septentrionale de la Bucovine, la frontière polono-hongroise s'étendit de quelques kilomètres au sud. De l'autre côté, le pays de Pokucie dans le bassin du Prut fut en possession de la Moldavie vers le commencement du xvi^e siècle ; par conséquent la frontière polono-hongroise se terminait aux environs de la Sywula (1815 m.). Mais au xvi^e siècle la frontière polono-moldave adopta la forme de l'actuelle frontière polono-roumaine et fut marquée dans les Carpathes par le cours du Czeremosz. La frontière polono-hongroise s'étendait alors jusqu'à la Kniatiaza, point commun pour la Pologne, la Hongrie et la Moldavie. Nous pouvons donc conclure que la frontière dans les Beskides Orientales est la plus stable de toutes les frontières de la Pologne.

CHAPITRE III

Frontières internationales au cours du XIX^e siècle et l'affaire Morskie Oko

Bibliographie N^{os} 11, 13, 57, 103, 167, 170, 171.

L'ancienne frontière de la Pologne du côté de la Silésie fut maintenue au cours du XIV^e siècle comme la frontière internationale entre la Russie et la Prusse et la Prusse et l'Autriche. Le cours de la Biala qui marquait autrefois la frontière occidentale de la Pologne fut transformée en limite administrative entre deux provinces de l'Autriche : la Silésie et la Galicie.

Dans les Carpathes, la frontière polonaise antérieure aux partages de la Pologne se transforma en frontière entre l'Autriche (la Galicie) et la Hongrie, à l'exception de trois fragments où la Hongrie conserva du territoire polonais de 1769 : 1^o le district des 16 villes du Spis ; 2^o une partie de la vallée de la Biala-Woda dans la Tatra, limitée par la crête du Zabi, par la crête principale de la Tatra (entre le Rysy et le col du Polsky Hreben), par le torrent Biala-Woda ; 3^o la partie de la vallée du Tichy dans la Tatra, appartenant au bassin du Vah. Cette partie est limitée par la crête principale de la Tatra, l'arête de Tomanowa et le torrent du Tichy. La frontière entre l'Autriche et la Hongrie avait le caractère d'une frontière internationale ; elle était fixée par des commissions mixtes. En vertu du compromis de 1867 l'Autriche et la Hongrie formaient une union réelle. Les deux Etats avaient en commun la dynastie régnante, les ministères des Affaires Etrangères, de la Guerre, des Finances. Il y avait égale-

ment un embryon de l'organe législatif commun composé d'une délégation autrichienne et d'une délégation hongroise, élues par les Parlements des deux pays. Les autres organes ainsi que les territoires restaient distincts.

Le caractère international de cette frontière fut mis en relief dans l'affaire de Morskie-Oko, dans laquelle il s'agissait de déterminer la frontière austro-hongroise aux environs du lac de Morskie-Oko dans la Tatra. Ce différend sur la frontière eut pour origine un litige de droit privé entre les domaines de Zakopane (Galicie) et de Javorina (Hongrie). La Hongrie réclama la frontière fluviale et se basant sur les documents anciens, elle alléguait que la frontière est marquée en cet endroit par le cours de la Bialka qui naît du confluent des deux torrents Rybi et Biala-Woda. Elle faisait valoir que le torrent principal, originaire de la Bialka est celui du Rybi, que la frontière doit le suivre en amont et qu'après avoir traversé le lac de Morskie Oko et celui de Czarzny, elle doit s'élever sur le sommet du Rysy. Comme source de la Bialka elle indiquait les neiges perpétuelles couvrant le versant nord-ouest du Rysy. Du côté autrichien on réclamait la frontière terrestre, qui descendait du Rysy par l'arête du Zabi et des 7 Granatow jusqu'au confluent des deux torrents. Mais le représentant de l'Autriche, dans son exposé devant le tribunal fit la réserve que son Etat pourrait ultérieurement revendiquer la frontière, suivant la crête de la Tatra (du Rysy, jusqu'au col de Polsky-Hreben, situé au-dessus des sources du torrent de la Biala-Woda qui, selon la thèse autrichienne devait être reconnu comme originaire de la Bialka).

Deux lois identiques dans leur contenu, furent promulguées, l'une autrichienne du 25 janvier 1897, l'autre hongroise II 1897. Ces lois tinrent lieu de compromis d'arbitrage et autorisèrent les deux gouvernements à déterminer la frontière par un tribunal mixte. L'arbitre autrichien M. A. Mniszek, président de la Cour d'Appel de Leopold et l'arbitre hongrois M. K. Lehoczky, président de la Cour d'Appel de Bratislava élirent comme surarbitre M. J. Winkler, président du Tribunal Fédéral suisse. Ce tribunal se constitua les 5 et 6 avril 1902 et arrêta ses statuts et la procédure. Les débats publics eurent lieu à Graz, à deux reprises : en

août et en septembre. Entre temps le Tribunal visita le territoire contesté. La thèse autrichienne fut défendue par MM. Korn et O. Balzer, celle de la Hongrie par MM. L. Laban et I. de Boels. Le 13 septembre le Tribunal rendit la sentence en attribuant à l'Autriche, presque la totalité du territoire contesté (501 ha. sur 512). La frontière fixée par le Tribunal suivait la crête du Zabi et des 7 Granatow (entre le Rysy et le point de la crête du Zabi, où cette crête s'abaisse et commence à s'aplatir, ce point est situé à 700 m. du confluent des deux torrents), puis la frontière suivait une ligne droite jusqu'à l'embouchure d'un petit ruisseau venant de la Czuba, dans le torrent Rybi, puis le torrent Rybi marquait la frontière jusqu'à son confluent avec le torrent Biala-Woda.

Les deux lois ne contenaient aucune disposition concernant la manière dont le Tribunal devait établir la frontière. Le Tribunal fut d'avis, que la démarcation de la frontière fut abandonnée à sa libre appréciation. D'abord il s'efforça d'établir s'il n'avait pas existé sur ce secteur, une frontière antérieure, qui aurait été déterminée d'un accord commun. Après avoir examiné les documents produits par les parties, il conclut, qu'une pareille frontière n'existait pas.

I. — Il rejeta le résultat des travaux d'arpentage exécutés entre 1785 et 1789, au cours desquels la forêt faisant partie du territoire contesté avait été arpentée comme galicienne. Le motif du rejet fut : l'arpentage, acte unilatéral des agents autrichiens ne pourrait être considéré comme acte de délimitation. Il pouvait constituer seulement une présomption comme les ouvrages littéraires attribuant les deux lacs à l'Autriche. Les visites des archiducs, la vente du terrain contesté, les amendes infligées aux paysans galiciens ne pouvaient également déterminer la frontière.

II. — La commission mixte pour la délimitation de la frontière en 1793-94 ne fixa pas non plus cette frontière. Ses travaux furent interrompus par la décision impériale et restèrent inachevés. Lors des débats dans cette commission M. G. Nikorowicz, représentant la Galicie fit des déclarations qui étaient considérées par la Hongrie comme la reconnaissance de la frontière fluviale

qu'elle réclamait. Il dit que la frontière entre les deux pays descendait au nord du Mont Rybi, jusqu'au commencement de la Bialka. Les Hongrois considérèrent que le Mont Rybi signifiait le mont Rysy et réclamèrent la frontière descendant de Rysy par une ravine, jusqu'au lac de Czarny et qui suivait ensuite le torrent Rybi. Mais le Tribunal remarqua avec justesse que cette ravine ne pouvait être considérée comme un torrent et fut d'avis que Nikorowicz parlait de la frontière terrestre de la crête du Zabi, jusqu'au confluent des deux torrents donnant naissance à la Bialka. A l'appui de sa thèse, le Tribunal remarqua que M. Nikorowicz n'avait parlé nulle part des deux lacs que la frontière devait incontestablement traverser si elle suivait le torrent Rybi. La carte qui accompagnait la déclaration de Nikorowicz traçait la frontière le long du torrent Rybi, mais il fut prouvé, que cette carte était d'une date postérieure et n'avait pas été établie par Nikorowicz. Et même admettant que Nikorowicz eut envisagé la frontière fluviale, il se serait mis dans ce cas en contradiction avec la description des limites du registre d'arpentage de 1785-89 et l'Autriche aurait pu revendiquer une reconstitution dans l'état ancien à raison de la mauvaise défense de la thèse autrichienne.

III. — La transaction conclue en 1858 entre les propriétaires de Zakopane et de Javorina, où les premiers renoncèrent au territoire litigieux en faveur des seconds, ne préjugait pas les frontières d'Etat, car c'était un contrat de droit privé.

IV. — Un contrat de vente de 1589, l'approbation de ce contrat par le roi de Hongrie et l'acte de 1595 introduisant l'acquéreur en possession firent mention des domaines situés autour de Morskio-Okno comme appartenant à la Hongrie. Mais ces documents n'avaient pas de force probante, car ils mentionnaient comme étant hongroises les localités de Bukowina, Pod Czerwonym, etc., situées plus à l'ouest et à cette époque, incontestablement galiciennes. L'Autriche reconnaissait même que ces territoires avaient appartenu à la Hongrie entre 1589 et 1624. Mais au commencement du XVII^e siècle, des conflits violents éclatèrent sur ces terrains. Il s'agissait de la possession des terres situées entre les

rivières de la Bialka et de la Lesnica. Une commission mixte polono-hongroise fut créée, mais ses travaux ne laissèrent aucune trace. Il fut constaté que les Hongrois avaient été évincés des localités de Bukowina, Bialka, etc., et que le staroste polonais en avait été mis en possession. Il fallut alors admettre qu'il avait été mis également en possession du territoire contesté, qui forme avec les localités précédentes, une unité géographique. Les documents n'en parlaient pas, car le territoire contesté était de peu d'étendue et sauvage.

V. — Les cartes, établies par Török et Seeger lors de l'occupation par les Hongrois de la starostie de Nowy Targ en 1770, marquent cette starostie comme étant hongroise et par suite indiquent le terrain contesté comme étant hongrois. Mais ces cartes furent rejetées par le tribunal, comme ayant été faites par les Hongrois après l'occupation unilatérale de la starostie ; elles ne pouvaient donc pas lier la Pologne ni l'Autriche ; les cartes plus anciennes de Schraembel et de Lipszky marquent la frontière polono-hongroise comme identique au cours de la Bialka. Mais alors devant le tribunal se posa la question de savoir où l'on devait rechercher l'origine de cette rivière. D'après le rapport de l'expert, M. F. Becker, l'origine de la Bialka est formée par le confluent des torrents du Rybi et de la Biala-Woda. Si l'on veut prolonger le nom de la Bialka en amont de ce point, il faut donner ce nom au torrent de la Biala-Woda, en vertu du principe que le nom d'un fleuve est donné à son cours principal. Le torrent de la Biala-Woda est plus important quant au débit de l'eau et à l'étendue du bassin. Il a le caractère d'une rivière, tandis que son rival a celui d'un ruisseau. Le lit de la Biala-Woda est la prolongation directe du lit de la Bialka. Enfin le nom de la Biala-Woda sur les cartes anciennes et dans la langue des habitants est « Biala Woda » nom presque synonyme du nom de la Bialka.

Après s'être convaincu de l'impossibilité de trouver une frontière antérieure le tribunal a voulu fixer la frontière, en s'attachant à la ligne naturelle. Il avait le choix entre la ligne fluviale ou la ligne de crête. Il choisit la seconde pour les raisons suivan-

tes. A l'avis du tribunal, dans les montagnes les crêtes sont plus propres à former les frontières, car les cours d'eau en raison de leur peu de profondeur ne présentent aucun obstacle. L'aptitude des crêtes et l'inaptitude des rivières à former une frontière augmentent en proportion de l'élévation. Dans le cas en question, la crête du Zabi présentait tous les avantages d'une frontière naturelle, ces $\frac{2}{3}$ de sa longueur étant difficilement accessibles. Dans le secteur 3 l'arête rocheuse se transforme en crête couverte de forêts et de pâturages et depuis un point éloigné de 700 m. du confluent des deux torrents l'arête s'aplatit et tombe dans l'angle formé par les deux torrents. A partir de ce point la crête forme plutôt une partie du versant de la vallée de la Biala-Woda. Quant à la frontière formée par le torrent Rybi, le tribunal démontrait qu'entre les deux lacs une frontière naturelle faisait défaut, puisque le torrent se cachait parmi les pierres. Le lac Czar-ny est alimenté par de petits cours d'eau qui coulent sur les rochers ou passent sous les neiges ou les pierres. Le plus important de ces cours d'eau est celui qui provient de la faille la plus profonde et la plus couverte de neige ; cette faille commence sur la crête du Wolowy à 600 m. à l'est du Rysy. Aucune faille ne conduit au Rysy. Si l'on voulait prendre pour frontière une ligne passant par le fond de la vallée, on devrait suivre la faille, qui descend de la crête du Wolowy. La frontière serait donc en partie marquée par la crête principale de la Tatra.

En principe, selon le tribunal la nouvelle frontière devait suivre la crête du Zabi dans toute son étendue, mais le tribunal s'écarta dans le secteur 3 de cette crête et fixa la frontière par une ligne droite, s'étendant entre le point situé sur cette crête à une distance de 700 m. du confluent des deux torrents et l'embouchure d'un ruisseau venant de la Czuba dans le torrent du Rybi. Le tribunal agit ainsi pour les motifs suivants : 1° la crête du Zabi perd le caractère d'une ligne naturelle dans la distance de 700 m. du confluent des deux torrents et par conséquent la frontière devait être artificiellement marquée ; 2° le secteur 3 de la crête du Zabi forme plutôt le versant de la vallée de Biala-Woda ; 3° on évitait ainsi de séparer une partie de la forêt appartenant au

domaine de Javorina ; 4° la Hongrie était de bonne foi en interprétant la déclaration de Nikorowicz.

Le tribunal repoussa la réserve galicienne, tendant à faire valoir ultérieurement ses droits jusqu'au col de Polsky-Hreben. Il déclara que le représentant n'avait pas qualité pour la formuler, car ses pouvoirs étaient limités aux revendications du territoire en litige, qu'une pareille réserve portait atteinte à la force jugée de la sentence arbitrale, que les deux Etats voulaient obtenir une délimitation définitive.

L'affaire Morskie-Oko était en droit un différend entre l'Autriche et la Hongrie, en fait il s'agissait d'un différend entre les Hongrois et les Polonais. L'arbitre autrichien, ainsi que les représentants de l'Autriche étaient des Polonais de Galicie. La victoire de la thèse autrichienne dans ce différend avait une valeur très importante pour le tourisme de montagne ; elle fut mise en relief surtout après la guerre mondiale, puisque auparavant aucune formalité n'était exigée pour franchir la frontière dans la Tatra. La frontière politique actuelle dans ces montagnes est conforme à celle, qui séparait la Hongrie et l'Autriche avant 1918 ; par conséquent il est certain, qu'au cas d'une défaite galicienne en 1902, la frontière aurait coupé aujourd'hui les lacs de Morskie-Oko et de Czarny, perles de la Tatra polonaise. Le sentier touristique qui relie les deux lacs et le sommet du Rysy, très fréquenté du côté polonais, serait coupé par la frontière en plusieurs endroits, ce qui présenterait des difficultés pour l'entretien de ce sentier ; il faut noter qu'il a été amélioré par les soins des Polonais. On aurait éprouvé des difficultés du côté polonais pour la construction d'un chalet-refuge près de Morskie-Oko. Aujourd'hui les bâtiments de ce refuge s'élèvent des deux côtés de l'endroit où le torrent Rybi sort du lac Morskie-Oko. Il eut été impossible de trouver une autre place pour construire ce refuge sans compromettre le panorama du lac de Morskie-Oko. Enfin la frontière fluviale aurait été plus difficile à surveiller et cette frontière eut été plus longue que l'actuelle d'1 km.

CHAPITRE IV

Structure ethnographique des territoires qui avoisinent la frontière polono-tchécoslovaque

Pour faire un croquis de la structure ethnographique des territoires qui avoisinent la frontière polono-tchécoslovaque, il nous semble utile d'étudier séparément chaque pays limitrophe, c'est-à-dire, la Silésie prussienne, la Silésie autrichienne, la Galicie et la Hongrie. La limite ethnographique entre les Polonais, les Tchèques et les Slovaques en raison de la parenté de ces nations n'est pas aussi claire que celle qui sépare les Allemands et les Slaves. Nous trouvons entre les différentes nations slaves des territoires à dialectes intermédiaires, influencées des deux côtés par les langues voisines. Pour cette raison, il existe une difficulté à tracer une frontière linguistique précise entre ces nations slaves. En outre les habitants classés par les linguistes comme parlant une langue slave, appartiennent parfois à l'autre nation par leur esprit national.

§ 1

Structure ethnographique de la Silésie Prussienne

Bibliographie : N^{os} 2, 9, 19, 24, 36, 67, 84, 118, 136, 149, 151, 193, 228.

La population aborigène de la Silésie Prussienne était incontestablement polonaise, sauf le pays de Glatz et la partie de la Moravie située dans le bassin de l'Oder, contrées habitées par les Tchèques. La population aborigène n'était pas dense et bientôt

la nécessité de la colonisation étrangère apparut. Les princes de Silésie recoururent d'abord à la colonisation française et italienne, mais après l'envahissement de la Pologne par les Tartares en 1241, cette idée dut être abandonnée, à cause de la nécessité impérieuse de colonisation et vu que la colonisation par l'élément français et italien n'aurait jamais pu être faite sur une grande échelle. On colonisa donc le pays par l'élément allemand. Les Allemands ne se polonisèrent pas comme dans les autres provinces de la Pologne, car nulle part la colonisation allemande ne fut pas si forte qu'en Silésie ; la dépendance de la Silésie à l'égard de l'Allemagne et des rois de Bohême germanisés la facilita. L'élément allemand fut fortifié et favorisé par les princes silésiens et la noblesse, qui se germanisa rapidement. Au ^{xiv}^e siècle les villes étaient allemandes et la Basse Silésie fut fortement envahie par les Allemands. Au ^{xv}^e siècle on procéda à la colonisation allemande des régions inhabitées des Sudètes. Lorsque la Silésie passa sous la dépendance des rois de Bohême et de l'Autriche, la colonisation et la germanisation du pays ne furent nullement arrêtées. Lors des guerres religieuses en Bohême, des émigrants tchèques s'établirent dans ce pays. Au ^{xv}^e siècle la langue tchèque devint la langue officielle de certaines principautés silésiennes ; mais après 1620, elle céda la place à la langue allemande. Néanmoins lors de la conquête de la Silésie par la Prusse, l'élément polonais était encore très fort. La Prusse entreprit une œuvre germanisatrice plus systématique et organisée. Jusqu'en 1742 l'élément polonais ne fut pas persécuté ; au contraire, dès l'entrée des Prussiens dans la Silésie, des lois dirigées expressément contre l'élément polonais apparurent.

Avant la guerre de 1914 l'élément non allemand dans la Silésie était représenté par :

Silésie :				
<i>Nations</i>	<i>Basse</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Haute</i>	<i>Silésie</i>
Polonais	16.642	63.666	1.258.138	1.338.446
Tchèques	2.201	11.915	57.347	71.463
Lusaciens	27.754	—	—	27.754
Slaves	46.597	75.581	1.315.485	1.437.663

Les districts suivant comptaient plus de 5 % de population slave : 1° Polonais : tous les districts de la Haute Silésie, sauf ceux de Neisse (avec la ville) et Grottkau ; dans la Silésie moyenne les districts de Namslau (28 %) et de Gross-Wartenberg (43). 2° Tchèques : les districts de Ratibor (40), Leobschütz (8), Strehlen (8), Glatz (5) ; 3° Lusaciens : Hoyerswerda (44), Rothenburg (7).

Les Polonais habitaient à l'est de la ligne Tworkau, Wojnowitz, Jernau, Militsch, Fröbel, Polnisch-Probnitz, Schmitsch, Sabine, Zelasna, Poppelau, Dammer, Steinersdorf, Hennersdorf, Dornberg, Kunzendorf, Wielka-Kozla, Gross-Wartenberg (all), Neumittelwalde (all.), Bunka, Smolok, Bogdaj ; cette ligne passe par les districts de Ratibor, Leobschütz, Neustadt, Falkenberg, Oppeln, Namslau, Gross-Wartenberg. A l'est de cette ligne il se trouvait des îles ethnographiques allemandes, principalement dans les villes. Dans les districts de Leobschütz et de Ratibor, près de la frontière autrichienne il y avait des villages peuplés par les Tchèques. Dans le district de Leobschütz les Tchèques habitaient les villages en deça de la ligne : Wehowitz, Krassilau, Hoch-Kretscham. Boblowitz.

Près de Gross-Peterwitz se rencontraient des territoires ethnographiques compacts : allemand, polonais et tchèque. Dans la direction sud-est de ce village s'étendait la frontière ethnographique polono-tchèque. La statistique allemande en 1910 trouva comme dernières localités polonaises : Oderberg, Annaberg, Kreuzenort, Tworkau, Benkowitz, Bojanow, Wojnowitz, Janowitz, Kornitz, Stolzsmütz, et comme derniers villages tchèques : Antosovice, Sulerovice, Hat', Owschütz, Boleslau, Borutin, Krainowitz, Klein-Peterwitz, Schammerwitz, Gross-Peterwitz. M. Sembera (tchèque) cite comme parlant polonais les villages de : Koblovo, Antosovice, Sulerovice, Male-Darkovice, Velke-Darkovice, Vresin, Hat', Gross-Peterwitz. Comme tchèque celui de Tworkau. Il diffère en cela de la statistique officielle. M. K. Nitsch (Polonais) s'écarte de la statistique officielle en citant comme parlant polonais les villages de : Koblovo, Antosovice, Sulerovice, Hat', Pist, Owschütz, Birkenwald, Boleslau, Borutin, Krainowitz, Schammerwitz, Gross-Peterwitz. Dans le district

de Ratibor (sans la ville) les Polonais étaient au nombre de 49 %, les Tchèques de 40 %, les Allemands de 11 % ; dans le district de Leobschütz les trois nations comptaient respectivement 8, 8, 74 %.

Au point de vue social, les Polonais et les Tchèques formaient la classe ouvrière et paysanne. L'esprit national était mieux établi chez les Polonais que chez les Tchèques ; ces derniers votaient pour le parti du centre allemand, tandis que les Polonais élisaient aussi leurs propres députés. Les Tchèques étaient séparés du reste de leur nation par la frontière et ne formaient pas en Silésie une population nombreuse ; les Polonais présentaient une masse plus grande, de beaucoup et trouvaient un appui dans les Polonais de Poznan. Les écoles étaient partout allemandes.

§ 2

Structure ethnographique de la Silésie de Teschen

Bibliographie : N^{os} 7, 10, 12, 17, 27, 66, 76, 82, 88, 107, 118, 124, 125, 141, 148, 149, 151, 152, 163, 193, 201, 203, 220, 224, 228, 237, 238.

La Silésie autrichienne se composait de deux parties distinctes : la Silésie d'Opava et la Silésie de Teschen. La première était habitée par les Allemands (79 %) et les Tchèques (20 %) ; la seconde par trois nationalités, polonaise, tchèque et allemande.

La population aborigène du Duché de Teschen était polonaise. Ensuite s'y ajouta la colonisation allemande. Dans la période précédant la réforme religieuse, les sermons étaient faits seulement en polonais et en allemand. Le prince Venceslas Adam devint protestant en 1545. En vertu du principe « Cuius regio eius religio », les habitants du pays durent confesser la même foi. Quoique son successeur se convertit à la religion catholique, une partie de la population resta fidèle à la religion protestante. Le changement de religion attira un certain nombre de

protestants tchèques, qui se réfugièrent sur le territoire de la Silésie, fuyant les guerres religieuses sévissant dans leur patrie. De plus, l'afflux des Tchèques fut favorisé par l'état de dépendance du pays de Bohême. La langue officielle des princes de Teschen était allemande, depuis l'hommage rendu au roi de Bohême. A partir de 1434, la langue tchèque apparaît comme la seconde langue officielle. Les Tchèques en déduisent que la Silésie fut habitée par les Tchèques. Les Polonais expliquent autrement cet usage de la langue tchèque. Dans ce temps (xv^e, xvi^e siècles) l'unique langue officielle employée en Pologne était le latin, la langue tchèque eut cours comme langue officielle 200 ans plus tôt que la langue polonaise. On se servait même en Pologne de la langue tchèque, comme langue officielle, parce que pour les Polonais elle était plus intelligible que le latin. M. Gornicki, écrivain polonais du xvi^e siècle attestait que la langue tchèque était en usage à la Cour de Cracovie. La langue tchèque était à fortiori en usage comme langue officielle dans le Duché de Teschen, à cause du voisinage de la Bohême et de son état de dépendance vis-à-vis de ce pays. Néanmoins, selon la loi locale de Teschen de 1573, qui se rapproche de la loi tchèque, on pouvait se servir de la langue polonaise et tchèque devant le tribunal de Teschen. Au xvi^e siècle, la langue tchèque devint la langue officielle des autorités du Duché, de la municipalité des villes, la langue employée dans le registre judiciaire et les livres fonciers. Dans de nombreux villages aux environs de Teschen la langue tchèque était encore en usage dans les registres des terres jusqu'en 1848. La langue tchèque fut remplacée par l'allemand dans le courant du xvii^e et xviii^e siècles ; les deux langues slaves furent admises de nouveau dans la vie publique seulement en 1907.

Selon le recensement autrichien de 1910, la population du Duché se partageait suivant la langue parlée comme il suit : (L'abréviation jud. signifie « judiciaire », pol. « politique ») :

La Silésie de Teschen était divisée en 4 districts politiques. Chaque district politique comprenait 2 ou 3 districts judiciaires correspondant aux circonscriptions des tribunaux de première instance.

	Nombre d'habitants sujets autrichiens	Polonais	Tchèques en ‰	Allemands
Jud. Bielsko	34.204	60	1	39
Jud. Skoczow	32.984	91	0	9
Jud. Strumien	14.712	90	1	10
Pol. Bielsko	81.900	77	1	21
Ville Bielsko	17.970	14	1	84
Jud. Jablunkov	30.253	97	1	3
Jud. Teschen	70.187	68	9	23
Pol. Teschen	100.440	77	6	17
Jud. Bohumin	38.300	47	27	26
Jud. Frystat	80.498	71	22	7
Pol. Frystat	118.798	63	23	13
Jud. Frydek	43.011	3	94	3
Jud. Sl. Ostrava	54.818	24	66	10
Pol. Frydek	97.829	15	78	7
Ville Frydek	9.730	6	41	53
Silésie de Teschen	426.667	55	27	18

La Silésie comptait 233.850 Polonais, 115.604 Tchèques et 76.916 Allemands. D'après le calcul de M. Piatkowski la population du Duché se composait de 76 % Polonais, 14 % Tchèques, 10 % Allemands. D'après les recensements antérieurs les Polonais formaient une partie plus considérable de la population : en 1846-76, en 1857-70, 1890-61 %. La statistique autrichienne favorisait les Allemands ; dans les districts jud. de Frystat, Slezska Ostrava, Bohumin, elle est très problématique ; en fait dans ces districts nous avons des différences si grandes entre les résultats des différents recensements qu'il est difficile de dire quelque chose de certain au sujet de la structure ethnique de ces districts ; en outre de nombreux abus de la part des autorités du recensement furent relatés dans ces districts.

Selon le recensement de 1910, les Polonais avaient une majorité absolue dans les districts politiques : Bielsko, Teschen, Frystat, une majorité relative dans le district jud. de Bohumin et une grande minorité dans les communes : Michalkovice (36 %), Strumien (45), Bystra (48), Skoczow (48), Bohumin (38), Tosanovice inférieure (37) ; environ 33 % des Polonais ap-

partenaient à la religion protestante ; les autres étaient catholiques comme les Tchèques du pays.

Les Tchèques formaient la majorité dans le district pol. de Frydek, dans 5 communes du district pol. de Teschen : Dobratice (83), Domaslovice inférieures (91) et supérieures (96), Sobesovice (90), Tosanovice inférieures (62) ; dans deux communes du district jud. de Frystat : Detmarovice (77) Orlova (58), dans la commune Petrvald (73) du district jud. de Bohumin. Les Tchèques avaient une forte minorité à Poruba (39), Sucha inférieure (38) et moyenne (43), Zablati (50).

A Rychvald et à Lazy les deux populations slaves étaient presque égales, les Tchèques avaient respectivement 47,9 et 49,0, les Polonais 49,4 et 48,7 %. Dans plusieurs communes des districts de Bohumin et de Slezska-Ostrava, le nombre des Polonais et des Tchèques variant tellement qu'il est absolument impossible de se baser sur les résultats des recensements.

(L'abréviation P. signifie « Polonais », T. « Tchèques »).

Dates des recensements Communes en 0/0	1880		1890		1900		1910	
	P.	T.	P.	T.	P.	T.	P.	T.
Rychvald	97	1	100	0	99	0	49	48
Doubrava	12	86	30	66	78	20	63	35
Poruba	98	1	95	4	94	4	59	39
Petrvald	97	1	88	7	71	22	19	73
Detmarovice	14	85	35	64	87	12	21	77
Lazy	37	60	70	29	82	16	49	49
Orlova	80	15	29	66	60	34	34	58
Sucha inf.	3	94	44	56	57	43	59	38
Sucha moyenne	68	32	62	38	58	42	55	43
Kuncice Male	3	93	12	84	64	27	19	76
Michalkovice	22	74	38	59	60	36	36	61
Muglinov	4	81	19	73	64	12	29	65

Ces communes, sauf les trois dernières sont classées par les savants comme faisant partie du territoire linguistique polonais ; les municipalités appartenaient aux Tchèques sauf les trois premières où elles étaient polonaises. Les districts de Bohumin et d'Ostrava et une partie de celui de Frystat formaient des terrains

de lutte entre les deux nations slaves pour établir leur esprit national parmi la population habitant ces districts. Selon la statistique de 1910 les dernières localités à population polonaise étaient : Lomna, Reka, Lhotka, Hnojnik, Tosanovice sup., Tránovice, Hradiste, Terlicko Sup., Bludovice Inf., Datyni Inf., Sumbark, Sucha Inf., Karvinna, Poruba, Zablati. Étaient mixtes : Rychvald et Lazy.

Un document datant du ^{xvii}^e siècle relève l'appartenance linguistique de la population de la Silésie de Teschen. En 1688 Martin Stephetius, archidiacon d'Oppeln fit une visite générale des églises et indiqua dans quelles langues on faisait le sermon dans chaque paroisse. Les derniers villages appartenant aux paroisses où les sermons étaient faits en polonais, étaient : Bocanovice, Milikov, Bystrice, Vendryne, Trinec, Puncow, Sibice, Mosty, Hradiste, Terlicko, Bludovice, Sumbark, Sucha Inf., Lazy, Orlova, Poruba, Rychvald, Zablati, Vrbice. Les villages Lomna, Kosariska, Karpentna, Sucha Moyenne n'existaient pas alors. Les savants polonais considèrent comme bizarre l'énumération parmi les paroisses à sermons moraves (dialecte tchèque) des villages à présent purement polonais : Konska, Ropica, Oldrichovice, Tyra, Guty, Smilovice, Reka, Stritez, Zukov sup. et inf. Hnojnik, Lhotka. Les Tchèques disent que ces villages furent tchèques et qu'ils s'étaient ensuite polonisés. Mais les Polonais font observer que le premier prédicateur polonais à Teschen était originaire de Hnojnik, que dans ces temps ces paroisses avaient parfois des prêtres polonais et que le peuple chantait des cantiques polonais. Ils en déduisent qu'à cette époque ces villages étaient habités par les Polonais qui se trouvaient privés de sermons dans leur langue maternelle. Après l'introduction des écoles polonaises, dans le Duché, elles furent créées dans plusieurs de ces villages.

Les avis des savants des trois nationalités sur la frontière linguistique polono-tchèque dans la Silésie de Teschen ne varient pas beaucoup.

A. — Savants allemands. Le prêtre Kneifel (au commence-

ment du xix^e siècle) est d'avis que la population slave du pays parle deux dialectes : polono-silésien et moravo-silésien. Il énumère comme étant les plus avancés à l'est et parlant de dialecte morave les villages : Lhotka, Smilovice, Hnojnik, Tosanovice, sup. et inf., Domaslovice sup. et inf., Zermanice, Venclovice, Datyni sup., Senov, Radvanice, Hermanice, Hrusov ; Pour M. Bayer et M. Springer (vers 1840) la frontière passe le long de l'Ostravica, puisqu'ils considèrent toute la population slave du pays comme parlant polonais. M. Hain (1852), considère comme étant purement polonais : Lomna, Reka, Lhotka, Tosanovice inf. et sup., Bludovice inf., moy. et sup., Radvanice, Michalkovice, Hermanice, Vrbice. Selon Czoernig (1857), les derniers villages polonais sont : Reka, Nosovice, Bludovice inf., moy. et sup., Sumbark, Petrvald, Rychvald, Bohumin.

B. — Savants polonais. M. Malinowski (1869) partage l'avis de M. Hain, mais ajoute au territoire polonais les villages suivants : Lhotka, Vojkovice, Bruzovice. M. J. Bystron (1895) sépare les 7 villages suivants : (Bludovice sup. et moy., Venclovice, Datyni sup., Senov, Bartovice, Ratimov) par une ligne passant entre les villages de : Venclovice et Kanovice. Les villages situés au nord de cette ligne présentent plus de marques caractéristiques de la langue polonaise, ceux situés au sud de la langue tchèque. Le prêtre A. Macoszek (1901) est d'avis que les villages suivants sont mixtes : Lhotka, Nosovice, Domaslovice sup. et inf., Bruzovice, Kanovice, Venclovice, Bartovice, Radvanice, Hermanice, Vrbice. Selon M. J. Harwot (1903) sont polonais les villages de : Moravka, Lhotka, Dobratice, Vojkovice, Bruzovice, Venclovice, Senov. M. K. Nitsch (1909), considère comme appartenant aux villages parlant polonais : les villages suivants : Reka, Lhotka, Dobratice, Domaslovice inf. et sup., Sobesovice, Venclovice, Datyni sup., Bartovice, Radvanice. Muglinov, Bohumin.

C. — Savants tchèques. M. Safarik (1842) donne comme nombre des Polonais de la Silésie de Teschen, la totalité de la population slave du pays. M. A. Sembera (1864) est d'avis que l'on parle polonais à Dobratice, Domaslovice, Bludovice et que le

dialecte morave est parlé à Moravka, Nosovice, Bruzovice, Datyni, Vrbice. M. F. Bartos est d'accord avec lui. Pour M. Nierderle, la limite linguistique passe par la crête de la Ropica et le long des rivières de la Lucina et de l'Ostravica. Il est d'avis que la vraie langue tchèque est parlée à l'ouest de l'Ostravica.

Le sous-dialecte « lach » classé parmi les dialectes moraves de la langue tchèque est influencé fortement par la langue polonaise. M. Polivka (tchèque) à cause des polonismes nombreux et de l'accent polonais que l'on y remarque, ne veut pas même le classer dans la langue tchèque. MM. Nitsch, Polivka, Bartos le considèrent comme le vrai dialecte de transition entre les deux langues slaves. Ce sous-dialecte est parlé selon M. F. Bartos dans la Silésie d'Opava, la partie tchèque de la Silésie allemande, dans le district de Frydek et en Moravie aux environs de Frenstat, Stramberk, Prihor, Brusperk, Mistek et Frydlant. M. Sembera distingue sur le même territoire deux sous-dialectes : celui de « lach » est limité par les Carpathes, la crête du Radhost et la ligne Sary-Jicin, Drahotus, Klopocov, Starice, Palkovice Frydlant, Celadna ; au nord et à l'est du « lach » s'étend le sous-dialecte d'Opava. L'origine de la population parlant le sous-dialecte lach est indiqué par le nom « lach » donné à cette population par leurs voisins du sud parlant le sous-dialecte valaque. On se sert en Ruthénie du nom « lach » pour déterminer le Polonais ; aux confins de l'ouest du territoire polonais, en dehors de la Silésie, ce terme est inconnu. La population parlant valaque est venue des Carpathes Orientales et est d'origine ruthène.

Les Allemands forment en Silésie de Teschen deux groupes : 1° aux environs de Bielsko (les localités : Aleksandrowice 86 % d'Allemands, Stare Bielsko, 92 ; Bielsko 84 ; Bystra 52, Kamienica 92, Komorowice allemandes 75, Miedzyrzecze sup. 66, Mikuszowice 83, Wapienica 78. — 2° aux environs de Bohumin (Bohumin 54, Hrusov 48, Novy-Bohumin 62, Vrbice 62. — 3° en outre les Allemands forment la population des villes et des villages, en formant des îlots ethniques distincts (Skoczow 50, Strumien 54, Teschen 61, Frystat 35, Leskovec 38, Frydek 53).

Parmi les recensés en 1910 il y avait également des émigrants des autres provinces autrichiennes. Ce recensement constata 54.279 émigrants de Galicie (dont 60 % dans le bassin houiller du bassin) 36.680 venant de Bohême, de Moravie et de Silésie d'Opava (70 % dans le bassin houiller). Les émigrants galiciens étaient en majorité polonais, leur sentiment national n'était pas bien déterminé et parfois dans la seconde génération ils se déclaraient comme étant Tchèques.

Au point de vue de la structure sociale, les Allemands composaient surtout la classe des propriétaires des domaines, des mines, des usines et les directeurs et les fonctionnaires supérieurs. Les Tchèques occupaient les situations de directeurs, d'ingénieurs, de contre-maîtres, et de fonctionnaires inférieurs. Les Polonais fournissaient l'élément des ouvriers et des mineurs et composaient la classe paysanne sauf dans le district de Frydek, où cette classe était tchèque. Seulement 10 % des fonctionnaires du Duché étaient polonais. Parmi les juges en 1918 il y avait 49 % de Tchèques, 42 % d'Allemands et 9 % de Polonais. La grande propriété rurale appartenait exclusivement aux Allemands, portant parfois des noms polonais. L'Archiduc Frédéric, le Comte Larisch-Moennich, Sulkowski, Wilczek, Gérois d'Anéancourt possédaient au total 831 km² (36 % de la superficie totale du Duché).

La population polonaise, faute de relations avec la Pologne perdit l'esprit national polonais. C'est seulement dans la seconde moitié du xix^e siècle qu'elle reprit de nouveau l'esprit polonais. Dans plusieurs communes appartenant au territoire linguistique polonais le sentiment polonais ne s'est développé que récemment. Il en était ainsi à Albrechtice, Datyni inf., Sumbark, Tosanovice sup., dont les habitants furent inscrits encore par le recensement de 1880 comme parlant tchèque et depuis 1890 sont inscrits comme parlant polonais. Le développement du mouvement national polonais dans le pays de Teschen eut lieu dans la première moitié du ix^e siècle et il prit naissance parmi les protestants. Presque simultanément, le mouvement national tchèque, venu de la Moravie se développa dans le district de Frydek. En 1848, la Silésie de Teschen n'était représentée au

Congrès slave de Prague, que par deux Polonais de Silésie, qui protestèrent contre leur classification dans le groupe tchèque et se réunirent au groupe polonais. Les deux nations slaves fondèrent des cabinets de lecture populaires, des écoles privées pour augmenter l'instruction de la population. Dans l'instruction publique polonaise c'est l'association « Pépinière scolaire de la Silésie de Teschen » qui eut de grands mérites, les associations tchèques : « Pépinière Scolaire » et l'Union Komensky pour l'instruction publique tchèque. En dehors des journaux « silésiens » la presse atteignait le nombre de 12 journaux dont l'un « Etoile de Teschen » fondé en 1848 est un des plus anciens journaux polonais.

L'instruction publique polonaise ne suffisait pas aux besoins de la population polonaise et restait au-dessous de l'instruction allemande et tchèque au point de vue numérique. Avant la guerre, sur le nombre total des écoles primaires 366, on comptait 46 % où l'enseignement était fait en polonais, 24 % en langue tchèque, 30 % en langue allemande. Par conséquent l'école avec l'instruction, donnée dans la langue respective de la population correspondait aux 1368 Polonais, aux 1329 Tchèques, aux 712 Allemands (en général aux 1262 habitants). Parmi les écoles primaires il y avait 338 écoles primaires publiques dont 50 % avaient l'enseignement en langue polonaise, 24 % en tchèque. 26 % en allemand. Parmi les 89 écoles primaires publiques allemandes se trouvaient 23 écoles mixtes germano-polonaises et 6 germano-tchèques. Les écoles mixtes constituèrent un moyen très efficace de germanisation de la population slave. Une école primaire publique correspondait aux 1427 Tchèques aux 1392 Polonais, aux 841 Allemands (en général aux 1262 habitants). Dans les 14 écoles secondaires on comptait 2 écoles polonaises et 1 école tchèque et 11 écoles allemandes, c'est-à-dire une école secondaire correspondait aux 116.925 Polonais, 115.604 Tchèques, 6.992 Allemands (en général aux 30.476 habitants). L'unique école minière tchèque dans le bassin houiller d'Ostrava et de Karvinna existait à Moravska-Ostrava.

Les rapports ecclésiastiques n'étaient pas favorables au mouvement polonais. L'église catholique dépendait du diocèse alle

mand de Breslau. Tant que la Silésie de Teschen ne fut pas séparée de l'évêché de Breslau par la frontière politique, cet évêché envoyait des prêtres polonais de la Haute Silésie. Ensuite l'église de Teschen dut recourir aux diocèses moraves d'Olomouc et de Brno pour réclamer les prêtres qui lui faisaient défaut. Quoique le Vicariat Général de Teschen attachât une grande importance à la connaissance de la langue polonaise par les prêtres moraves, il arriva que ces derniers prêchaient en un mauvais polonais-tchèque et tchèquisèrent la population. L'église protestante dut recourir parfois à des pasteurs de la Basse Silésie ou de la Slovaquie, puisque la Pologne est un pays catholique.

Avant la guerre l'esprit national de la population polonaise n'était pas encore établi partout. Une partie de la population parlant polonaise se considérait comme formant une nationalité soi-disant distincte « silésienne ». Ce mouvement fut favorisé par le Gouvernement autrichien et les Allemands, toujours fidèles au principe « *divide et impera* ». Il est impossible d'évaluer le nombre des « silésiens », car il variait suivant les circonstances. A ce sujet la composition des municipalités dans les communes peut être d'une certaine utilité. En 1917 dans 36 communes parlant polonais, il y avait des municipalités silésiennes (Blotnice inf., Bakow, Bazanovice, Bludovice inf., Cisownica, Drogomysl, Dziegielow, Goleszow, Godziszow, Gorki-Wielkie, Gumna, Harbutowice, Hermanice, Jasienica, Jaworze, Kozakowice inf. et sup., Konska, Leszna sup., Lhotka, Lyzbice, Laczka, Mosty, Miedzyswiec, Nierodzim, Nebory, Oldrichovice, Pruchna, Puncow, Sibice, Simoradz, Wieszczeta, Wilamowice, Zamarsk, Zukov sup., Zaborze. Les communes de Rudzica et de Sumbark possédaient des municipalités polono-silésiennes ; Ustron : germano-silésienne. Les communes silésiennes étaient habitées par 39.124 personnes parlant polonais (9 % de la population du Duché), 20 d'entre-elles se trouvaient dans le district de Bielsko.

En 1917 il y avait plusieurs communes où les municipalités différaient de la majorité des habitants de la commune au point de vue de nationalité. C'est ainsi que des municipalités alleman-

des se trouvaient dans deux communes tchèques (Leskovec et Stare-Mesto) et dans 7 communes polonaises (Novy-Bohumin, Karvinna, Frystat, Chybie, Ustron, Jablunkov, Trinec). Dans les villages de Sucha inf. et moy. à majorité polonaise les municipalités étaient tchèques. Dans deux localités le nombre des Polonais était égal à celui des Tchèques : à Lazy, il y avait la municipalité tchèque, à Rychvald la municipalité polonaise. Les élections des municipalités furent préjudiciables aux Polonais, car le vote n'était pas secret et était censitaire.

Le Duché de Teschen, sauf 8 villes formant une circonscription électorale distincte, était représenté au Parlement de Vienne par un Polonais, membre du Club des députés polonais ; mais dans la période de 1878 à 1884 le Duché était représenté par un « Silésien ». En 1907 il fut divisé en 7 circonscriptions électorales. Les circonscriptions de Bielsko, Teschen, Frystat éalisaient des Polonais ; celle de Frydek un Tchèque, les communes du bassin houiller un Tchèque, mais candidat du parti socialiste polonais ; les villes allemandes (2 circonscriptions) des Allemands. A la diète du pays de Silésie à Opava, les districts de Teschen et de Frystat éalisaient des Polonais ; celui de Bielsko des Polonais et des Silésiens ; celui de Frydek des Tchèques. Les députés polonais étaient d'origine locale, la majorité des députés tchèques venait de la Moravie.

§ 3

Structure ethnographique de la Galicie

Bibliographie : N^{os} 53, 63, 65, 68, 110, 133, 161, 162, 193, 198, 247.

La Galicie était habitée par les Polonais et les Ruthènes. Les Allemands formaient une agglomération dans le district de Biala (16 %). Les Juifs n'étaient pas classés par la statistique au-

trichienne comme parlant une langue distincte ; parmi 871.895 Juifs de la Galicie 93 % furent recensés comme parlant polonais. La partie occidentale du pays était habitée presque exclusivement par les Polonais, sauf une étroite bande du territoire dans les Carpathes à l'est du Poprad, peuplée de Ruthènes. Dans la Galicie Orientale vivaient les Ruthènes et les Polonais.

Généralement, on admet que les Ruthènes sont les aborigènes de la Galicie Orientale ; cependant des historiens polonais, MM. St. Zakrzewski et Szelagowski sont d'avis contraire et démontrent que la population de la Galicie Orientale au x^e siècle était polonaise. Ce pays fut conquis sur la Pologne par la Ruthénie encore païenne, en 981. A cette époque le Christianisme ne put être bien établi dans les provinces orientales de l'Etat Polonais, car les princes polonais Mieszko I^{er} ne fut baptisé qu'en 965 et en 1035 une révolution païenne éclata, ayant pour point de départ les provinces orientales de l'Etat. Par conséquent la Ruthénie avait devant elle des païens en Galicie Orientale. Lorsque à son tour la Ruthénie adopta le Christianisme, en 988, les habitants de la Galicie Orientale furent baptisés suivant le rite orthodoxe, ce qui les sépara des Polonais catholiques, en les approchant des Ruthènes. Au xiii^e siècle les Ruthènes en fuyant les Tartares achevèrent la ruthénisation du Pays. Quoi qu'il en fut, après la réunion du pays à la Pologne en 1340, l'émigration et la civilisation polonaises se répandirent dans le pays. Au cours du xvi^e et du xvii^e siècle, la noblesse et la riche bourgeoisie se polonisèrent, le peuple seul resta ruthène.

En 1910 le recensement trouva en :

Pays	Nombre d'habitants	Pourcentage des	
		Polonais	Ruthènes
Galicie Occidentale	2.666.991	96	3
Galicie Orientale	5.317.158	40	59

Selon M. Korduba (Ukrainien), la Galicie Orientale compte 21 % des Polonais et 65 % des Ruthènes.

On indique souvent comme limite entre les territoires ethniques polonais et ruthène en Galicie, la ligne qui laisse du côté ruthène les villages suivants : Wierchomla, Skladziste, Krolo-

wa-Ruska, Ropica-Ruska, Rozdziele, Bednarka, Folusa, Pielgrzymka, Jaworze, Krolik-Woloski, Wisloczek, Balucianka, Wolka, Woltuszowa, Tarnawka, Sieniawa, Wola-Sekowa, Tokarnia, Kamienne, Zboiska, Sanoczek, Kostarowce, Miedzybrodzie, Sanoczek, Stroze, Tyrowa, Konskie, Lodzina ; puis après avoir traversé le San cette ligne laisse aux Ruthènes les villages de : Siedliska, Lohatyn, Ruska-Wies, Iskan, Skopow, Wola-Krzywiecka, Cholowice, Kosienice, Swiete, Skoloszow, Zaleska-Wola, Wysocko, Sobiecin, Komarow, Dybkow, Debno, Ozena. Sloboda, cette ligne passe par les districts de Nowy-Sacz, Grybow, Gorlice, Jaslo, Krosno, Sanok, Brzozow, Przemysl, Jaroslaw, Przeworsk. Cependant cette ligne est nette seulement dans les districts des Carpathes, au nord elle s'efface. De l'autre côté, elle ne laisse en dehors du territoire ruthène, que quelques villages ruthènes. A l'est de la même ligne, nous relevons de nombreux territoires polonais atteignant parfois la superficie de plusieurs districts. Parmi ces territoires les principaux sont ceux de : 1° Leopold, Kamionka-Strumilowa, Zloczow, Przemyslany, Grodek, Komarno (61 % des Polonais) ; 2° Przemysl, Mosciska, Dubiecko, Bircza, Lisko (52 %) ; 3° Tarnopol, Zbaraz, Skalat, Trebowla, Czortkow, Husiatyn, Buczacz, Brzezany, Wisniowczyk, Zalozce (46 %) ; 4° Sambor, Drohobycz, Stara-Sol (51 %) ; 5° Cieszanow (46 %) ; 6° Stanislawow, Ottynia (43 %). A l'est de cette ligne nous ne relevons pas de diminution de l'élément polonais. Dans la plaine, au nord des Carpathes, les deux populations sont tellement confondues, qu'il est impossible de tracer parmi elles une limite linguistique. Le caractère mixte du pays augmente par de nombreux mariages entre les deux nations slaves. Il faut conclure que la Galicie à l'ouest de la ligne ci-dessus mentionnée est un pays polonais, à l'est un pays mixte ruthéno-polonais, à l'exception des districts dans les montagnes, où les Ruthènes forment un territoire compact.

Les Ruthènes n'ont pas d'esprit national bien établi. Cela est mis en relief par le résultat du vote à la Diète de Galicie en 1911. Il y a deux partis nationaux ruthènes. Les russophiles se considéraient comme formant une partie de la nation russe, ils n'admettaient pas l'existence d'une nation ukrainienne distinc-

te. Les Ukrainiens, au contraire, déclaraient être une nation distincte des Russes. Lors du vote à la Diète de Galicie, les russo-philés obtinrent dans quatre districts plus de 75 % des votes ruthènes, dans 7 districts de 50 à 75 % de ces votes, dans 14 districts de 25 à 50 %, dans 33 districts les Ukrainiens reçurent plus de 75 % de ces votes.

Les Polonais constituent en Galicie Orientale une société bien construite, tandis que les Ruthènes forment avant tout la masse paysanne. Parmi les premiers seulement 60 % s'occupent d'agriculture, parmi les Ruthènes 92 %. Toute l'industrie s'appuie sur l'élément polonais. L'industrie du pétrole fut fondée par les Polonais ; cette industrie fonctionne avec le capital étranger, mais les directeurs, les ingénieurs, les ouvriers sont des Polonais. Seulement 1,5 % des ingénieurs et 5 % des ouvriers, occupés dans cette industrie appartenaient à la langue ruthène. Le pourcentage des illettrés s'élevait chez les Polonais à 26 %, chez les Ruthènes à 62 % de la population parlant cette langue.

Les Ruthènes de Galicie diffèrent de leurs frères habitant l'ancienne Russie. Ils parlent un dialecte différent et sont gréco-catholiques, tandis que les Ruthènes de la Russie sont orthodoxes. Les montagnards ruthènes parlent un dialecte différent et se rapprochent des Ruthènes de la Hongrie. Ils sont divisés en trois groupes : 1° les « Lemki » dans les Beskides Basses, qui sont arrivés au xv^e siècle et sont fortement influencés par la langue polonaise ; 2° les « Bojki » dans les Bieszczades et les Gor-ganes ; 3° les « Huçules » dans les montagnes de la Czarnohora. Ces derniers sont à présent divisés entre 3 Etats. Certains sont d'avis que les Huçules sont les descendants des Roumains ruthénisés ce qui semble être mis en relief par le costume et les noms des localités et des montagnes dans leur pays.

Structure ethnographique de la Hongrie Septentrionale

Bibliographie : N^{os} 4, 5, 8, 20, 68, 76, 85, 105, 132, 151, 158.
182, 193, 200, 207, 228, 229, 232, 233, 238, 244, 245, 246.

La Hongrie Septentrionale, englobant la Slovaquie et la Ruthénie Subcarpathique actuelle était habitée en 1910 par les Ruthènes, les Slovaques, les Polonais, les Allemands, les Hongrois et dans certaines villes par les Juifs. Les 23 comitats septentrionaux de la Hongrie, y compris ceux de Bratislava, Komarno, Tekov, Esztergom, Hont, Nograd, Gemer, Abauj-Torna, Zemplin, Uzhorod, Bereg, Ugoca, Marmaros, comptaient sur 4.036.671 habitants 42 % de Slovaques, 35 % de Hongrois, 11 % de Ruthènes, 7 % d'Allemands, 1 % de Polonais. Selon les évaluations des linguistes polonais, il faudrait changer le pourcentage des Slovaques en 39 % et des Polonais en 3 %.

Les Ruthènes peuplaient les parties septentrionales des comitats de Spis, Saris, Zemplin, Uzhorod, Bereg, Ugoca, Marmaros, jusqu'aux localités suivantes : Lipnik, Kamionka, Matisova, Plavnica, Orlov, Kijov, Lucina, Kurov, Polanka, Petrovce, Ol-sava inf., Radvany, Stakcin, Vinne, Perecin, Munkacevo (hong.), Velky-Sevljus, Huste, Sighetul-Maramaresului, Kirlibaba. En outre en Spis, ils habitaient Osturna, Hodermark, Lipnik, Jakubiany et quelques villages au nord de Spisske-Podhradie. Les Ruthènes de Hongrie parlent un dialecte différent de celui des Ruthènes de Galicie. Parmi les Ruthènes de Hongrie 82 % appartenaient à la classe paysanne et ouvrière. Au point de vue de l'instruction, ils étaient peu développés et le pourcentage des illettrés variait entre 71 et 87 % selon les comitats.

Les Slovaques étaient les voisins de l'ouest des Ruthènes et habitaient au nord de la ligne : Devin, Pezinok, Galanta, Trnava, Hlohovec, Urmeny, Nitra, Cehej, Vrable, Levice, Krupina, Lucenec, Jelsava, Roznava, Kosice, Secovce, Huta (près d'Uzhorod) Sobrance : cette ligne passait par les comitats de Bratislava, Nitra, Tekov, Hont, Nograd, Gemer, Abauj-Torna, Zemplin,

Uzhorod. La langue slovaque est divisée en trois dialectes, dont deux sont très proches de la langue tchèque, le troisième dialecte, parlé en Slovaquie Orientale, c'est-à-dire dans les comitats de Spis, Saris, Zemplin, Gemer, Uzhorod, Abauj-Torna se rapproche plus des langues polonaise et ruthène que du tchèque. M. Cambel, savant slovaque suppose que les Polonais furent autrefois les habitants primitifs d'une grande partie de la Slovaquie Orientale et se slovaquisèrent postérieurement.

La population polonaise s'établit sur le versant méridional des Beskides Occidentales, en Orava, dans le district de Nowy-Targ, en Spis et en nombre inférieur dans les comitats de Saris, de Zemplin et dans le district de Cadca. De plus nous rencontrons dans les montagnes de la Slovaquie centrale et orientale des îlots linguistiques polonais. Ce ne sont pas des colons galiciens, mais la population aborigène, qui conserva son dialecte dans les villages peu fréquentés et difficilement accessibles. Avant la guerre il y avait encore une faible émigration de la Galicie, attirée par le prix de la terre inférieur au prix de l'autre côté des Carpathes. Le district de Nowy-Targ resta seul uni à la Pologne. Le reste des pays transbeskidals, habités par les Polonais échut en des périodes différentes à la Hongrie. La population, n'ayant pas de contact avec la Pologne ne possédait d'esprit national polonais et se considérait comme étant slovaque ; par suite de la grande parenté des deux langues elle se slovaquisait facilement. Le clergé était exclusivement hongrois ou slovaque ; les sermons et les prières se faisaient en slovaque. Il n'y avait pas une seule école polonaise. Les montagnards parlant polonais lisaient les journaux slovaques (l'instruction était assez élevée et le pourcentage d'habitants sachant lire variait entre 50 et 60 %). En 1913, en Galicie un journal fut établi dans le dialecte des montagnards. Le gouvernement hongrois luttait contre toute tentative polonaise pour éclairer les Polonais de Hongrie ; il préférait avoir affaire aux Slovaques, population peu nombreuse, qu'aux Polonais, qui pouvaient s'appuyer sur leurs frères du nord. La Hongrie luttait contre les minorités slaves, en suscitant des difficultés au développement de leur vie nationale. Les écoles devaient servir à l'œuvre de magyarisation. Dans l'an-

née scolaire 1908-09 sur 16.496 écoles primaires en Hongrie, il y avait seulement 467 écoles slovaques. En raison du système électoral les Slovaques étaient représentés au parlement de Budapest seulement par 2 ou 3 députés. Les Ruthènes et les Polonais n'y avaient aucun représentant. La population de la Haute Orava votait en faveur du député slovaque. Les langues slovaque et ruthène furent admises dans l'église, dans les classes inférieures pour l'enseignement de la religion, et dans les rapports extérieurs de certaines fonctions. Le polonais fut totalement exclu de la vie publique. C'est seulement dans les années qui précédèrent la guerre, que quelques Polonais s'efforcèrent d'obtenir pour la langue polonaise les mêmes droits que pour le slovaque. Le gouvernement hongrois dans ce temps sembla changer un peu d'attitude à l'égard de la population parlant le dialecte polonais ; il espérait peut-être pouvoir tirer du profit de la lutte entre les Polonais et les Slovaques. En 1780 la conscription reconnut le caractère polonais de 52 villages. Au XIX^e siècle la statistique hongroise inscrivait toute population parlant polonais comme étant slovaque. Pour elle un Polonais ne pouvait être qu'un émigrant galicien. Le mouvement tendant à éveiller l'esprit national des Polonais de Hongrie prit naissance vers 1904. Déjà lors du recensement de 1910, certains villages en Orava furent inscrits comme polonais. Les savants tchèques et slovaques (MM. Sembera, Niederle, Polivka, Cambel, Misik, Pastrnek), reconnaissent comme parlant polonais un grand nombre de villages. Selon les calculs des savants polonais le nombre des Polonais de Hongrie se présentait comme il suit :

NOMBRE DE POPULATIONS PARLANT POLONAIS SELON :

Comitat	Smolski	Kolodziejczyk	Wakar
Trencin	40.000	36.759	33.396
Orava	48.000	35.343	32.159
Spis	50.000	32.073	46.471
Saris, Zemplin	17.000	—	—
Liptov, Gemer	20.000	23.388	10.226
Au total :	175.000	127.561	122.252

La population habitant les 12 villages du district de Cadca, dans le comitat de Trencin, se rapproche des montagnards polonais de la Silésie de Teschen, en ce qui concerne le dialecte et le costume. La ville de Cadca seule est slovaque. Néanmoins certains savants la considèrent comme étant polonaise.

La partie septentrionale des districts de Namestovo et de Trstenna, en Haute Orava est habitée par une population se rapprochant, quant au dialecte et au costume des Polonais des districts de Zywiec et de Nowy-Targ. Les habitants de Sucha-Hora et de Hladovka participèrent avec les montagnards galiciens des environs de Chocholow à l'insurrection polonaise de 1846 contre les Autrichiens. Les 23 villages parlant polonais occupaient la partie septentrionale du comitat d'Orava, au nord des villages : Erdutka, Benadov, Rabca, Chyzne, Sucha-Hora. Ce sont seulement les 14 villages parlant polonais du district de Trstenna, qui se considéraient comme polonais et furent inscrits comme tels en 1910. Les dialectes slovaques des habitants de l'Orava Moyenne et Haute sont fortement influencés par la langue polonaise. Certains savants supposent que ces 2 pays étaient autrefois polonais. L'îlot linguistique polonais actuel de Huty s'unissait alors au territoire linguistique polonais. La conscription de 1772 et les voyageurs contemporains citent comme polonais les villages aujourd'hui slovaques de : Biely-Potok Hrustin, Vitanova, Krusetnica, Liesek, Zuberec, Zubrohlava, Klin-Zakamenne.

Dans le comitat de Spis la population parlant polonais habitait les districts de Stara-Ves et plusieurs villages des districts de Lubovna et de Kezmarok. Elle s'approche des montagnards de Nowy-Targ et de Nowy-Sacz. Le territoire linguistique polonais s'étend jusqu'à : Javorina, Lendak, Slovenska-Ves, Ruzbachy, Kolackov, Lubovna, Lackova, Haligovce, Lesnica. Ce territoire pénètre également de la Galicie à Mnisek, Pilchov, Kace. Enfin nous avons 2 îlots polonais de Krizova-Ves et de Maly-Slavkov dans le territoire ethnique allemand. Les Polonais formaient une minorité dans les villages allemands de : Gnazdy, Hobgart, Podolinec, Spisska-Bela, Jurske, Kezmarok, Lubica et dans les villages ruthènes : Osturna et Granastov. Selon certains

ethnographes polonais, la langue des habitants de 5 villages du district de Levoca est polonaise (Brutovce, Pavlany, Repase inf., Uloza, Zavada, 1.500 habitants environ). En somme 56 villages. Les habitants des villages de Gerlachov, Batizovce, Mengusovce, Stola, Sunava inf. et sup., Lucivna, Kraviany, Kubachy, Hranovnica, Vikartovce parlent selon M. Cambel, un dialecte transitoire entre le polonais et le slovaque. Il considère que ces villages avaient une population aborigène polonaise.

Aux dires de plusieurs ethnographes polonais et slovaques, il y a dans les comitats de Saris et de Zemplin, des villages dont la population parlait polonais, mais qui était inscrite par les Hongrois comme slovaque ou ruthène. Les villages ne forment pas un territoire compact, mais sont mêlés aux villages ruthènes et slovaques. Dans le comitat de Saris il y a 17 villages de ce genre : Duplin, Stebnicka-Huta, Suche, Zborov, Strocín, Tisinec, Mestisko, Bardijovska-Nova-Ves, Gaboltov, Hradisko, Klusova, Komarovce, Siba, Sverzov, Okruhle, Radoma, Kochanovce (au total 10.518 habitants selon Smolski). Selon Smolski les villages de Makov, Rokyto, Richvald, Livov, Mokroluka, sont moitié polonais, moitié ruthène. Dans le comitat de Zemplin il y avait 6 villages parlant polonais (Ohradiany, Mala-Topolova, Giglovce, Holcikovce, Sandal, Jasenovce) au total 3.633 habitants selon Smolski. Cambel est d'avis que les habitants autochtones de ces 2 comitats étaient des Polonais et que les villages polonais forment le reste de cette population.

La population parlant polonais habite en outre des villages, formant des îlots linguistiques : 1° le comitat de Liptov, 9 villages (Male-Borove, Velke-Borove, Huty, Novot 2.550 habitants, Luzna, Osada, Revuca sup., moy. et inf., 6.200 habitants, Teplicka 1.884 Polonais selon Smolski) ; 2° le comitat de Trencin, outre le district de Cadca (Zavodie, 1.118 Polonais selon Smolski) ; 3° le comitat de Gemer (Lom, Dolina, Drabsko, Diurkovka 2.400 habitants environ, Pohorela, Sumiac 5.537 Polonais selon Smolski, Driencany, 480 Polonais selon Smolski) ; 4° le comitat de Zvolen (Sihla 600 habitants, elle s'unit avec l'îlot de Lom). Selon M. Niederle, les Polonais se trouvent à Barka, Nadabula, Ochtina, Hronec, Lopej.

Les Allemands forment plusieurs îles ethniques en Slovaquie. La plus importante et celle qui doit arrêter notre attention en raison de ses rapports avec la Pologne, est l'île allemande du Spis dans le bassin du Poprad. Le pays fut colonisé par les Allemands après l'invasion tartare de 1241. Ces Allemands reçurent des rois de Hongrie plusieurs privilèges et formèrent une province hongroise distincte, composée de 24 villes, dont 13 furent données en gage à la Pologne, en 1412. En 1910, les Allemands habitaient le Spis au sud du terrain ethnographique polonais et au nord de la ligne : Nova-Lesna, Velka, Poprad, Verbov, Ruskinovce, Mala-Lomnice ; en outre ils formaient la majorité de la population à Gnazdy, Hobgart et une forte minorité à Levoca. Nova-Ves, Stara-Ves, Svaby, Kalenberg, Lechnica inf., Lubovna, Slovenska-Ves, Spisske-Podhradie. Les Allemands des environs de la ville de Gelnica, située plus au sud formaient un groupe séparé parlant un dialecte différent. Les 2 dialectes du Spis diffèrent beaucoup de l'allemand littéraire. Les Allemands du Spis sont en voie de dénationalisation ; ils acceptent la langue slovaque ou polonaise ; avant la guerre beaucoup d'entre eux s'étaient magyarisés. En 1869 il y avait 62.000 Allemands dans le comitat de Spis, en 1910, seulement 38.434. On trouve la preuve que le territoire ethnique allemand était parfois plus vaste, dans la racine allemande des noms des localités, peuplées aujourd'hui de Slaves.

Les Hongrois habitaient au sud des Slovaques et des Ruthènes, sauf quelques îlots constitués principalement par les villes, qui sont situées sur les territoires ethniques slovaque ou ruthène.

Nous reproduisons les résultats du recensement de 1910 et les modifications concernant le chiffre des Polonais (D. signifie District, C. Comitat).

	Habitants	Slov.	En 0/0 des habitants			All.
			Pol. Stat.	Pol. Calc.	Ruth.	
D. Cadca	39.972	96	1	94	0	2
C. Trencin	310.437	92	0	13	0	3
D. Namestovo	27.469	96	1	44	0	1
D. Trstenna	23.077	28	68	68	9	2
C. Orava	78.745	75	20	35	0	2
D. Stara-Ves	18.229	78	2	78	12	4
D. Lubovna	16.162	41	3	45	35	18
D. Kezmarok	27.778	35	3	22	3	44
D. Spisska-Sobota	21.050	63	0	0	0	23
C. Spis	172.867	56	4	18	7	22
C. Saris	174.620	58	1	7	22	5
C. Zemplin	343.194	27	1	2	12	3
C. Gemer	188.098	38	0	4	0	2
C. Zvolen	133.653	85	0	0	0	2
C. Liptov	86.906	90	0	13	—	3

CHAPITRE V

Situation de fait établie après le démembrement de la Monarchie Austro-Hongroise

Bibliographie : N^{os} 14, 22, 23, 25, 27, 28, 61, 63, 64, 70, 72, 88, 89, 90, 128, 146, 177, 138, 165, 230, 235, 236, 243.

En mai 1918, avant le démembrement de la Monarchie Austro-Hongroise, les députés polonais et tchèques au Parlement de Vienne décidèrent, que la question de la frontière entre les deux futurs Etats slaves dans la Silésie serait résolue à l'amiable par une commission mixte, composée des 10 représentants de chaque nation. La délimitation devait être faite sur la base linguistique. Les représentants des deux nations auprès des Alliés tombèrent également d'accord sur la nécessité de fixer à l'amiable la frontière polono-tchécoslovaque.

Lors du démembrement de l'Autriche, 2 Conseils nationaux se formèrent en Silésie de Teschen, celui de Teschen, Conseil polonais, composé de 10 représentants des 3 partis politiques polonais et celui de Slezska-Ostrava, Conseil tchèque. Les Allemands et les Silésiens ne furent pas représentés dans les 2 conseils. Le 30 octobre 1918 le Conseil polonais se proclama l'organe exécutif du gouvernement de Varsovie et déclara que la Silésie de Teschen voulait appartenir à la Pologne. Le Conseil tchèque se soumit au gouvernement de Prague. Le Conseil polonais avait des pouvoirs très étendus. Il entra même en rapport direct avec l'étranger et conclut des accords avec la Hongrie et le quartier général allemand de Pszczyna. Il était à craindre qu'un conflit

n'éclatât entre 2 nations faute de délimitation des attributions territoriales entre les 2 Conseils et en raison des prétentions élevées par les Polonais et les Tchèques au sujet des mêmes localités. La preuve de cette possibilité de conflit fut donnée par l'incident de Bohumin du 30 octobre. Le 30 octobre le Conseil National Polonais envoya à Bohumin sa déléguée, qui a pris la ville en possession au nom du Conseil. Le lendemain les délégués du Conseil Tchèque occupèrent la gare de cette ville. Une lutte entre les Polonais et les Tchèques menaçait d'éclater. C'est seulement après des négociations assez longues, que les Tchèques se sont retirés à Hrusov.

Les 2 Conseils entamèrent des pourparlers, qui aboutirent à l'accord du 5 novembre, conclu à Slezska-Ostrava. Cet accord délimita provisoirement les compétences territoriales des 2 Conseils, en laissant la délimitation définitive de la frontière aux gouvernements de Prague et de Varsovie. En vertu de cet accord furent soumis au Conseil polonais : les districts politiques de Bielsko et de Teschen et au Conseil tchèque celui de Frydek. Dans le district de Frystat, les communes à municipalité tchèque relevaient du Conseil tchèque (Petrvald, Orlova, Lazy, Sucha inf. et moy., Detmarovice), 32.324 habitants, dont 57 % Tchèques et 36 % Polonais.) Les autres communes furent dévolues au Conseil polonais (89.706 habitants, 71 % Polonais, 11 % Tchèques). En sommes 164 communes furent dévolues au Conseil polonais (293.661 habitants, 72 % Polonais, 6 % Tchèques) et 48 communes furent dévolues au Conseil tchèque (141.160 habitants, 70 % Tchèques, 19 % Polonais). Detmarovice formait une enclave tchèque dans le territoire polonais. Les pouvoirs du commissariat de police de Moravska-Ostrava s'étendaient sur les communes polonaises ; mais pour toutes mesures concernant ces communes, le consentement du délégué polonais était nécessaire. Les droits de minorité étaient garantis. Il fut prévu que dans les communes, où les municipalités différaient de la majorité de la population au point de vue de la nationalité, un délégué de la population collaborerait avec la municipalité. Le bassin houiller fut divisé. Sa production totale représentait 38 puits avec la production de 9.363.000 tonnes de houille, et 12 usines à coke pro-

duisant 2.480.000 tonnes de coke. Sur le territoire dévolu au Conseil polonais se trouvèrent 11 puits, avec la production de 3.445.000 tonnes, (37 % de la production totale) et 4 usines à coke (590.000 tonnes, 24 % de la production totale). Sur le territoire attribué au Conseil tchèque se trouvèrent 27 puits (5.918.000 tonnes, 63 % de la production totale) et 8 usines à coke (1.890.000 tonnes, 76 % de la production totale). Le district houiller dépendait de l'administration minière de Moravska-Ostrava, relevant du Conseil tchèque ; mais le Conseil polonais déléguait son représentant dont le consentement était nécessaire dans les affaires concernant les mines situées sur le territoire polonais. Les questions sociales étaient justiciables de la commission des requêtes de Moravska-Ostrava. Le secteur du chemin de fer Bohumin, Kosice, passant par la Silésie fut exploité par le Conseil polonais, par l'intermédiaire d'une commission, où les Tchèques pouvaient envoyer des représentants pour défendre leurs intérêts. Les autres voies ferrées dépendaient du Conseil dont le territoire elles traversaient ; toutefois les chemins de fer polonais traversaient Detmarovice, Sucha inf et Orlova tchèques ; le chemin de fer tchèque passait par Karvína, village polonais. Sur le chemin de fer minier tchèque, les Polonais avaient la liberté de transporter de la houille. Un représentant du Conseil polonais fut envoyé auprès du Conseil tchèque et un représentant du Conseil tchèque fut envoyé auprès du Conseil polonais.

L'accord du 5 novembre était nécessaire. Il fallut organiser le ravitaillement dans le pays affamé (l'accord s'occupa de cette question) et on dut aussi assurer la sécurité, compromise par la démobilisation irrégulière et spontanée de l'armée autrichienne. D'autre part les 2 Etats nouveaux devaient lutter : la Pologne contre les bolcheviks et les Ukrainiens, la Tchécoslovaquie contre les Allemands de Bohême, qui voulaient s'unir à l'Autriche. Le 22 novembre, l'Autriche allemande proclama ses droits sur les îlots allemands de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, parmi lesquels elle cita les îlots allemands de la Silésie de Teschen ; mais cette proclamation resta un acte platonique.

L'accord du 5 novembre fut en général mal accueilli par les

Tchèques. Ils le considéraient comme un acte par lequel les Polonais avaient profité des difficultés, que les Tchèques avaient eues avec les Allemands en Bohême et comme un acte lésant les intérêts vitaux de l'Etat tchécoslovaque. Le gouvernement provisoire de Prague reconnut l'existence de cet acte le 15 novembre, mais ne le ratifia pas expressément et même le 2 décembre, par l'intermédiaire du consul tchèque à Cracovie, il réclama au gouvernement polonais la reconnaissance de sa souveraineté dans la Silésie de Teschen, jusqu'au règlement définitif de l'affaire. Le gouvernement de Prague promettait que le Conseil de Teschen administrerait librement les affaires de la population polonaise. Toutefois la note du consul ne fut pas admise par le gouvernement polonais, parce qu'il n'était pas accrédité auprès du gouvernement polonais, mais auprès de la Commission de liquidation à Cracovie et par suite il n'était pas qualifié à faire cette démarche. Nous relevons quelques actes de ce temps, qui outrepassaient les limites de l'accord du 5 novembre ; le règlement tchèque du 18 décembre forma le Bureau de l'Administration Réunie, dont la compétence s'étendait sur certaines localités du Conseil polonais (Bohumin, Novy-Bohumin, Zablati, Rychvald, Poruba, Doubrava, Karvinna). D'autre part dans le règlement polonais du 28 novembre portant sur la préparation du vote à la Constituante de Pologne, nous trouvons une circonscription englobant le territoire soumis au Conseil tchèque.

Au commencement de janvier 1919, la délégation polonaise, qui s'était rendue à Prague, proposa l'institution de la Commission Mixte pour fixer la frontière définitive dans la Silésie de Teschen. Elle ne reçut pas une réponse définitive. Le 23 janvier les Tchèques, invoquant leurs droits historiques, ethnographiques et économiques, envahirent la partie polonaise de la Silésie. Ils déclaraient que cette démarche était nécessitée par la publication dans la partie polonaise du pays des élections à la Diète Constituante Polonaise pour le 26 janvier et la proclamation de la conscription militaire. Les partis polonais, sauf les « silésiens » s'étaient mis d'accord pour former une liste unique ; le vote devait être une sorte de plébiscite. Les Tchèques déclarèrent néanmoins que le règlement définitif de la question

de la frontière polono-tchèque serait établie par la Conférence de la Paix. Une véritable guerre se déchaîna en Silésie. Les forces polonaises en Silésie étaient très faibles, par suite de la guerre à l'Est (contre les Ukrainiens et les Bolcheviks) et en Poznanie, (contre les Allemands). Une partie de la population polonaise contribua volontairement à la défense de la Silésie. Les troupes polonaises en raison de la supériorité numérique de l'ennemi (2 bataillons contre 16) se retirèrent sur la ligne de la Vistule Supérieure. Le Conseil Suprême, saisi de l'affaire intervint pour obtenir la suspension des hostilités et une convention provisoire fut signée à Paris le premier février par MM. E. Benes et R. Dmowski. Le lendemain au moment où les renforts polonais arrivaient un armistice fut signé entre les commandements des troupes opérant en Silésie.

En vertu de l'accord du premier février, une Commission de contrôle composée des représentants des principales Puissances alliées fut créée ; elle établit son siège à Teschen. La Commission devait établir une nouvelle ligne de démarcation dans la Silésie de Teschen et veiller à ce qu'un nouveau conflit ne put éclater. Cette Commission procéda à une enquête pour fournir à la Conférence de la Paix des documents sur la base desquels cette Conférence statuerait sur le sort du pays ; cette Commission devait veiller sur l'exploitation du bassin houiller qui avait été laissé aux Tchèques et à ce que la Pologne reçut une part équitable du charbon à l'envoi duquel les Tchèques s'étaient engagés. Les élections politiques et les conscriptions militaires furent défendues. Les otages et les prisonniers de guerre furent libérés. La nouvelle ligne de démarcation, fixée le 24 février 1919 laissait au Polonais : Mosty, Jablunkov, Karpentna, Konska, Sibice, Teschen, Pogwizdow, Darkov, Stare-Mesto, Detmarovice, Polska-Lutyne, Skrecon, Vernovice. Le village de Novy-Bohumin fut divisé (92 % de son territoire fut laissé aux Tchèques). L'exploitation du chemin de fer Kosice, Bohumin dans la Silésie était tchèque au nord de Teschen, et polonaise au sud. La nouvelle ligne de démarcation laissa aux Polonais : 117 communes et 216.922 habitants (71 % Polonais, 4 % Tchèques) et aux Tchèques 95 communes et 213.191 habitants (38 % Polonais, 51 % Tchèque).

ques). Par comparaison avec la ligne du 5 novembre les Polonais perdaient 48 communes avec 768.638 habitants (77 % Polonais, 7 % Tchèques) ; les Tchèques perdaient Detmarovice : 3.393 habitants (77 % Tchèques, 22 % Polonais). L'envahissement de la Silésie par les Tchèques, évènement inattendu en Pologne, eut pour effet de faire disparaître en Pologne la sympathie à l'égard des Tchèques et creusa un profond abîme entre les deux nations slaves.

Au commencement de novembre 1918 les Polonais de la Galicie Occidentale se libérèrent de la domination autrichienne. Dans les Beskides Occidentales les troupes polonaises s'arrêtèrent sur la frontière de Galicie. Au mois de décembre, les Hongrois se retirèrent de la Slovaquie en vertu de la décision du Conseil Suprême (du 2 décembre). Ils abandonnèrent le territoire au nord du Danube, de l'Ipel et de la ligne passant près de Rimavska-Sobota et suivant le cours de l'Uz, jusqu'au col d'Uzok. Les Allemands du Spis envisageaient la formation d'une république indépendante, mais leur territoire fut occupé par les Tchécoslovaques. Les villages polonais du district de Trstenna chassèrent les Hongrois le 3 novembre et 3 jours après les détachements polonais, appelés par les habitants occupèrent ces villages. Vers la moitié de décembre, les Polonais occupèrent le Spis dans le bassin du Poprad au nord de Kezmarok ; mais trouvant devant eux les forces tchèques supérieures et pour éviter une effusion de sang, ils se retirèrent. Néanmoins quelques jours après les troupes polonaises occupèrent le district de Stara-Ves. Pour éviter un conflit armé entre les troupes polonaises et tchèques, les commandements conclurent des accords de démarcation provisoire. En Spis, en vertu de l'accord de Poprad (le 24 décembre) les Polonais possédèrent le nord du pays jusqu'à Javorina, Mala-Frankova, Gibel, Richvald, Jarembina, Maly-Lipnik (44 villages et 182.000 habitants, dont 15 % de Ruthènes et 79 % de population inscrite en 1910 comme Slovaques, mais parlant polonais). Dans le comitat d'Orava, l'accord de Chyzne (du 31 décembre) laissa aux Polonais les villages polonais du district de Trstenna (14 villages, 16.133 habitants, 96 % Polonais, 1 % Slovaques). Mais, le 14 janvier 1919, les troupes polonaises

sur la demande de la Mission Interralliée de Budapest évacuèrent le territoire hongrois et les Tchécoslovaques les remplacèrent. En vertu du règlement du 28 novembre 1918 devaient participer au vote pour la Constituante Polonaise, les districts de Cadca, de Lubovna, de Stara-Ves et de Kezmarok et la Haute Orava au nord de la ligne : Erdedka, Hrustin, Krusetnica, Benadov, Rabca, Lipnica inf., Liesek, Brezovica, Biely-Potok, Zuberec. Mais ces pays (sauf une partie de l'Orava et du Spis), ne furent pas occupés par les Polonais et ne prirent jamais part à ce vote qui eut lieu le 26 janvier 1919.

La Galicie Orientale fut, dès les premiers jours de novembre 1918, le théâtre d'une guerre entre les Polonais et les Ruthènes. Ces derniers, avec le concours des autorités autrichiennes qui devaient disparaître, proclamèrent leur république, dite de l'Ukraine Occidentale (le 19 octobre 1919). Cette république par l'acte du 3 janvier 1919 se réunit à l'Ukraine formée des territoires de l'Empire russe, tout en conservant une certaine autonomie. C'est seulement en juin 1919 que la Galicie Orientale fut occupée entièrement par les Polonais ; la décision du Conseil Suprême en date du 25 juin 1919 autorisa cette occupation. En Ruthénie Hongroise, les Tchécoslovaques remplacèrent les Hongrois en mai 1919, en vertu de la décision du Conseil Suprême. La Silésie Prussienne était en possession des Allemands.

CHAPITRE VI

Revendications des Etats en 1919

§ 1

Revendications tchécoslovaques

Bibliographie : N^{os} 31, 35, 36, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 74, 81, 85, 98, 138, 192, 206, 211, 214, 219, 220, 221, 242.

Au commencement de février 1919, la délégation tchécoslovaque présenta ses revendications territoriales à la Conférence de la Paix. Elle réclamait en vertu des droits historiques de l'Etat Tchèque : la Bohême, la Moravie et la Silésie autrichienne. A l'avis des Tchèques l'Etat Tchèque n'avait pas cessé d'exister juridiquement après 1620 (date de l'incorporation à l'Autriche) et se composait toujours des provinces mentionnées ci-dessus.

En se basant sur des droits historiques, la Tchécoslovaquie pouvait réclamer la Silésie allemande et la Lusace qui faisaient partie de l'Etat Tchèque en 1620. Toutefois comme ces territoires étaient pour la plupart germanisés et comme les Tchèques y habitaient seulement certaines parties des districts limitrophes, la Tchécoslovaquie ne réclama pas ces terres en totalité. En Haute Silésie elle revendiquait les districts de Leobschütz, Ratibor (avec la ville), Rybnik et partie de celui de Pszczyna au sud de la ligne : Starkendorf, Klein-Berndau, Polnisch-Krawarn, Niedane, Bogunitz, Wielepole, Zory, Susiec, Poreba, Laki (2.247 km², 370.200 habitants environ, dont 15 % Tchèques, 50 % Polonais). En ce qui concerne ces districts, la Tchécoslovaquie faisait valoir ses droits historiques et ethnographiques. Quant aux districts de Rybnik et de Pszczyna qui en 1910 comptaient selon

la statistique prussienne 83 % Polonais et 0,02 % Tchèques, la Tchécoslovaquie faisait remarquer que les habitants n'ont pas un esprit polonais bien établi et que leur dialecte est polono-tchèque ; à son avis 11 villages parlant tchèque avaient été en 1910 inscrits comme polonais (Bukow, Grabowka, Lubom, Olsza, Odra, Kobyla, Pogrzebin, Markowitz, Rasice, Gorzyce. Gorzycki, en somme 94 % Polonais). La Tchécoslovaquie réclamait le district de Rybnik, ayant de riches mines de houille (production de 5.056.000 tonnes environ). En outre elle demandait les salines inexploitées de Zory, en faisant valoir qu'elle ne possédait pas de mines de sel, tandis que la Pologne avait les riches mines de Wieliczka et de Bochnia. Du côté de la Silésie allemande, au point de vue ethnographique, afin d'acquérir les communes tchèques des environs de Reinerz, les Tchèques réclamèrent une bande de territoire dans le pays de Glatz, aux environs de Reinerz et de Mittelwalde avec 68.000 habitants (5 % Tchèques). Ils se décidèrent à abandonner éventuellement aux Allemands la partie purement allemande de la Silésie d'Opava, dans le bassin de la Neisse. Un des problèmes très importants pour les deux pays slaves était l'obtention de la plus longue frontière commune possible dans la Silésie prussienne et l'affaiblissement de la position de l'Allemagne dans la Silésie, se glissant entre les deux pays. La Silésie Allemande aurait pu servir comme base d'une opération militaire allemande dangereuse pour les deux pays, étant donné que la frontière allemande touchait aux régions industrielles polonaise et tchèque. Pour affaiblir cette position de l'Allemagne, la Tchécoslovaquie réclamait des modifications de la frontière pour des raisons stratégiques : 1° la réunion à la Tchécoslovaquie du pays de Glatz, qui est une sorte de porte dans les Sudètes et par lequel l'ennemi envahissait la Bohême ; 2° dans les Montagnes des Géants une rectification de frontière qui aurait laissé toute la crête à la Bohême ; 3° l'incorporation du nœud ferroviaire de Ziegenhals, important pour la Silésie d'Opava.

La position de l'Allemagne en Silésie aurait été également rendue plus difficile, si la partie de la Lusace, peuplée par une nation slave (les Lusaciens) avait été érigée en une république sous la protection de la Société des Nations, ou bien eut été réu-

nie à la Tchécoslovaquie, ou enfin eut constitué un Etat national à l'intérieur du Reich. Les mémoires de la délégation tchécoslovaque et de la délégation des Lusaciens furent déposés dans ce sens. On y réclamait la Lusace ethnographique, limitée à peu près par la ligne : Lobau, Weissenberg, Muskau, Forst (all.), Drewitz, Lubbenau (all.), Vetschau, Drebkau, Senftenberg, Kamenz, Elstra, Hoyerswerda (all.), Lobau, environ 4.500 km² et 450.000 habitants dont 58 % de Slaves de Lusace. Le territoire devait s'unir à la Tchécoslovaquie par une bande de territoire germanisé, de 10 km. de largeur, ou bien au moyen de la neutralisation des chemins de fer traversant cette bande. Si la Lusace se trouvait en dehors de l'Allemagne, la Silésie allemande ne serait unie à l'Allemagne que par deux voies ferrées au lieu de 6. Evidemment en temps de paix la perte de la Lusace aurait beaucoup gêné les communications allemandes, on prévoyait donc une convention qui aurait laissé aux Allemands la liberté de se servir en temps de paix des voies ferrées traversant la Lusace. Enfin, il ne se trouverait que 100 km. entre la frontière de la Lusace et la frontière de la Pologne et la frontière de la Lusace ne serait éloignée de Berlin que de 80 km.

La Tchécoslovaquie réclamait toute la Silésie de Teschen, en invoquant les droits historiques de l'Etat Tchéque et en faisant remarquer que ce pays était situé en dehors de la frontière historique de la Pologne de 1772 (date du premier partage de la Pologne). La Tchécoslovaquie revendiquait ce pays surtout pour des raisons économiques, en alléguant que si elle n'obtenait pas le bassin houiller de Karvinna, cela porterait un coup mortel à son industrie qui avait besoin de charbon. La Tchécoslovaquie ajoutait qu'elle était moins riche en houille, que la Pologne, qui devait recevoir ce minerai en grande abondance dans la Haute Silésie, que le bassin houiller de Karvinna forme un tout avec celui de Moravska-Ostrava (tchèque) et qu'une frontière politique les divisant serait très gênante pour la vie économique de ce bassin. Evidemment dans les pays tchèques, il y avait des richesses de lignite, mais la valeur calorique en était inférieure à celle de la houille. La production des différents bassins polonais et tchèques se présentait en 1913 en tonnes comme il suit. Nous

laissons de côté les parties des bassins qui étaient réclamées à la fois par la Pologne et la Tchécoslovaquie. La valeur calorique de lignite étant inférieur à celle de la houille, ou en évalua la production par rapport à la houille selon la proportion de 10 à 3 tonnes de houille :

Bassins Tchèques

1. Zacler, Svadovice	462.000
2. Kladno, Kralupy, Rakonice,	2.544.000
3. Plzen	1.197.000
4. Ceske-Budejovice	36.000
5. Prague, Pisek, Mirsov, Letkov, Rodnice,	165.000
6. Rosice, Oslavany	555.000
7. Moravska-Ostrava, Slezska-Ostrava	4.410.000

Houille	9.368.000
Lignite	6.930.000

Au total 16.298.000

Bassins Polonais

1. Cracovie	6.834.000
2. Dabrowa	1.971.000
3. Haute Silésie sans Rybnik	37.804.000

Houille	46.610.000
Lignite	58.000

Au total 46.668.000

En évaluant la population des territoires réclamés par la Pologne (sans Lithuanie, ni Livonie Polonaise) à 36.010.000 habitants et celle de la Tchécoslovaquie (sans la Lusace et le corridor de Moson) à 14.349.000 (ces chiffres ne comprennent pas les territoires réclamés par deux Etats à la fois) nous obtenons comme production dans les deux Etats :

<i>Pologne</i>			<i>Tchécoslovaquie</i>		
	Production nette			Production nette	
	en tonnes	par tête d'habitant en quint. mét.		en tonnes	par tête d'habit. en quint. m.
Houille	46.610.000	12,9	Houille	9.368.000	6,5
Houille et lignite	46.668.000	12,9	Houille et lignite	16.298.000	11,3

En ajoutant à la production de chaque Etat, la production des bassins de Karvinna (4.953.000 tonnes) et de Rybnik (5.056.000 tonnes) réclamés par les deux pays, les chiffres ci-dessus se présenteront respectivement :

<i>Pologne</i>			<i>Tchécoslovaquie</i>		
Houille	56.619.000	15,5	19.377.000	13,0	
Houille et lignite	56.677.000	15,5	26.307.000	17,7	

Si nous ajoutons la production du bassin de Rybnik à la production de la Pologne et celle du bassin de Karvinna à la production de la Tchécoslovaquie, les chiffres ci-dessus seront respectivement :

<i>Pologne</i>			<i>Tchécoslovaquie</i>		
Houille	51.666.000	14,3	14.321.000	9,7	
Houille et lignite	51.724.000	14,3	21.251.000	14,5	

Mais la Pologne ne reçut qu'une partie de la Haute Silésie, la Tchécoslovaquie reçut tout le bassin de Karvinna (sauf une mine). De sorte qu'en prenant le nombre d'habitants selon les recensements de 1921 en Pologne (y compris la ville de Dantzig, la Haute Silésie Polonaise et le territoire de Wilno) 27.534.000, en Tchécoslovaquie 13.596.000, la production des deux pays, en chiffres de 1913 se présentera comme il suit :

<i>Pologne</i>			<i>Tchécoslovaquie</i>		
Houille	41.861.000	15,2	14.136.000	10,4	
Houille et lignite	41.919.000	15,2	21.067.000	15,5	

En outre, la Tchécoslovaquie demandait la possession du chemin de fer de Kosice à Bohumin, traversant la Silésie de Teschen. Elle faisait valoir, que cette voie ferrée lui était néces-

saire pour établir la communication entre les pays de langue tchèque et la Slovaquie. La capacité de parcours des trains était plus grande sur cette ligne que sur les autres lignes unissant la Moravie à la Slovaquie (celles : 1° de Uherske Hradiste à Trenčianske Teplice, par le col de Vlára ; 2° de Uherske Hradiste à Bratislava ; 3° de Hodonín à Holíč ; 4° de Bréclava à Kutý). En outre, c'était la voie la plus courte pour la communication avec la Slovaquie Septentrionale. Un projet polonais prévoyait, qu'au cas où le bassin de Karvinna et la partie de la voie ferrée Bohumin-Kosice seraient attribués à la Pologne, un accord passé entre les deux Etats pourrait garantir à la Tchécoslovaquie une partie de la houille et la libre communication sur la voie ferrée traversant la Silésie. La Tchécoslovaquie répondait à ce projet qu'un Etat, qui importe la houille de son voisin, devient esclave de celui qui la lui fournit et qu'on ne peut laisser à la merci de l'Etat voisin la question vitale de la communication entre deux parties intégrantes de l'Etat. Par contre, la Tchécoslovaquie était disposée à garantir à la Pologne une partie de la houille de Karvinna et à donner aux Polonais de Teschen des garanties qui leur assureraient un libre développement national.

Quant aux raisons ethnographiques, la Tchécoslovaquie faisait remarquer, que le recensement basé sur la langue parlée (usuelle) ne détermine pas la nationalité, que la majorité polonaise (54 %) dans la Silésie de Teschen était due à une passagère et forte émigration ouvrière de la Galicie et la polonisation de la population indigène, qui au commencement du xix^e siècle était encore inconsciente, ou se sentait morave. Les Tchèques invoquèrent l'exemple des villages qui étaient encore inscrits en 1880 comme tchèques (Albrechtice, Datyni inf., Sumbark, Tosanovice sup.), mais qui, à partir de 1890 furent inscrits comme polonais ; ils firent remarquer que la statistique autrichienne avait commis des abus lors du recensement. Ils démontrèrent que le pays faisait partie autrefois du domaine intellectuel tchèque, que la langue tchèque était avant 1620 la langue officielle de l'administration, des tribunaux, des églises et des écoles, qu'un tiers de la population polonaise du pays était protestant et pour cette raison différait de la Pologne catholique, qu'une partie de la

population polonaise, les « Silésiens », n'avait pas d'esprit national polonais et qu'elle voulait comme les Allemands appartenir à la Tchécoslovaquie. Il faut remarquer que les Allemands de la Silésie de Teschen songeaient d'abord à la possibilité de s'unir aux pays allemands des Sudètes et de la Bohême, qui en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes furent réclamés par l'Autriche allemande ; ensuite, les Allemands de la Silésie de Teschen voulaient former une petite république ; lorsque ces deux éventualités disparurent, ces Allemands préféraient de s'unir à la Tchécoslovaquie, où la minorité allemande est de beaucoup plus forte qu'en Pologne (23 % et 4 % de la population totale). Les « Silésiens » suivaient les Allemands.

Dans l'accord de Pittsburg (1918) et dans la proclamation du Conseil National Slovaque du 30 octobre 1918, les Slovaques exprimèrent la volonté de former un seul Etat avec les Tchèques. L'accord de Pittsburg fut conclu le 30 mai 1918 entre les représentants des organisations tchèques et slovaques en Amérique lors de la visite aux Etats-Unis de M. T. G. Masarik. Cet accord prévoyait que les Slovaques formeraient avec les Tchèques un seul Etat tout en conservant une certaine autonomie avec une diète, une administration et des tribunaux distincts.

Au mois d'octobre lorsque la fin de la Monarchie Austro-Hongroise était évidente, les différentes nations de l'Autriche-Hongrie formèrent leurs Conseils nationaux. Le Conseil National Slovaque de Turciansky Sväty Martin décida le 30 octobre que les Slovaques formeraient un seul Etat avec les Tchèques.

La Tchécoslovaquie réclamait en vertu de ses droits ethnographiques la partie du territoire hongrois située entre la frontière de la Hongrie de 1914 et la ligne : le Danube, Vacz, Miskolcz, Satoraljaujhely, Uzhorod, Uzok. En ce qui concerne les districts à population parlant les dialectes polonais et réclamés par la Pologne, la Tchécoslovaquie déclarait qu'ils parlaient un dialecte transitoire polono-slovaque et avaient l'esprit national slovaque. En outre la possession de ces districts lui était nécessaire pour la défense stratégique de la voie ferrée : Bohumin, Kosiце, épine dorsale de la Slovaquie. Ils invoquèrent l'unité géographique de ces districts avec la Slovaquie. Le district de Cadca et

la Haute Orava appartiennent au bassin du Danube ; une partie du Spis fait partie, il est vrai, du bassin de la Vistule, par l'intermédiaire du Poprad, mais cette rivière, pour atteindre la Pologne, doit traverser les Beskides par un long défilé. De l'autre côté le Spis est séparé de la vallée de Liptov et du bassin du Hernad par des collines basses.

En ce qui concernait le pays à l'est de l'Uz, habité par les Ruthènes de Hongrie, les Tchécoslovaques réclamaient sa réunion à leur Etat à titre de province autonome. Ils faisaient remarquer qu'il ne serait pas juste de laisser les Ruthènes aux mains des Hongrois, leurs oppresseurs, et que, ni la Pologne, ni la Roumanie ne les réclamaient. La formation d'un Etat ukrainien était très problématique. Les Ruthènes hongrois devaient donner leur consentement à cette réunion. En octobre 1918, le Conseil National des Ruthènes hongrois en Amérique organisa un plébiscite parmi les Ruthènes hongrois en Amérique (70 % se sont prononcés en faveur de la réunion à la Tchécoslovaquie, 20 % en faveur de l'Ukraine, 9 % en faveur de la Russie ou de l'indépendance, 1 % en faveur de la Hongrie). Par suite du plébiscite, le Conseil décida la réunion du pays à la Tchécoslovaquie ; la même résolution fut prise par le Conseil National des Ruthènes des Carpathes à Presov, le 7 janvier 1919. Ce Conseil demandait même à la Conférence de la Paix, que les parties des 10 districts limitrophes de la Galicie Occidentale (y compris ceux de Nowy-Targ et de Lisko), habitées par les Ruthènes soient attachées à la Tchécoslovaquie. La Hongrie accorda l'autonomie à la Ruthénie, en décembre 1918 et s'efforça de conserver le pays, où en dehors de 56 % de Ruthènes, vivaient 30 % de Hongrois. La solution rattachant la Ruthénie hongroise à la Tchécoslovaquie devait être avantageuse pour ce dernier Etat. En réalité il acquerrait une frontière commune avec la Roumanie, son alliée ; ce fait aurait une grande importance au point de vue économique, puisque la Tchécoslovaquie serait liée directement au marché roumain et balkanique, favorable à son industrie. De plus, comme alors le sort de la Galicie Orientale n'était pas encore décidé, la Tchécoslovaquie gardait la chance d'obtenir une frontière commune avec l'Ukraine ou même avec la Rus-

sie, où l'industrie tchèque, dont le marché était réduit à cause des nouvelles frontières, aurait trouvé un large débouché. Il était important pour la Tchécoslovaquie de pouvoir se passer dans son expansion économique vers l'est et vers le sud de l'intermédiaire polonais et hongrois, de la part desquels elle pouvait craindre des obstacles.

§ 2

Revendications polonaises

Bibliographie : N^{os} 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 58, 59, 63, 65, 85, 88, 98, 102, 109, 111, 113, 115, 116, 117, 120, 121, 126, 127, 137, 138, 142, 159, 168, 173, 175, 176, 177, 187, 188, 192.

Les revendications de la Pologne, d'après le programme territorial et les mémoires ultérieurs se présentèrent comme il suit. La Pologne, en vertu de ses droits ethnographiques, historiques et économiques (surtout la nécessité de posséder le bassin houiller et l'acquisition des districts purement polonais, dont 11 comptaient plus de 65 % Polonais), réclamait la Haute Silésie sauf les districts de Neisse, Grottkau et des parties des districts de Falkenberg et de Neustadt (sans les chefs-lieux de ces districts) ; elle ne revendiquait presque rien dans le district de Leobschütz, ni la partie du district de Ratibor, au sud-ouest de la ville de Ratibor. De la Silésie Moyenne elle demandait les districts : de Namslau, de Gross-Wartenberg et une partie de celui de Militsch. En somme elle revendiquait en Silésie 1.176 km², 1.954.000 habitants (65 % Polonais, 1 % Tchèques).

Dans la Silésie de Teschen, la Pologne réclamait les districts politiques de Bielsko, Teschen, Frystat et du district de Frydek, la commune de Hrusov, où les Polonais étaient plus nombreux que les Tchèques (32 % contre 19 %). En outre, elle réclamait une partie inhabitée de la commune de Hermanice, par laquelle passe la voie ferrée Bohumin, Kosice. Au total 1.815 km², 333.496

habitants (68 % Polonais, 11 % Tchèques). La Pologne se basait surtout sur des raisons ethnographiques et économiques. Le pays revendiqué était habité en majorité par des Polonais. Quant aux 9 communes à majorité tchèque du territoire réclamé, les Polonais déclaraient que ces villages situés à l'est de la limite linguistique, étaient habités par une population polonaise inconsciente, qui grâce aux municipalités et aux écoles tchèques se déclaraient comme étant tchèques. La Pologne faisait remarquer qu'elle revendiquait seulement le territoire de pure langue polonaise selon les linguistes, en s'abstenant d'élever des prétentions sur le territoire transitif polono-tchèque du sous-dialecte « Lach ». La population polonaise protestante se sentait polonaise, la renaissance de la conscience polonaise dans le pays commença chez les Polonais protestants. A côté de l'émigration galicienne, il y eut également une forte émigration des pays tchèques. La statistique autrichienne commit de nombreux abus au détriment des Polonais. La statistique autrichienne favorisait lors des recensements de la population les Allemands, en inscrivant comme tels la population slave. En Silésie de Teschen selon les Polonais, elle favorisait les Tchèques, en inscrivant dans les districts de Slezka-Ostrava et de Bohumin la population polonaise comme étant tchèque. En 1900 le député Cingr a fait à ce sujet des interpellations au parlement de Vienne.

La Pologne fit observer que le bassin houiller de Karvinna lui était plus indispensable, qu'à la Tchécoslovaquie. La houille que la Pologne possède dans ses bassins de Dabrowa et de Cracovie ne se prête pas à la fabrication du coke. C'est le bassin de Karvinna-Ostrava et seulement une partie de celui de la Haute Silésie qui contiennent une houille bonne pour le coke. La houille du bassin de Karvinna-Ostrava est supérieure en qualité à la houille de Haute Silésie. Certainement la Haute Silésie possédait de riches couches de houille, mais la Pologne n'était pas sûre de les acquérir ; en réalité elle ne reçut qu'une partie du bassin de la Haute Silésie avec 76 % de la production totale de la houille et 51 % de celle du coke.

En 1913 la production du coke (en tonnes) s'élevait à :

Bohême	10.000	Haute Silésie	2.202.000
Moravie	1.414.000		
Bassin de Slezska-			
Ostrava	352.000		
Tchécoslovaquie ..	1.776.000	Pologne ..	2.202.000

En se reportant à la page 63 et en prenant le même chiffre d'habitants des territoires réclamés par la Pologne et la Tchécoslovaquie, mais avec la différence que le chiffre de la Pologne englobe le nombre d'habitants des districts de Rybnik, nous obtenons comme chiffres de la production du coke :

<i>Pologne</i>		<i>Tchécoslovaquie</i>	
Production		Production	
réelle en tonnes	par tête d'hab. en quint. mét.	réelle en tonnes	par tête d'hab. en quint. mét.
2.202.000	0,7	1.776.000	1,2

si nous ajoutons à chaque pays la production du coke du bassin de Karvinna (786.000 tonnes) nous obtenons pour chaque pays une production totale

2.988.000	0,8	2.2562.000	1,8
-----------	-----	------------	-----

Mais la Pologne ne reçut qu'une partie de la Haute-Silésie et la Tchécoslovaquie reçut le bassin de Karvinna, de sorte que la production du coke en chiffres de 1913 se présente comme il suit (le nombre d'habitants étant le même qu'à la page 64),

1.114.000	0,45	2.562.000	1,9
-----------	------	-----------	-----

La Pologne faisait observer, que la Tchécoslovaquie possédait dans ses bassins une houille meilleure que celle du bassin de Karvinna, tandis que la houille polonaise était inférieure. Avant la guerre les territoires formant la Pologne actuelle devaient s'approvisionner en charbon apte à la fabrication du coke en Haute Silésie de Teschen. Ce dernier pays fournissait 43 % de la consommation totale du coke en 1919 et 3 % de la consommation de la houille dans les terres polonaises. La Pologne démon-

trait, que le bassin de Karvinna-Ostrava forme une unité géologique avec les bassins de Cracovie, de Dabrova et de la Haute Silésie. Ces 4 bassins forment un seul grand bassin polonais, qui avant la guerre fut divisé par 3 frontières. Ce grand bassin, sauf le bassin d'Ostrava est situé sur le territoire ethnographique polonais. Les ouvriers et les mineurs y travaillant se recrutaient presque totalement parmi les Polonais. La Pologne faisait remarquer, que son industrie était moins développée que celle de la Tchécoslovaquie, que l'on pouvait prévoir que le développement de l'industrie serait plus rapide en Pologne qu'en Tchécoslovaquie et que par suite la demande de la houille s'accroîtrait plus rapidement chez elle. Les chemins de fer polonais avaient plus de probabilité de développement que ceux de la Tchécoslovaquie : 1 km de chemin de fer correspondait à 25 km² en Pologne et 10 km² en Tchécoslovaquie. En outre, la houille blanche pourrait être utilisée bien davantage par l'industrie tchécoslovaque que par l'industrie polonaise, étant donné que le territoire de la Tchécoslovaquie est plus accidenté que celui de la Pologne, où les plaines prédominent. La partie de la Silésie de Teschen réclamée par la Pologne, possédait une riche industrie métallurgique (Trinec, Frystat, Hrusov), industrie chimique (Bohumin, Petrovice, Hrusov, Darkov) fabriques de drap et de tissus de laine à Bielsko, raffineries de pétrole (Bohumin, Dziedzice) transformant le pétrole galicien. La Pologne faisait valoir que ces industries trouveraient plus de chances de développement dans la Pologne, moins industrialisée, qu'en Tchécoslovaquie.

En ce qui concernait le chemin de fer Kosice, Bohumin, la Pologne était prête à conclure un accord garantissant à la Tchécoslovaquie le libre transit pour la Slovaquie ; d'autre part elle faisait remarquer que la Tchécoslovaquie serait obligée de perfectionner la voie ferrée traversant le col de Vlára, ou même de construire une nouvelle ligne reliant la Slovaquie à la Moravie, plus courte que celle passant par Teschen et située plus au centre de l'Etat et non pas sur la périphérie. Le secteur de la ligne Bohumin, Kosice, traversant la Silésie de Teschen, faisait partie de la ligne très active et avantageuse Berlin-Budapest-Belgrade, qui

unit l'Allemagne au Proche Orient. La Pologne demandait à participer à cette ligne, qui de Brieg à Cadca traverse le territoire ethnographique polonais. Le nœud de Bohumin était important pour la Pologne, puisque là se trouvait la jonction des lignes venant de Poznan, de Cracovie et de Teschen. En outre c'était le point de croisement de deux voies ferrées très actives et importantes : Berlin, Budapest, Balkans et Varsovie-Vienne-Trieste.

Quant aux droits historiques, les Polonais faisaient valoir qu'ils possédaient des droits historiques antérieurs à ceux des Tchèques et que d'ailleurs les droits historiques devaient s'incliner devant le principe ethnographique.

Dans les Carpathes, la frontière réclamée par les Polonais devait suivre l'ancienne frontière austro-hongroise, sauf dans trois secteurs où elle laisserait à la Pologne trois territoires de la Hongrie : le district de Cadca, une partie de la Haute Orava et une partie du Spis dans le bassin de Poprad. La Pologne en revendiquant ces districts se basait sur le fait, que la population de ces districts était de langue polonaise ; en outre la Pologne avait pour elle les droits historiques puisque ces territoires faisaient autrefois partie de la Pologne et même une partie du Spis lui appartenait au moment des partages. En outre la Pologne voulait augmenter le nombre des localités climatiques et des stations balnéaires qui n'était pas suffisant en Pologne. La Tchécoslovaquie en possédait un grand nombre et bien organisées. Les districts réclamés avaient des stations semblables ou bien des localités se prêtant à leur établissement.

La Pologne réclamait tout le district de Cadca ; la frontière devait suivre la crête principale des Carpathes entre le Petit Polom et la Lemesna, puis la crête latérale, séparant d'une part le bassin de la Kysuca supérieure et de l'Oscadnica et d'autre part celui du Vah jusqu'à la Racza-Hala, sur la frontière de la Galicie. Ce district complétait la Silésie de Teschen ; le réseau ferroviaire de cette dernière contrée aurait reçu un complément dans la voie transversale (Zywiec, Cadca), qui manquait à la partie méridionale de la Silésie. La défense du col de Jablunkov aurait été renforcée par l'acquisition d'une place d'armes, le dis-

trict en raison de sa proximité de la Silésie de Teschen et de sa belle situation, se prêtait à l'établissement de places de villégiature pour les personnes travaillant dans les bassins de Karvinna et de Bielsko.

Selon le programme territorial polonais, la frontière de la Pologne devait englober les deux districts judiciaires de Names-tovo et de Trstenna du comitat d'Orava. Mais dans son mémoire du mois de mars 1919, la délégation polonaise ne voulant pas annexer la population de langue slovaque, réclamait seulement les villages jusqu'à Erdedka, Klin-Zakammene, Rabca, Chyzne, Hladovka, Sucha-Hora inclusivement. Cette frontière eut été gênante pour les villages polonais du district de Names-tovo, qui se fussent trouvés séparés de leur centre Names-tovo. La Pologne invoquait en Orava les raisons historiques et ethnographiques. Elle faisait remarquer que la Haute Orava forme une unité géographique avec le district polonais de Nowy-Targ. Le comitat d'Orava constitue un entonnoir limité de trois côtés par les montagnes, seulement au nord-est du pays se trouvait une plaine marécageuse, qui passait imperceptiblement dans le district de Nowy-Targ. Dans cette plaine, la ligne de partage des eaux des bassins de l'Orava et du Dunajec, appartenant à deux mers (le premier bassin à la Mer Noire et le second à la mer Baltique) est peu précise et même lors du niveau élevé des eaux les deux fleuves se réunissent. Le pays d'Orava s'unit à la Slovaquie par un étroit défilé où coule la rivière de l'Orava entre les montagnes. La Pologne projetait de construire sur les versants méridionaux du Pilsko et de la Babia-Gora des stations climatériques pour les tuberculeux. Ces stations auraient été protégées contre les vents du nord par des montagnes assez élevées, tandis que les stations polonaises ne possèdent aucune protection contre ces vents. Au village de Polhora se trouvait un établissement balnéaire d'eau saline contenant de l'iode et du brome. La Babia-Gora et le Pilsko sont, à part Tatra, les seules montagnes du type alpestre sur les terres ethnographiques polonaises. Ces montagnes étaient visitées presque exclusivement par les touristes venant du côté polonais. La plaine marécageuse contenant la tourbe, qui avait de la valeur pour le pays subcarpathique polonais, dépourvu de

houille et de tourbe, serait en partie réunie à la Pologne. Enfin la frontière serait raccourcie de 27 km. et la baie slovaque se glissant entre les terres polonaises serait diminuée.

En Spis, la frontière, selon le programme territorial polonais, devait descendre de la crête principale de la Tatra, en suivant la limite entre les comitats de Liptov et de Spis, puis suivre la limite méridionale du bassin du Poprad, en passant par les premières collines de la Basse Tatra aux environs de la ville de Poprad et par les montagnes de Levoca. La Pologne aurait englobé de cette façon les districts judiciaires de Stara-Ves, Lubovna, Kezmarok, Spišska-Sobota et 5 communes du district de Levoca (Ruskinovce, Hradisko, Vilkovce, Abrahamovce, Farkasovce) ; en outre, dans le comitat de Saris, la partie du district de Liptov, située dans le bassin du Poprad serait réunie à la Pologne. Mais comme cette frontière aurait été inacceptable pour la Tchécoslovaquie, vu qu'elle lui aurait coupé la voie ferrée Zilina, Kosice (partie de celle Bohumin, Kosice), unique chemin de fer unissant la Slovaquie Orientale au reste de la Tchécoslovaquie, la Pologne renonça aux parties des districts de Spišska-Sobota et de Levoca, en revendiquant la ligne située au nord de la voie ferrée ci-dessus indiquée. La frontière aurait suivi la crête principale de la Tatra entre le Rysy et le Gerlach, puis le torrent Cerveny, elle aurait traversé le Poprad en amont de Matejovce et après avoir passé au nord de Farkasovce et de Dvorec, se serait élevée sur les montagnes de Levoca, en suivant la limite méridionale du bassin de Poprad. La frontière serait raccourcie de 40 km., en comparant à celle de Galicie.

La Pologne faisait valoir en Spis ses droits ethnographiques. Dans le territoire qu'elle réclamait il n'y avait pas de villages slovaques, mais seulement des villages polonais, inscrits il est vrai, comme slovaques par les Hongrois, en outre quelques villages ruthènes et des villages allemands. Les Allemands du Spis auraient préféré rester sous le régime hongrois, mais comme cela était impossible, ils demandaient à être réunis à la Pologne. Mais la frontière proposée par la Pologne aurait divisé le territoire allemand en Spis. Orographiquement le pays réclamé en Spis s'attache au bassin de la Vistule ; le district de Stara-Ves forme

une unité géographique avec le district de Nowy-Targ. Il est vrai, que les Beskides de Sacz séparent le bassin du Poprad de la Pologne ; au contraire à l'ouest ce bassin s'unit par de basses collines à la vallée du Liptov et au Spis dans le bassin du Hernad. Mais de l'autre côté ces derniers pays s'unissent au reste de la Slovaquie seulement par des défilés : le Liptov par le défilé du Vah, et le Spis par celui du Hernad.

La frontière revendiquée eut été avantageuse pour le tourisme polonais, car elle aurait englobé une grande partie de la Tatra du Spis. La Tatra est un massif de montagnes s'étendant du col de Huty jusqu'à celui de Zdiar. Parmi ces montagnes les Tatras Occidentales et les Hautes Tatras sont constituées de rochers primitifs. Elles ont le caractère des montagnes du type alpestre. Les Hautes Tatras ont des formes aiguës et ressemblent au type des Aiguilles du Mont-Blanc. Le versant nord de ces montagnes à l'est du Wolowiec, appartient au bassin du Dunajec, mais la Galicie possédait seulement ce versant entre le Wolowiec et le Rysy. Le reste faisait partie de la Hongrie. Celle-ci possédait la moitié de la vallée de la Biala-Woda et la vallée du Javorovy, appartenant au bassin du Dunajec et séparées du Spis par la crête des Hautes Tatras particulièrement inaccessibles dans cette partie. Les Tatras se prêtaient au sport de l'alpinisme ; les touristes avant la guerre se composaient surtout de Polonais, ensuite d'Allemands et de Hongrois. Nous montrons un tableau reproduisant la possession des deux versants de la crête principale des Hautes Tatras par la Pologne et par la Hongrie (ou respectivement la Tchécoslovaquie), selon les frontières à différentes périodes. La longueur de la crête principale des Hautes Tatras est de 27 km.

Frontières	Pologne		Hongrie	
	Nord	Sud	Nord	Sud
1. En 1769	21	6	6	21
2. En 1914 et actuelle	11	—	16	27
3. Des revendications polonaises				
a) Du programme territorial .	27	19	—	8
b) Du mémoire de mars 1919	27	12	—	15

Frontières	<i>Pologne</i>		<i>Hongrie</i>	
	Nord	Sud	Nord	Sud
c) Pour le plébiscite	27	11	—	16
4. Du territoire plébiscitaire en				
Spis	27	—	—	27

Dans les Tatras Occidentales, les possessions des deux pays ne variaient pas. Sur la longueur totale de la crête principale de ces montagnes (39 km), la Pologne possédait 21 km. du versant nord, la Hongrie 18 km. du versant nord et le versant sud ; avant 1769 la Pologne possédait 8 km. du versant sud. En recevant la région réclamée en Spis, la Pologne aurait reçu toute la Magura-Spisska et la moitié des Montagnes de Levoca, excellents terrains pour le sport de ski. Le groupe des montagnes calcaires de Pienines, avec le défilé du Dunajec, célèbre par sa beauté, eut été situé totalement en Pologne. Avant la guerre la frontière de la Galicie passait le long du défilé du Dunajec. La Pologne en acquérant le Spis, aurait reçu plusieurs stations climatiques de haute montagne, situées sur le versant sud des Tatras, comme les 3 Smokovecs, Tatranska-Lomnice, Matliare, stations établies avec beaucoup de confort et jouissant d'un climat plus doux, que l'unique station polonaise de ce genre Zakopane, toujours encombrée avant la guerre. La Pologne voulait construire sur les versants sud de la Spisska-Magura des stations climatiques pour les tuberculeux. Ces stations auraient été protégées contre les vents du nord par les montagnes. En outre, la partie du Spis réclamée par la Pologne possédait plusieurs stations balnéaires qui, sous le régime tchécoslovaque, n'auraient pas pu se développer à cause de la concurrence des nombreux établissements tchèques. M. A. Zamoyski, polonais, était propriétaire des deux stations climatiques : de Lubovna (à l'eau acidulée, alcaline et ferrugineuse) et de Ruzbachy sup. possédant des eaux acidulées alcalo-terrestres, alcalo-ferrugineuses et alcalines. La source principale est un therme (18-24 de température). La Pologne ne possède point de thermes. Les bains sulfureux se trouvaient à Smerdzonka, Spisska-Bela, Lubica, Forbasy ; des sources minérales inexploitées se trouvaient à Kamionka, Holumnica, Slovens-

ka-Ves. Sulin et Stary-Smokovec possèdent une excellente eau de table. Au point de vue industriel, le territoire requis présentait de l'intérêt, Kezmarok était, avant la guerre, le centre de l'industrie textile hongroise, en outre une raffinerie produisait le naphthe galicien.

En somme les régions réclamées par la Pologne comptaient :

Régions	Km2	Habitants	Polonais selon		Slov.	Ruth.	Allem.
			la statistique	le calcul			
Cadca	488	39.972	1	94	96	—	—
Haute Orava	746	30.353	51	97	46	—	—
Spis, Saris ..	1786	74.169	1	38	47	22	24
Au total ..	3020	144.494	11	67	60	11	12

La Pologne, en revendiquant la Galicie Orientale réclamait sa frontière méridionale dans les Beskides Orientales. La Pologne fit valoir là : 1° motif géographique : la Galicie Orientale forme une unité avec la Galicie Occidentale polonaise ; elle est située dans les bassins du Dniester et du Prut, qui peuvent être reliés facilement au réseau fluvial polonais, l'Ukraine s'étend dans les bassins du Dnieper et du Don, qui ne peuvent être reliés au réseau fluvial galicien, à cause de la configuration du terrain. La Galicie était gouvernée par l'Autriche toujours comme une unité administrative ; 2° motif historique : La Galicie Orientale était habitée par les Polonais au x^e siècle et fut arrachée à la Pologne par la force en 981. Depuis 1389 jusqu'à 1772 elle forma une partie de la Pologne ; 3° motif ethnographique : le pays est ethnographiquement mixte et il est impossible d'y tracer une limite ethnographique précise. Les Polonais forment l'élément de progression et de culture dans ce pays ; 4° motif économique : la Pologne a besoin du bassin pétrolifère de la Galicie Orientale (1.113.700 tonnes). Ce bassin formait une unité qui ne devait pas être brisée ; une partie de ce bassin étant située en Galicie Occidentale polonaise, mais la partie la plus riche se trouvait dans le pays réclamé par l'Ukraine. L'industrie pétrolifère fut créée et repose toujours sur l'organisation et le

travail polonais. Elle eut la chance de prospérer en Pologne et non en Ukraine où le niveau intellectuel était de beaucoup plus bas. L'Ukraine revendiquait en outre du côté de la Russie les bassins de Majkop et de Groznyj (1.400.000 tonnes) qui pouvaient présenter une concurrence au bassin de Galicie. En Pologne, le bassin pétrolifère n'aurait craint aucune concurrence. La Pologne voulait obtenir en outre les sels potassiques de Kalusz ; 5° motif politique : la Pologne avait besoin d'une frontière naturelle aussi longue que possible dans les Carpathes, en outre, elle voulait posséder une frontière commune avec son alliée la Roumanie, qui de son côté se prononçait en faveur d'une frontière commune polono-roumaine. Au contraire la réunion de la Galicie Orientale à l'Ukraine aurait pu avoir pour résultat la pénétration de l'Ukraine ou de la Russie en Europe Centrale.

Il était très important pour la Pologne d'obtenir une frontière commune avec la Hongrie. D'abord c'est avantage pour un peuple, à tous les points de vue, que d'avoir le plus grand nombre possible de voisins. La Hongrie est un pays agricole et l'industrie polonaise pouvait y trouver des débouchés. En outre par la Hongrie, la Pologne serait reliée aux pays Balkaniques. Il était très important pour la Pologne de pouvoir se passer dans son expansion industrielle vers la Hongrie et les Balkans, de l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie pays plus industrialisé qu'elle-même. Enfin, au point de vue politique, par rapport à la Galicie Orientale, il était préférable pour la Pologne d'avoir pour voisins les Hongrois que les Tchèques, car ces derniers montraient une tendance à obtenir la frontière commune avec la Russie et l'Ukraine et auraient pu le cas échéant, encourager l'irredentisme ruthène en Galicie Orientale. Comme la Pologne ne réclamait pas la Ruthénie Hongroise, elle aurait pu posséder une frontière commune avec la Hongrie, seulement au cas où la Ruthénie Hongroise aurait été laissée à la Hongrie.

Revendications ukrainiennes

Bibliographie : N^{os} 53, 54, 55, 56, 65.

La délégation de la République Ukrainienne, qui n'a pas été reconnue par les Etats de l'Europe Occidentale, réclamait dans son mémoire à la Conférence de la Paix une partie de la Galicie à l'est de la ligne : Szlachtowa, Piwniczna, Nowy-Sacz (pol.), Grybow, Gorlice, Zmigrod, Dukla, Rymanow, Sanok, Dubiecko, Radymno, Jaroslaw (pol.) Lezajsk (pol.) Tarnograd 54.500 km², avec 5.379.000 habitants). L'Ukraine réclamait du territoire hongrois le pays entre les Carpathes et la ligne : Lipnik, Lubovna, Jakubiany, Hodermark, Toriska, Padprochy, Olsavica, Stelbach, Jaikovce, Bardijov, Zborov, Petkovce, Valkov, Berestur, Moskovce, Poruby, Chliviste, Komios, Huta, Onokovce, Uzhorod, Radvanka, Korytniany, Komarovce, Lucki, Horocka, Klusarka, Kumnata, Egres, Karacfalva, Syrma, Veletin, Bustenovo, Urmezovo, Mykova, Krasne, Ruskovo, Visau, Kirlibaba (14.000 km² et 568.000 habitants). Cette ligne englobait tous les territoires habité par les Ruthènes en Galicie et en Hongrie, ainsi que des portions du territoire purement polonais ou slovaque. En outre, elle se glissait dans les Carpathes entre la Pologne et la Slovaquie par un long et étroit couloir, composé de villages ruthènes. Le pays subcarpathique polonais et slovaque, à l'est du Poprad aurait été ainsi divisé. La frontière proposée par l'Ukraine ne tenait pas compte des voies de communication. Les Ukrainiens se basaient en premier lieu sur les droits ethnographiques ; ils invoquaient qu'ils étaient autochtones et formaient la majorité de la population du territoire réclamé, en démontrant également les inexactitudes de la statistique de 1910. Ils attaquaient la statistique autrichienne, en raison qu'elle inscrivait les Juifs comme Polonais. En Galicie Orientale ils se basaient sur le fait, que le réseau fluvial appartient à la Mer Noire, comme celui de l'Ukraine et sur l'existence de principautés ruthènes

dans ce pays entre le ^xⁱ et le ^{xiv}^e siècle. D'autre part, ils demandaient 85 % du bassin pétrolifère de la Galicie.

La frontière polono-tchécoslovaque tracée selon les revendications polonaises aurait une longueur de 710 km. (dont 161 en Silésie) en plus 254 km. de frontière avec la Ruthénie Hongroise à l'est du col d'Uzok. Elle aurait laissé, si nous nous basons sur la statistique de 1910 : 68.000 Polonais environ en Tchécoslovaquie et 192.000 Tchécoslovaques en Pologne ; si nous comptons comme polonaise, la population parlant polonais, mais inscrite comme étant slovaque, les mêmes chiffres seront : 92.000 Polonais en Tchécoslovaquie et 122.000 Tchécoslovaques en Pologne. La même frontière tracée selon les désirs tchèques eut été longue de 749 km. (sans la frontière à l'est de l'Uzok 254 km.). Elle aurait laissé en Tchécoslovaquie : 480.000 Polonais, (avec la population parlant polonais, mais inscrite comme Slovaque, 584.000) et 62.000 Tchécoslovaques en Pologne.

CHAPITRE VII

Formation de la frontière polono-tchécoslovaque actuelle

§ 1.

Question de la Silésie Prussienne, de la Galicie Orientale et de la Ruthénie subcarpathique

Bibliographie : N^{os} 6, 61, 71, 72, 87, 90, 91, 92, 93, 97, 101, 128, 130, 177, 194, 234, 235, 236.

Les Traités de paix, conclus par les Puissances alliées et associées avec les Etats ennemis en 1919 et 1920 ne résolurent pas la question de la frontière polono-tchécoslovaque. Ces traités s'occupèrent seulement des questions de frontières avec les Etats ennemis d'une part, et la Pologne et la Tchécoslovaquie d'autre part. En ce qui concerne les autres frontières de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, les principales Puissances alliées et associées se réservèrent le droit de les fixer ultérieurement (dans le traité de Versailles, l'art. 81 pour la Tchécoslovaquie, l'art. 87 pour la Pologne). L'organisme chargé de cette tâche était le Conseil Suprême des Puissances alliées. Le projet du Traité avec l'Allemagne du 7 mai 1919 traça en grande ligne la frontière polono-tchèque sur la rive gauche de l'Oder. Selon lui la Tchécoslovaquie devait recevoir les parties de district de Leobschütz et de Ratibor, situées entre l'ancienne frontière germano-autrichienne et la ligne passant à l'ouest de Kranowitz et à l'est de Katscher, en somme 680 km² et 91.971 habitants (50 % Tchèques, 6 % Polo-

nais). C'était les seules acquisitions tchécoslovaques en Allemagne. La question de la Lusace ne fut pas abordée. La Pologne devait recevoir la majeure partie de la Haute Silésie, située à l'est de la ligne passant à l'est de Zülz et le long de la limite occidentale du district d'Oppeln. En outre la Pologne devait recevoir la partie des districts de Militsch et de Guhrau, située au nord de la Baritsch ; en somme 10.977 km², 1.931.334 habitants, dont (64 % Polonais, 1 % Tchèques). La ligne polono-tchèque ainsi tracée devait avoir la longueur de 78 km ; avec une frontière pareille tracée dans la Silésie du côté de l'Allemagne, on pouvait envisager l'établissement d'une communication ferroviaire plus courte entre Prague et Varsovie, que celle passant par Bohumin. La ligne la plus courte unissant les 2 capitales slaves serait celle qui passerait par Breslau.

Cependant, après la chaleureuse défense de la Silésie par la délégation allemande à la Conférence de la Paix, le texte définitif du Traité de Versailles du 28 juin 1919, adjugea à la Pologne quelques villages seulement, situés dans les districts de Namslau et de Gross-Wartenberg (aux environs de Rychtal et de Neumittelwalde) et dans le district de Guhrau (561 km², 56.842 habitants dont 67 % Polonais, 2 % Tchèques. La partie de la Haute Silésie qui devait être primitivement rattachée à la Pologne fut soumise au plébiscite entre l'Allemagne et la Pologne. Le territoire plébiscitaire, fut majoré par quelques villages du district de Namslau et par la partie du district de Leobschütz qui, selon le projet du 7 mai 1919, devait être abandonnée à la Tchécoslovaquie. Toutefois, cette partie serait attribuée à la Tchécoslovaquie, sans tenir compte du résultat du plébiscite si, par suite de la délimitation entre l'Allemagne et la Pologne dans les régions avoisinant, elle était séparée de l'Allemagne. Le territoire soumis au plébiscite compta 10.753 km² et 1.936.410 habitants (dont 64 % Polonais, 1 % Tchèques), y compris la partie du district de Leobschütz (368 km², 41.909 habitants, dont 14 % Tchèques et 3 % Polonais). La Tchécoslovaquie reçut sans plébiscite la partie du district de Ratibor à l'ouest de Kranowitz (312 km², 50.062 habitants, dont 79 % Tchèques, 8 % Polonais). La frontière comprise entre le territoire plébiscitaire et la partie

du district de Ratibor, attribuée à la Tchécoslovaquie, fut abornée sur place par une commission mixte de délimitation composée de 7 membres, dont 5 furent nationaux des grandes Puissances alliées et associées, 1 Polonais 1 Tchécoslovaque. La frontière ainsi fixée devait devenir la frontière polono-tchécoslovaque sans aucune formalité, au cas où la partie avoisinante du territoire plébiscitaire serait attribuée à la Pologne. Au cas où elle serait attribuée à l'Allemagne, cette ligne deviendrait frontière germano-tchécoslovaque, seulement après l'examen des observations du gouvernement allemand.

La décision de la Conférence des Ambassadeurs intervenue le 20 octobre 1921, à la suite du plébiscite en Haute-Silésie (le 20 mars 1921) n'attribua pas à la Pologne un seul doigt de terre sur la rive gauche de l'Oder. Par suite le district de Leobschütz resta allemand et la frontière entre la partie tchèque du district de Ratibor et la Haute-Silésie devint la frontière tchéco-allemande. Néanmoins, une rectification de cette frontière fut faite le 15 mars 1923.

Le Traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 avec l'Autriche ne résolut pas la question de la Galicie. La souveraineté polonaise sur la Galicie Occidentale jusqu'au Halicz fut reconnue par les principales Puissances alliées par le traité de Sèvres, du 10 août 1920 ; mais ce traité ne fut pas signé par la Pologne et ne fut pas ratifié par certaines Puissances alliées. Le Conseil Suprême autorisa les Polonais par sa décision du 25 juin 1919 à occuper la Galicie Orientale. Mais l'Administration civile polonaise devait être établie dans ce pays seulement après la conclusion d'un traité spécial entre la Pologne et les principales Puissances alliées, traité qui aurait garanti l'autonomie du territoire et aurait donné à la Pologne un mandat d'administration du pays pendant 25 ans. Au bout de cette période la population devait statuer sur son sort.

Le projet d'un traité pareil du 21 novembre 1919 fixa comme limite de la province autonome du côté de la Pologne, la limite orientale des districts de Lisko, Dobromil, Przemysl, Jaroslaw, Cieszanow. La Tchécoslovaquie devait donc avoir 269 km. de frontière commune avec cette province. Le statut juridique de

la Galicie Orientale, proposé par ce traité différerait de celui de la Ruthénie Subcarpathique à l'intérieur de la Tchécoslovaquie (voir dans la suite), par son caractère temporaire. La frontière du côté de la Pologne devait être fixée par le traité, un acte international ; la délimitation entre la Slovaquie et la Ruthénie fut laissée à la loi intérieure tchécoslovaque, qui d'après la constitution de la Tchécoslovaquie doit former une partie de celle-ci (cette loi n'est pas encore intervenue et la délimitation est restée provisoire). Les attributions de la Pologne, contrairement à celles de la Tchécoslovaquie, étaient limitées par le projet du traité en ce qui concerne l'organisation militaire, fiscale, judiciaire, l'organisation des cadres des fonctionnaires et la colonisation. Les affaires ressortant de la Diète autonome de la Galicie Orientale seraient confiées à des ministres responsables devant elle ; le gouverneur serait responsable seulement devant le Président d'Etat. Ce serait donc une miniature d'organisation d'Etat. En Ruthénie le gouverneur est responsable devant la Diète autonome et le président d'Etat ; il n'y a pas de ministres spéciaux. En résumé, le traité concernant la Galicie entraînait dans les détails, celui concernant la Ruthénie s'attachait à des généralités.

La Pologne refusa de signer ce projet de traité et voulut acquérir la Galicie Orientale sans conditions et définitivement. Le 22 décembre 1919 le Conseil Suprême suspendit sa décision du 21 novembre 1919 établissant le mandat polonais dans ce pays, tout en se réservant la faculté de revenir à la question de la Galicie Orientale. C'est seulement par l'acte du 15 mars 1923 de la Conférence des Ambassadeurs à Paris, que les principales Puissances alliées, en reconnaissant la frontière Polono-soviétique du Traité de Riga (conclu le 18 mars 1921) reconnurent la souveraineté polonaise en ce pays. La Pologne par la loi du 26 septembre 1922 accorda à la Galicie Orientale une autonomie dans les cadres de l'autonomie départementale, plus large que dans les autres départements polonais. La Galicie Orientale fut divisée en trois départements. Dans chacun de ces départements, il y a un Conseil général composé de deux chambres polonaise et ruthène. Les affaires les plus importantes soumises à la compétence des conseils sont : celles concernant l'instruction publique, les voies

de communication locales, certaines questions d'hygiène publique, les questions agraires, sauf la réforme agraire. Le budget du Conseil est constitué par une somme assignée chaque année par le Parlement de Varsovie ; cette somme dépend du montant des dépenses analogues prévues pour les autres départements de la Pologne et du nombre d'habitants des départements galiciens et de celui des autres départements. En outre, le Conseil peut ajouter aux impôts d'Etat des centimes additionnels. Chaque Chambre nationale peut ajouter aussi des centimes additionnels pour les personnes appartenant à la nationalité polonaise ou ruthène. Les conseils de préfecture se composent du Préfet et de 8 membres élus à raison de 4 par chaque Chambre du Conseil général. La langue ruthène est admise devant les tribunaux et les autorités administratives dans les 3 départements. Les lois et les règlements d'Etat et les règlements des départements sont publiés en 2 langues dans le Journal Officiel Départemental. Cependant, jusqu'aujourd'hui, l'autonomie départementale n'a pas encore été organisée en Pologne.

La Ruthénie Subcarpathique fut adjugée à la Tchécoslovaquie par les traités de Versailles (art. 81) et de Trianon (art. 27, 48), du 4 juin 1920, malgré les efforts des Hongrois pour soumettre le pays au plébiscite. Le Traité de Saint-Germain, du 10 septembre 1919, concernant les minorités en Tchécoslovaquie et passé par celle-ci avec les principales Puissances alliées précisa les conditions de l'autonomie de ce pays. Les dispositions de ce traité furent confirmées par la Constitution Tchécoslovaque du 29 février 1920. La Ruthénie reçut l'autonomie législative avec une Diète compétente en matières de langues, d'instruction publique, de religion et d'administration locale. Le pays a une représentation équitable dans le Parlement Tchécoslovaque, mais ses députés ne participent pas aux votes concernant les matières législatives du même ordre que celles attribuées à la Diète autonome. Le Gouverneur nommé par le Président de l'Etat est responsable devant la Diète. Les fonctionnaires sont recrutés de préférence parmi les habitants de la province.

Frontière en Silésie de Teschen, en Orava et en Spis

Bibliographie : N^{os} 6, 21, 54, 61, 79, 83, 87, 90, 94, 95, 96,
112, 128, 139, 141, 169, 177, 191, 194, 201, 205, 210, 213,
225, 234, 235, 236.

En ce qui concerne le litige polono-tchécoslovaque en Silésie de Teschen et dans la Hongrie Septentrionale, les Tchèques s'efforçaient de le faire vider par l'arbitrage des principales Puissances alliées, les Polonais demandaient le plébiscite. La Tchécoslovaquie était prête à limiter ses revendications aux districts politiques de Frydek, de Frystat et de Teschen (1.479 km², 333.421 habitants dont 51 % Polonais et 35 % Tchèques). La frontière aurait laissé à la Tchécoslovaquie le bassin de Karvinna sauf une mine et la voie ferrée Bohumin, Kosice, avec une bande de territoire à l'est de celle-ci. La Pologne aurait reçu le district de Bielsko, soit 803 km², 99.870 habitants (66 % Polonais, 1 % Tchèques).

D'un autre côté la Pologne décidait, si elle avait reçu les districts de Frystat et de Teschen de renoncer aux communes de Hrusov, Petrvald et aux 5 communes à majorité tchèque du district de Teschen. La Pologne aurait donc reçu 314.241 habitants (71 % Polonais, 9 % Tchèques). En plus, la Pologne était prête à renoncer au district de Cadca, pour rendre possible à la Tchécoslovaquie la construction d'une voie ferrée Cadca-Turzovka, Bila, Moravska-Ostrava, qui aurait remplacée pour la Tchécoslovaquie le chemin de fer passant par Teschen polonais. Jusqu'à la construction de cette voie (des voies ferrées locales existant déjà en parties, il s'agissait de les élargir et de construire le secteur traversant les Beskides). La Pologne aurait accordé à la Tchécoslovaquie un tonnage sur la ligne passant par Teschen et même aurait participé aux frais de construction de la voie nouvelle ci-dessus mentionnée. Après la proclamation du plébis-

cite en Haute-Silésie, la possession du bassin de Karvinna était plus indispensable à la Pologne, car au cas où la Haute-Silésie aurait resté en dehors de sa frontière, la production de la houille en Pologne aurait été seulement de 8.805.000 t., celle de la houille et du lignite : 8.863.000, par tête d'habitant 2,72 et 2,72 q. m., en prenant comme chiffre de la population de la Pologne 32.414.000, c'est-à-dire en tenant compte de la frontière polono-allemande tracée par le Traité de Versailles. La Pologne sans posséder la Haute-Silésie n'aurait pas eu de coke. Avec la production du bassin de Karvinna, la production de la houille serait en tonnes de 13.758.000, celle de la houille et du lignite de 13.816.000, celle du coke de 786.000, c'est-à-dire par tête d'habitant respectivement 4,2, 4,2 et 0,2 quintaux métriques. A titre de comparaison nous donnons les chiffres de la production en tonnes pour la Tchécoslovaquie dans les frontières des traités de paix de 1919 et de 1920 (13.287.000 habitants). Entre parenthèses nous donnons la production en quintaux métriques par tête d'habitant : 1° la Tchécoslovaquie avec le bassin de Karvinna aurait produit 14.321.000 (10,5) de la houille, 21.251.000 (15,6) de la houille et du lignite, 2.561.000 (1,9) du coke ; 2° la Tchécoslovaquie sans le bassin de Karvinna aurait produit 9.368.000 (7,0) de la houille, 16.298.000 (12,3) de la houille et du lignite, 1.775.000 (1,3) du coke.

Le Conseil Suprême essaya d'abord de vider le différend polono-tchécoslovaque sur la base de l'entente entre les Etats intéressés. Une conférence des délégués polonais et tchécoslovaques eut lieu dans ce but à Cracovie (entre le 10 juillet et le 25 juillet 1919). Mais comme cette conférence, malgré la prolongation du délai pour l'accord amiable, ne donna pas de résultats, le Conseil Suprême décida, le 11 septembre 1919 de consulter par plébiscite les vœux de la population des territoires litigieux. Le 27 septembre 1919, le Conseil Suprême prit une décision définitive au sujet de ce plébiscite, en fixant les limites territoriales et les conditions dans lesquelles il se ferait. Le Conseil soumit au plébiscite : toute la Silésie de Teschen, en Orava les districts de Namestovo et de Trstenna, en Spis le district de Stara-Ves et la partie de celui de Kezmarok, située dans le bassin du Duna-

jec. Dans ce bassin se trouvait la commune de Javorina et les parties inhabitées des 3 autres communes situées dans le bassin du Poprad, dont une fait la ville de Spisska-Bela. La Pologne demanda que ces trois communes soient soumises au plébiscite. Mais la Commission Interalliée, chargée du plébiscite, en se basant sur l'intention du Conseil Suprême, qui ne voulait pas priver le territoire slovaque de sa défense naturelle, constituée par la chaîne de la Tatra, ne soumit au plébiscite que la commune de Javorina. Il faut noter que la Pologne demanda que les territoires suivants de la Hongrie fussent soumis au plébiscite : les districts de Cadca, Namestovo, Trstenna ; en Spis : les districts de Stara-Ves, Kezmarok et Lubovna ; en outre en Saris, la partie du district de Lipiany, située dans le bassin du Poprad. La frontière en Spis devait descendre de la crête principale de Tatra sur la Mala-Vysoka, traverser la crête du Slavkowsky, franchir le Poprad en amont de Velka-Lomnice et en passant au sud de Zakovce et de Verbov, passer par les montagnes de Levoca, en suivant la limite du bassin de Poprad. La Pologne même, si elle avait obtenu tout le territoire du Spis soumis au plébiscite, le 27 septembre, aurait perdu les villages polonais des districts de Lubovna et de Kezmarok, les versants sud de la Magura-Spisska, où elle se proposait de construire des stations climatiques. Par contre, elle aurait reçu le versant septentrional de la Haute Tatra et de la Magura-Spisska, la totalité du bassin du Dunajec avec les Pienines et Smerdzonka-les-Bains.

Les territoires, soumis au plébiscite en vertu de la décision du 27 septembre furent évacués par les troupes polonaises et tchécoslovaques et furent occupés par celles des principales Puissances alliées. En outre, une police composée des habitants du pays put être formée. Une Commission Interalliée, composée de 4 représentants des principales Puissances alliées sous la présidence du Français, M. de Manneville, fut installée à Teschen pour administrer et assurer l'ordre et pour organiser le plébiscite. Elle arriva en février 1920, ainsi que les troupes alliées. Une sous-commission fut créée pour l'Orava et pour le Spis. Le plébiscite devait avoir lieu dans un délai maximum de 3 mois, après la date de la notification de la décision du 27 sep-

tembre aux Etats intéressés ; postérieurement on décida que ce délai serait compté à partir de la date de l'arrivée de la Commission Interalliée ; puis la date du plébiscite fut de nouveau prolongée. Le plébiscite devait alors avoir lieu en juillet 1920. Le résultat du vote devait être établi par commune. Après le plébiscite la Commission Interalliée était tenue d'envoyer un rapport au Conseil Suprême sur le résultat du vote et un projet de frontière qui aurait tenu compte du vœu des habitants et de la situation géographique et économique des localités. En outre, elle devait faire connaître les termes d'un accord économique entre les deux Etats, pour assurer les communications et la fourniture de la houille. Le Conseil Suprême devait définitivement fixer la frontière et dans le mois qui aurait suivi la notification de cette décision, la Pologne et la Tchécoslovaquie devaient prendre possession des pays qui leur étaient reconnus. Les frais d'entretien de la Commission Interalliée et des troupes d'occupation furent supportés par les Etats intéressés, proportionnellement à l'étendue des territoires à eux dévolus.

La décision du 27 septembre accorda le droit de vote à toute personne des deux sexes ayant 20 ans révolus le premier janvier 1919 et ayant son domicile ou son droit d'indigenat dans la région soumise au plébiscite, depuis une date antérieure au premier août 1914. Toutefois les personnes exerçant une fonction publique furent exclues du vote. La Pologne demanda que l'on accorda le droit de vote seulement aux personnes domiciliées. Elle fit observer qu'en Autriche le droit d'indigenat était une arme politique, que l'on refusait ce droit à certaines personnes, habitant déjà depuis longtemps la commune et qu'on l'accordait aux personnes n'ayant pas d'attache solide avec la commune. La Tchécoslovaquie s'attachait surtout au droit de l'indigenat. En 1910, il y avait en Silésie de Teschen : 54.000 personnes (13 % de la population du pays) ayant leur indigenat en Galicie. 37.000 (9 %) dans les Pays Tchèques ; par contre 41.000 personnes, ayant leur indigenat dans les Pays de Teschen se trouvaient dans les autres provinces de l'Autriche, dont 61 % dans les pays Tchèques et 19 % en Galicie. En Orava et en Spis, la distinction entre les personnes ayant l'indigenat et le domicile

ne présentait aucune importance pratique. La Commission Interalliée accorda le droit de vote aux habitants, qui avaient accompli leur vingtième année le premier janvier 1919 et qui avaient eu l'indigenat avant le premier août 1914 sur le territoire plébiscitaire, et qui étaient rattachés à ce territoire par des liens durables, et à ceux qui étant absents depuis le premier août 1914 avaient cependant servi dans une des armées alliées.

Il est difficile d'évaluer les chances des deux pays dans le plébiscite. (En général, on prévoyait que le district de Frydek se prononcerait en faveur de la Tchécoslovaquie, que les allemands silésiens et les « Silésiens » voteraient également pour la Tchécoslovaquie. Les Allemands, en devenant citoyens tchécoslovaques renforceraient la minorité allemande plus forte en Tchécoslovaquie qu'en Pologne. Les traités concernant les minorités ethnographiques dans les 2 Etats, prévoyaient que chaque gouvernement assurerait dans les localités et districts comprenant une forte minorité, l'instruction dans la langue de cette minorité. De plus, les sommes attribuées par les budgets publics dans un but d'éducation, devaient être réparties équitablement parmi les habitants des districts minoritaires. Mais le Traité concernant la Pologne prévoit, que les clauses ci-dessus s'appliqueraient en ce qui concerne la minorité allemande, seulement aux terres attribuées à la Pologne de l'ancien Reich allemand. La population polonaise de la Silésie, sauf les « Silésiens », et celle des villages polonais du district de Trstenna se sentait polonaise et aurait voté en faveur de la Pologne. Dans les districts de Namestovo et de Stara-Ves les chances de la Pologne étaient inférieures car la population n'avait pas de conscience nationale polonaise. Parmi les « Silésiens » il y avait une fraction (celle de M. Sikora), qui préférerait d'être attachée à la Pologne. Quant à la situation de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, la première se trouvait en état de guerre avec la Russie bolcheviste. En Tchécoslovaquie la paix régnait déjà. La constitution n'était pas encore votée en Pologne, en Tchécoslovaquie elle avait été établie par la loi du 29 février 1920 ; une autre loi tchécoslovaque avait résolu la question des minorités. La Pologne promit que les parties de la Silésie de Teschen et de la Haute-Silésie qui lui se-

raient attribuées, seraient érigées dans une province autonome et que leurs habitants ainsi que ceux du Spis et de l'Orava, seraient exempts du service militaire pendant une période de 8 ans.

Le plébiscite agita l'opinion publique dans les deux pays et le territoire plébiscitaire se trouva dans un état d'effervescence continuel. Les troupes d'occupation étaient insuffisantes. Bien que la ligne de démarcation du 24 février 1919 fut abolie, les anciennes autorités administratives et la gendarmerie restèrent sur place. Le 10 juillet 1920 les délégués des deux Etats à la conférence de Spa renoncèrent au plébiscite et consentirent à ce que les principales Puissances alliées, après avoir entendu les deux parties, délimitent elles-mêmes le territoire plébiscitaire. Les délégués s'engagèrent au nom de leurs Etats à exécuter la décision des principales Puissances alliées. La situation de la Pologne était alors difficile. Les Bolcheviques commençaient à envahir ce pays ; le plébiscite fait dans ces conditions lui serait défavorable. La Tchécoslovaquie, toujours favorable à l'idée d'arbitrage éleva des obstacles dans le transport à travers son territoire des munitions destinées à la Pologne.

Le 11 juillet 1920, le Conseil Suprême chargea la Conférence des Ambassadeurs des principales Puissances alliées à Paris, de l'examen de l'affaire et de la détermination de la frontière polono-tchécoslovaque. Le même jour, le Conseil Suprême statua que la décision de la Conférence des Ambassadeurs serait basée sur les indications suivantes, qui seraient confidentiellement communiquées par chacune des quatre Puissances alliées à son représentant à la Conférence des Ambassadeurs. La Silésie de Teschen devait être partagée selon une ligne, qui part de la frontière du pays à l'est de Prstna, en laissant Frystat à la Tchécoslovaquie, puis passe le long de l'Olza et se dirige dans la direction du sud-est, en laissant à la Tchécoslovaquie le chemin de fer Bohumin-Kosice, et à la Pologne la ville de Teschen. La Pologne devait recevoir la partie nord-est de l'Orava et la partie nord-ouest du Spis. La Conférence des Ambassadeurs devait prendre, en consultant les représentants des deux Etats, des mesures pour assurer le règlement des questions économiques soulevées par le partage du territoire.

Le 28 juillet 1920, la Conférence des Ambassadeurs déterminait dans les trois territoires soumis au plébiscite une ligne qui, partant d'une limite du territoire plébiscitaire, aboutissait à l'autre. Elle reconnut la souveraineté de la Pologne d'un côté de cette ligne et la souveraineté de la Tchécoslovaquie de l'autre. Mais elle n'énuméra pas expressément la frontière sur les secteurs, formés par les limites des anciens territoires plébiscitaires, c'est ce qui fut ensuite la cause d'un différend.

La Silésie de Teschen était coupée par une ligne qui, de la limite du pays à l'est de Prstna, descendait vers l'Olza en laissant à la Tchécoslovaquie : Prstna, Mizerov, Frystat, Raj. La commune de Marklowice était divisée entre les deux Etats ; le cours de l'Olza formait la frontière entre Raj, jusqu'aux environs du pont de Sibice. La frontière coupait ici la ville de Teschen, en laissant sa plus grande partie (15.652 habitants) située sur la rive droite de l'Olza avec l'usine électrique et la colonne de pression en Pologne. La Tchécoslovaquie reçut la plus petite partie (6.837 habitants), comprenant la gare, les fabriques, l'usine à gaz et la station des pompes. De l'Olza, la frontière passait par une arête latérale de la crête de la Czantorja, en laissant à la Pologne Puncow et Leszna sup. ; à la Tchécoslovaquie Kojkovice et Listna inf. ; une petite partie de la commune de Puncow attribuée à la Pologne est restée en Tchécoslovaquie. Puis la frontière suivait jusqu'aux Kiczory (989 m.) la limite occidentale du district de Bielsko, passant par la crête de la Czantorja et enfin, en longeant les limites occidentales des communes d'Istebna et de Jaworzynka, attribuées à la Pologne, aboutissait à la frontière du pays.

En Orava, la ligne quittait la frontière de Galicie 1,5 km à l'est de la Babia-Gora et passant par la cote Bucznik (743), traversait la commune de Lipnica inf., en attribuant à la Pologne 1/3 de son territoire et 2/3 de la population et le reste à la Tchécoslovaquie. Puis la frontière suivait le torrent Chyzny de son embouchure dans l'Orava jusqu'aux environs du village de Chyzne, attribué à la Pologne ; ensuite la ligne s'écartait jusqu'à la rivière Jelesna et la suivait jusqu'à Hladovka, attribuée à la Pologne ; enfin elle passait par l'arête latérale de la Tatra et abou-

tissait à la frontière de Galicie près de la Magura-Oravska (1.230 m.).

En Spis, la ligne passait de la frontière de Galicie sur la Bialka (près de Brzegi) jusqu'au Dunajec, près de Niedzica (polonais) en traversant les côtes 1.011, 909, 956, 607, 873, 751, 540.

La Pologne reçut dans la Silésie de Teschen 1.009 km² et 142.585 habitants (dont 68 % Polonais, 2 % Tchèques), ainsi répartis : district de Bielsko 101.403 habitants (65 % Polonais, 0,7 % Tchèques), une partie du district de Teschen, la plus petite 34.105 habitants (65 % Polonais, 3 % Tchèques) et quelques communes du district de Frystat 7.077 habitants (97 % Polonais, 1 % Tchèques). Du terrain plébiscitaire en Orava, elle reçut une partie du district de Trstenna 388 km², 15.500 habitants (96 % Polonais, 1 % Slovaques), du terrain plébiscitaire en Spis 195 km², 8.747 habitants (3 % Polonais, 94 % Polonais inscrits en 1910 comme Slovaques).

La Tchécoslovaquie obtint 1.273 km² de la Silésie de Teschen avec 292.236 habitants (48 % Polonais, 40 % Tchèques), particulièrement le district de Frydek, 108.836 habitants (14 % Polonais, 74 % Tchèques), une partie de celui de Teschen 68.447 habitants (84 % Polonais, 7 % Tchèques), et presque la totalité du district de Frystat 114.953 habitants (68 % Polonais, 24 % Tchèques). Du terrain plébiscitaire de l'Orava elle reçut 870 km², 35.046 habitants, comprenant d'après la statistique de 1910 : 94 % Slovaques, 3 % Polonais et d'après le calcul des linguistes : 59 % Slovaques, 37 % Polonais, notamment le district de Namestovo 27.469 habitants (en 1910 96 % Slovaques, 1 % Polonais et selon les linguistes 52 % Slovaques, 45 % Polonais) et une partie du district de Trstenna 7.577 habitants (84 % Slovaques, 10 % Polonais) ; Enfin du territoire plébiscitaire de Spis, il lui revint 335 km² avec 9.870 habitants (66 % Slovaques, 4 % Polonais, d'après la statistique de 1910 et d'après les linguistes 71 % Polonais).

En général, la frontière ménageait les intérêts tchécoslovaques. Le seul inconvénient pratique pour la Tchécoslovaquie est de nature stratégique, cependant il est de peu de valeur, car la guerre entre les deux pays est improbable. La voie ferrée Bo-

humin-Kosice, très importante pour la Slovaquie longe la frontière d'Etat et s'approche même d'elle aux environs de Teschen à 1/4 km. En Orava, la frontière coupait le pays marécageux, qui peut constituer une ligne de défense. La Pologne ne reçut aucun village tchécoslovaque. Les 14 villages du Spis, attribués à la Pologne étaient habités par une population parlant polonais, mais inscrite en 1910 comme étant slovaque. Dans la Silésie de Teschen que la Pologne reçut, les Tchèques formaient un pourcentage insignifiant de la population et c'est dans la ville de Teschen que le pourcentage des Tchèques était le plus grand (7 %). La Tchécoslovaquie reçut le bassin houiller, à l'exception d'une mine.

Par contre, la Pologne enregistra des pertes. Par rapport à la démarcation provisoire du 24 février 1919, elle perdit 30 communes et 60.519 habitants (80 % Polonais, 7 % Tchèques). Elle ne reçut pas la totalité du territoire ethnographique polonais en Silésie de Teschen. La Tchécoslovaquie obtint 69 communes à majorité polonaise ; ses habitants étaient des Polonais conscients (c'est seulement dans 9 villages qu'il y avait en 1917 les municipalités silésiennes). Dans la majeure partie (53) de ces communes, le pourcentage des Polonais dépassait 90 % de la population. En particulier, il y avait dans le district judiciaire de Teschen 29 communes polonaises, dans celui de Jablunkov 18, dans celui de Frystat 17 et dans celui de Bohumin 5. Dans la commune de Rychvald les Polonais avaient la majorité relative : dans 5 communes allemandes il y avait plus de Polonais que de Tchèques (Hrusov, Bohumin, Novy-Bohumin, Vrbice, Teschen). Du bassin houiller, la Pologne ne reçut qu'une mine, se trouvant à Dziedzice, à la frontière de la Galicie et dont la production s'élevait à 184.200 tonnes. La Pologne obtint quelques-unes des localités industrielles du pays dont les plus importantes étaient Bielsko et Dziedzice. La décision du 28 juillet prévit la conclusion d'une convention entre les deux Etats. Aux termes de cette convention, la Tchécoslovaquie devait assurer à la Pologne les fournitures annuelles de charbon qui, en qualité et en quantité ne devaient pas être inférieures à celles livrées en 1913 par le district houiller de Karvinna, aux terres formant la Pologne ac-

tuelle (463.000 tonnes de la houille et 338.000 du coke environ). Si la production totale du bassin de Karvinna était inférieure à celle de 1913, les fournitures destinées à la Pologne pouvaient être proportionnellement diminuées. La Pologne devait s'engager à fournir annuellement à la Tchécoslovaquie, si celle-ci le demandait, le naphte correspondant en qualité et en quantité à une équitable contre-partie du charbon reçu. A défaut de la convention, la Conférence des Ambassadeurs se réserva le droit de donner une décision obligatoire pour les deux Etats. La convention fut signée à Cracovie le 27 septembre 1920.

En raison de la perte de la ligne Bohumin-Kosice et d'une partie de la Haute-Silésie, la Pologne ne profite pas de la voie ferrée unissant l'Allemagne à la Péninsule Balkanique. Pour la même raison, la partie polonaise de la Silésie de Teschen ne possédait pas dans la vallée de l'Olza, la ligne ferrée de direction méridionale, ni le chemin de fer unissant la Silésie de Teschen avec la partie occidentale de la Haute-Silésie Polonaise. C'est seulement la construction de la voie ferrée Chybie, Pawlowice en 1925 et celle de Chybie, Skoczow, en 1926, qui remédia à ce second inconvénient. Une convention, prévue par la décision du 28 juillet fut signée le 24 septembre 1919 à Prague. Elle statua sur les mesures transitoires, nécessitées par le partage des chemins de fer en Silésie de Teschen. Sur la voie ferrée Bohumin-Cracovie, la station tchèque devenait provisoirement la station frontitière. La station tchèque à Teschen devait servir de terminus au chemin de fer polonais Bielsko-Teschen et les marchandises à destination de Teschen polonais devaient y être acceptées, jusqu'à ce que la Pologne ait construit une gare de marchandises à Teschen polonais.

En Orava, la Tchécoslovaquie obtint une partie de la commune polonaise de Lipnica inf. Les 9 villages parlant polonais et les bains de Polhora du district de Namestovo restèrent en dehors de la Pologne. La Pologne reçut le versant méridional des Beskides de la Babia-Gora, là où les montagnes s'abaissent et ne présentent pas de protection suffisante contre les vents du nord. Le refuge situé près du sommet de la Babia-Gora et appartenant à l'association allemande de Bielsko (en Pologne) resta à la Slo-

vaquie. La frontière de la baie slovaque de l'Orava fut raccourcie de 30 km. Dans le territoire plébiscitaire de Spis, la frontière laissa en dehors de la Pologne 32 villages peuplés d'une population parlant polonais. La Pologne ne reçut aucune des stations climatiques et balnéaires du Spis. Les villages attribués à la Pologne n'étaient pas protégés contre les vents du nord et le projet polonais de construire des stations pour les tuberculeux ne pouvait être réalisé. La Pologne n'obtint pas la frontière naturelle de son district de Nowy-Targ, ni celle du bassin du Dunajec. La Magura Spisska et la Haute Tatra de Spis restèrent en dehors de la Pologne. La frontière en suivant le cours du Dunajec suivait la gorge des Pienines ; à cause des rochers calcaires, qui dans ce défilé tombent presque perpendiculairement dans l'eau sur la rive gauche du fleuve, le Conseil administratif de la Galicie avait construit avant 1914 à ses frais et avec le consentement des autorités hongroises, une voie carrossable qui fut laissée à la Tchécoslovaquie. Les habitants du village de Sromowce inf., communiquaient avec le reste du territoire polonais par un sentier de montagne traversant les Pienines, car la voie carrossable menant à ce village passait sur la rive tchécoslovaque. Dans la Tatra, la frontière fut laissée sans changement et parmi 10 sommets les plus hauts de ces montagnes, un seul se trouve à la frontière, les autres étant en Tchécoslovaquie. La porte du Poprad resta sans protection et le chemin de fer Nowy-Sacz, Muszyna, suit maintenant la frontière sur une longueur de 25 km. La frontière de la baie slovaque, pénétrant dans les terres polonaises fut raccourcie de 13 km.

La décision du 28 juillet 1920 résolut la question de la nationalité pour les habitants du territoire plébiscitaire. Ses principes étaient d'accord avec ceux du Traité de St-Germain (art. 70-82). On apporta seulement quelques changements en ce qui concerne les délais. Enfin le traité ne s'occupait que des personnes ayant l'indigénat. Les personnes qui, antérieurement au premier janvier, possédaient l'indigénat dans le territoire plébiscitaire, ou celles qui y étaient domiciliées antérieurement au premier janvier 1908 acquéraient de plein droit la nationalité de l'Etat, auquel la commune où elles avaient leur indigénat ou leur domi-

cile était attribuée. Les personnes qui possédaient l'indigénat ou le domicile postérieurement à ces dates, pouvaient acquérir la nationalité de l'Etat seulement après avoir obtenu l'autorisation de celui-ci ; à défaut de cette autorisation elles restaient « citoyens » de l'Etat où elles avaient leur indigénat ou leur domicile antérieurs. Les personnes âgées de 18 ans, ayant acquis de plein droit la nationalité polonaise ou tchécoslovaque avaient pendant une année la faculté d'option en faveur de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie. En ce qui concerne les personnes ayant acquis l'indigénat postérieurement au premier janvier 1914 ou domiciliées postérieurement au premier janvier 1908, cette faculté d'option était subordonnée à l'autorisation du gouvernement de l'Etat en faveur duquel elle avait été faite. Les personnes ayant obtenu l'indigénat dans une commune attribuée à la Pologne ou à la Tchécoslovaquie et qui différaient, par la race et la langue de la majorité de la population de ces Etats pouvaient, dans un délai de 6 mois à dater du 28 juillet opter pour un des Etats cessionnaires de l'Autriche-Hongrie, dans lequel la majorité de la population était composée de personnes parlant la même langue et appartenant à la même race qu'elles. Cette clause avait une valeur pratique pour les Allemands de Silésie, qui pouvaient opter pour l'Autriche. Il fut prévu que l'option du mari entraînerait celle de la femme ; l'option des parents, celles des enfants, âgés de moins de 18 ans. Les personnes qui avaient exercé leur droit d'option étaient tenues dans un délai de 12 mois de la date d'option de transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles avaient opté. Elles pouvaient emporter leurs biens meubles sans payer aucun droit de sortie, ni d'entrée et conserver les biens immobiliers qu'elles possédaient sur le territoire de l'Etat qu'elles avaient quitté. Aucune entrave ne pouvait être apportée à l'exercice du droit d'option.

L'art 4 de la décision du 28 juillet visait l'amnistie relative à l'attitude politique des habitants du territoire plébiscitaire depuis le 28 juillet 1914, jusqu'à la prise de possession de ce territoire par les deux Etats.

Les charges financières des anciens Etats de l'Autriche-Hongrie et de l'Autriche ou de la Hongrie, que la Pologne et la Tché-

coslovaquie devaient supporter en raison de l'acquisition des parties du territoire plébiscitaire, devaient être réglées conformément aux Traités avec l'Autriche (art. 197-216) ou avec la Hongrie (art. 180-199.).

Les Etats, conformément à la décision du 28 juillet reconnurent les droits et les intérêts de toute nature, notamment les droits réels, concessions, privilèges acquis par des particuliers ou des sociétés sur l'ancien territoire plébiscitaire. Pendant 25 ans à partir du 28 juillet aucune mesure législative, en matière minière, industrielle ou commerciale, ne pourrait être mise en vigueur dans l'ancien territoire plébiscitaire, si cette mesure n'était pas applicable, selon le cas à l'ensemble du territoire de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie. La décision du 28 juillet stipulait que les questions administratives, financières et judiciaires, nées par suite du partage du territoire plébiscitaire devaient être l'objet d'une convention entre les Etats intéressés et être soumis aux principes adoptés dans les traités avec l'Autriche et avec la Hongrie. Ces questions font l'objet de la convention du 23 avril 1923.

La décision du 28 juillet, comme rendue en vertu du droit des principales Puissances alliées de fixer les frontières des deux Etats est devenue obligatoire pour eux. Elle fut signée par les représentants des deux gouvernements. Elle fut prise en considération par l'Assemblée Nationale Tchécoslovaque le 28 janvier 1921 et fut publiée dans le Journal Officiel tchécoslovaque. La Constituante Polonaise ne la prit pas en considération parce qu'elle lésait trop des intérêts de la Pologne ; par suite elle ne figure pas dans le Journal Officiel Polonais.

La Commission Interalliée de Teschen traça sur place une ligne de démarcation provisoire conforme à la ligne du 28 juillet 1920 et les limites du territoire plébiscitaire.

Le territoire plébiscitaire fut occupé par les deux Etats dans les premiers jours d'août 1920. La partie de la Silésie de Teschen, dévolue à la Pologne et la partie polonaise de la Haute-Silésie furent, en vertu de la loi du 15 juillet 1920, érigées en province autonome : le département de Silésie. Ce département possède une diète locale qui a la compétence dans les matières suivantes :

organisation des autorités administratives en Silésie, usage de la langue polonaise et allemande par celles-ci, instruction publique, questions religieuses, police forestière, agricole, questions concernant les fleuves, l'électricité, les voies et les chemins de fer de second ordre, administration des impôts d'Etat, questions concernant l'imposition et la production de certaines industries. A la tête de la province se trouve un préfet, nommé par le président d'Etat. Il est aidé par un Conseil Départemental, composé par le préfet, par son suppléant et 5 membres, élus par la Diète Provinciale. La Diète Provinciale exerce le contrôle sur l'activité du Conseil Départemental. La loi du 11 avril 1924 étendit la loi sur le recrutement de l'armée à la Silésie, à l'Orava et au Spis polonais. L'Orava et le Spis polonais formèrent un district distinct jusqu'à 1925, où ils furent incorporés au district de Nowy-Targ. Entre temps les lois et les règlements en vigueur dans la Galicie furent introduits par plusieurs lois et règlements à la place de la législation hongroise. La partie tchèque de la Silésie de Teschen forma un département distinct. Comme il était trop petit, on voulut le réunir à celui de Moravska-Ostrava.

C'est le traité de Sèvres du 10 août 1920, dit Traité des frontières, qui, en s'occupant de certaines frontières de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, donna le tracé de la frontière polono-tchécoslovaque dans sa longueur. Comme le sort de la Galicie Orientale n'était pas encore résolu, le traité traça la frontière polono-tchécoslovaque seulement jusqu'au sommet de Halicz, à l'ouest du col d'Uzok. Elle devait suivre le tracé de l'ancienne frontière austro-hongroise, sauf dans les secteurs établis par la décision du 28 juillet. En outre, la frontière devait suivre l'ancienne frontière austro-allemande, entre l'embouchure de l'Olza dans l'Oder (point commun pour la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne) et les environs de Prstna. Le tracé sur le terrain de cette frontière fut confié à la Commission de Délimitation déjà chargée du tracé de la ligne du 28 juillet. A l'est du Halicz, jusqu'au Stoh, point commun pour la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Galicie fut tracée

la frontière entre la Galicie Orientale et la Tchécoslovaquie, conforme à l'ancienne frontière austro-hongroise.

Le Traité de Sèvres fut ratifié par le Parlement tchécoslovaque le 19 mars 1921 et le document de ratification tchécoslovaque fut déposé le 1^{er} août 1921. La Pologne ne signa pas ce traité, parce qu'il ne reconnaissait pas sa souveraineté sur la Galicie Orientale. Le Gouvernement polonais, par la lettre de son ministre à Paris du 9 mai 1922, en réponse à la lettre de la Conférence des Ambassadeurs, qui l'invitait à accéder à ce traité, refusa cette accession, mais en même temps consentit à ce que le tracé de la frontière polono-tchécoslovaque fut conforme au tracé de l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie, jusqu'au Stoh, à l'exception toutefois des secteurs en Orava et en Spis où le tracé de la frontière dépendait de la solution de la question de Javorina.

CHAPITRE VIII

Fixation en terrain de la frontière polono-tchécoslovaque

Bibliographie n^{os} 11, 29, 32, 75, 91, 92, 93.

La Commission de Délimitation polono-tchécoslovaque, qui devait tracer sur le terrain la ligne du 28 juillet se composait des quatre commissaires des principales Puissances Alliées et des deux commissaires des Etats intéressés. Son président, élu par l'ensemble des commissaires étaient le commissaire français M. Uffler. Les commissaires étaient aidés par un personnel adjoint, qui formait avec chaque commissaire la délégation d'un Etat. Les Etats intéressés supportaient par moitié les frais du fonctionnement de la Commission. Les membres de la Commission, ses bagages personnels, ainsi que le matériel de la Commission étaient transportés gratuitement sur les voies ferrées et fluviales des Etats intéressés et étaient exonérés des droits de douane. Les membres de la Commission pouvaient franchir librement la frontière sur présentation de pièces d'identité, attestant leur qualité. Les Etats intéressés étaient tenus de fournir à la Commission, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités locales, tous les documents nécessaires à elle. Les Etats intéressés, ainsi que leurs autorités locales devaient faciliter le fonctionnement de la Commission de Délimitation.

La Commission de Délimitation polono-tchécoslovaque était régie par les dispositions générales concernant les commissions de délimitation, contenues dans les traités de paix (art. 29-35) et les instructions de la Conférence des Ambassadeurs du 22 juil-

lét 1920, relatives à ces commissions. Les dispositions spéciales se trouvaient dans la décision du 28 juillet. Les décisions de la Commission étaient prises par la majorité des voix de tous les commissaires ; la voix du président de la Commission était prépondérante.

La Commission eut le pouvoir, en vertu de l'art. 29 des traités de paix, de fixer les fractions des frontières, définies par la décision du 28 juillet comme lignes à déterminer sur le terrain ; au cas où un Etat intéressé en aurait fait la demande et si la Commission en approuvait l'opportunité, elle pouvait reviser la fraction de frontière définie par une limite administrative. En ce qui concerne les frontières internationales du 1^{er} août 1914, le rôle de la Commission devait se borner au recolement des poteaux et des bornes frontières ; elle ne pouvait pas y apporter de modification. La Commission de Délimitation, le 27 octobre 1921, refusa de reconnaître à la frontière austro-hongroise le caractère de frontière internationale ; c'était, selon elle, la limite administrative. Le commissaire tchécoslovaque vota en faveur du caractère international de la frontière. La Pologne avait à apporter à cette frontière quelques modifications de peu de valeur. La Commission était obligée à s'en tenir le plus possible aux définitions de la frontière, données par la décision du 28 juillet, en tenant compte, autant que possible, des limites administratives et des intérêts économiques locaux, à l'exclusion de toute raison nationale, linguistique ou religieuse. En cas de divergences entre le texte de la décision et les cartes y annexées, c'est le premier qui devait faire foi. La Commission, en dehors des stipulations expresses, pouvait modifier l'attribution d'une localité définie par le Traité, à condition que cette modification soit de faible importance et que l'accord unanime de la Commission soit réalisé. La Commission polono-tchécoslovaque, en vertu de la décision du 28 juillet (art. 2), possédait un pouvoir plus étendu que les autres Commissions de délimitation ; notamment elle pouvait proposer à la Conférence des Ambassadeurs les modifications de frontière qui lui paraissaient justifiées par les intérêts des particuliers ou la communauté des voisinages, en tenant compte des circonstances locales. Ces propositions, pour

devenir obligatoires, devaient obtenir le consentement de la Conférence des Ambassadeurs.

En ce qui concerne la démarcation de frontière, définie par un cours d'eau, le terme « cours » signifiait, en vertu de l'art. 30 des Traités de paix, pour les fleuves non navigables, la ligne médiane du cours d'eau ou de son bras principal. Les rivières qui, partiellement forment la frontière polono-tchécoslovaque, ne sont pas navigables. Pour fixer le cours d'eau formant la frontière, la Commission devait examiner s'il n'existait pas, sur une rive, des enclaves provenant d'anciens méandres rectifiés. Elle devait spécifier si la ligne frontière suivrait le cours d'eau dans ses déplacements éventuels, ou si elle serait déterminée définitivement par la position du cours au moment de la mise en vigueur du Traité. Elle devait se baser sur l'histoire de la rivière et les résultats possibles, que le changement apporterait aux intérêts des habitants riverains. La frontière définie par un cours d'eau pouvait être modifiée seulement par un accord unanime de la Commission de Délimitation.

Pour fixer la ligne frontière sur terre, la Commission devait préciser cette ligne à l'aide de cartes à grande échelle en se guidant : 1° sur les limites administratives existantes ; 2° sur les limites cadastrales ; 3° sur les lignes naturelles du sol. En ce qui concerne les bornes qui devaient marquer la frontière, la Commission adopta les bornes en pierre, en se réservant de placer des poteaux dans les endroits où ils seraient d'un prix inférieur à celui des bornes en pierre. Les bornes sont placées de manière à être visibles de l'une à l'autre et à chaque changement de direction de la frontière. Les points de passage de la frontière par les voies de communication sont également marqués par une borne. Les points communs à trois Etats sont marqués par des bornes spéciales. Chaque borne est repérée, pour qu'on puisse la remplacer sans hésitation, en cas de disparition. L'emplacement et le numéro des bornes sont portés sur une carte. La Commission admit comme inscription sur les bornes d'un côté « P » (Pologne), de l'autre « CS » (Tchécoslovaquie). Les bornes sont communes à deux Etats. Chaque borne porte son numéro. La Commission était compétente pour préparer les protocoles et les

arrangements concernant le règlement des questions juridiques soulevées par la délimitation ; ces arrangements devenaient définitifs après l'approbation donnée par les Etats intéressés.

En ce qui concerne son fonctionnement, la Commission avait toute autorité pour le régler, mais ses travaux devaient comprendre : 1° l'établissement d'un plan de travail ; 2° la détermination de la ligne frontière (les commissaires intéressés déposaient leurs projets de tracé, à défaut d'accord entre eux, la Commission prenait la décision) ; 3° l'abornement sur le terrain de la ligne frontière, confié aux délégations des Etats intéressés ; 4° la vérification faite sur le terrain des travaux effectués ; 5° l'établissement des procès-verbaux de délimitation. Au cours d'une visite générale de la frontière, la Commission pouvait se faire accompagner par les autorités locales des Etats intéressés, pour leur donner les indications nécessaires sur le tracé de la frontière. A la fin de ces travaux la Commission fournit : 1° la description détaillée de la frontière ; 2° la carte de la frontière au 25.000, comportant l'emplacement des bornes avec leurs numéros ; 3° la description générale de la frontière avec la carte au 200.000 ; 4° le recueil des procès-verbaux des séances de la Commission ; 5° le recueil des procès-verbaux de délimitation de la frontière ; 6° le rapport général sur le fonctionnement de la Commission. Ces documents, établis en triple original, furent transmis à la Conférence des Ambassadeurs (en octobre 1927), qui transmit deux d'entre eux aux Gouvernements intéressés.

La Commission fut chargée d'abord du tracé de la ligne du 28 juillet. Le 25 septembre 1922, la Commission décida de prolonger ses travaux sur la frontière formée par l'ancienne frontière austro-hongroise, étant donné que la Tchécoslovaquie avait ratifié le traité de Sèvres et que la Pologne avait consenti à ce que le tracé de sa frontière dans les Carpathes fut conforme à la frontière entre l'Autriche et la Hongrie, à l'exception du Spis et de l'Orava. En ce qui concerne le secteur entre le Halicz et le Stoh, délimitant selon le Traité de Sèvres la Tchécoslovaquie et la Galicie Orientale, la Commission décida de la délimiter elle-même, étant donné que cette frontière suivait l'ancienne frontière austro-hongroise et que la délimitation par la Commission

polono-tchécoslovaque ne préjugait aucunement la souveraineté de la Pologne sur la Galicie Orientale. Le commissaire polonais invoqua l'exemple de la Commission polono-tchécoslovaque, qui avait délimité une portion de l'actuelle frontière germano-tchécoslovaque en Haute Silésie. Mais avant que la Commission ait eu le temps de procéder à l'abornement de la frontière à l'est du Halicz, la souveraineté polonaise sur la Galicie Orientale fut reconnue le 15 mars 1923.

La Commission de Délimitation commença ses travaux par la détermination de la ligne du 28 juillet, dans la Silésie de Teschen. Ici les commissaires intéressés déposèrent des projets de tracé de la frontière, qui s'écarterait beaucoup de la ligne du 28 juillet et s'approchaient des lignes de revendications polonaise et tchécoslovaque. Ces projets furent soumis par la Commission à la Conférence des Ambassadeurs ; celle-ci les rejetta (le 7 janvier 1921) et prescrivit à la Commission de Délimitation de s'en tenir strictement à la ligne du 28 juillet. Par suite, des modifications de peu d'importance furent apportées à cette ligne.

Dans le pays de l'Orava la décision du 28 juillet divisa la commune de Lipnica Inf. La Pologne reçut un tiers de son territoire et deux tiers de la population ; la Tchécoslovaquie reçut le reste. Les habitants de la partie polonaise possédaient des terres en partie tchécoslovaque et vice versa. La Tchécoslovaquie obtint toutes les forêts communales et presque toutes les prairies et pâturages. L'exploitation de ces terres arables, de ces forêts et de ces pâturages fut rendue impossible par les difficultés que rencontraient les habitants de la commune pour franchir la frontière. La partie tchécoslovaque de la commune était reliée au reste du territoire tchécoslovaque par une route qui traversait la partie polonaise (le chemin conduisant à Rabcice tchécoslovaque n'était pas bon pour les communications importantes). Les autorités polonaises s'opposèrent à ce que le bois scié dans la partie tchécoslovaque traversât le territoire polonais. La partie tchécoslovaque de cette commune fut séparée de sa paroisse, se trouvant à Lipnica Inf., polonaise ; l'église la plus proche (à Rabcice) se trouvait au-delà d'une crête. Les habitants de Lipnica Sup. (polonaise) pour aller à leur paroisse (à Lipnica Inf.)

devaient traverser le territoire tchécoslovaque. La frontière passant entre les maisons de la commune était la cause de nombreux tracas pour les habitants et facilitait la contrebande. Lipnica Inf. était liée économiquement à Jablonka, attribuée à la Pologne. Le sentier touristique, unissant le sommet de la Babia-Gora avec l'Orava polonaise, traversait la partie tchécoslovaque de Lipnica Inf. Par contre les habitants des deux villages attribués à la Pologne (Hladovka et Sucha-Hora) avaient une partie de leurs terres arables située sur le territoire tchécoslovaque. Les villages, au point de vue économique, étaient liés à la ville slovaque de Trstenna.

La modification de la ligne du 28 juillet s'imposait donc. La Commission la décida à l'unanimité, le 23 avril 1921 ; après le vote le commissaire polonais fit une déclaration disant qu'il avait voté en faveur de la modification préjudiciable pour la Pologne, sous réserve que le même sentiment de conciliation présiderait à la fixation de la frontière en Spis, où la Pologne espérait obtenir par une voie d'échange, le territoire de Javorina. Cette réserve fut acceptée sans aucune protestation. La Conférence des Ambassadeurs approuva par sa décision du 25 mai 1921 le tracé des frontières dans la Silésie et dans le pays d'Orava. Le déplacement des gardes frontières devait avoir lieu avant le 15 juin 1921. Mais par suite du conflit polono-tchécoslovaque en Spis, la Pologne, qui ne faisait qu'une de la question des 3 secteurs s'opposa à ce que ces gardes fussent déplacés avant que la frontière en Spis ne fut réglée. C'est seulement en juin 1924 que les 2 Etats rapportèrent ces gardes sur la ligne nouvelle.

La nouvelle ligne en Orava quittait la frontière de la Galicie, au sommet de la Babia-Gora (1.725 m.), en suivant la limite de la commune de Lipnica Inf. ; aux environs de Chyzne elle atteignait la ligne du 28 juillet et s'écartait d'elle en suivant la limite septentrionale de Hladovka et de Sucha-Hora. Ces dernières localités (1.218 habitants), ainsi que la gare de Sucha-Hora furent incorporées à la Tchécoslovaquie. Toute la commune de Lipnica Inf. ainsi que le refuge touristique près du sommet de la Babia-Gora furent attribués à la Pologne. De cette façon la Pologne possède 2 refuges à la Babia-Gora, un près du sommet, l'autre

sur le versant septentrional. La Tchécoslovaquie entreprit postérieurement la construction d'un refuge de cette espèce sur les versants de la montagne qui lui appartiennent. La Pologne perdit net quelques kilomètres carrés et l'échange porta sur les villages à population polonaise. Le territoire plébiscitaire de l'Orava fut donc définitivement partagé de la façon suivante : la Pologne reçut une partie du district de Trstenna et 14.915 habitants, dont 97 % Polonais, 1 % Slovaques, la Tchécoslovaquie 35.631 habitants dont 92 Slovaques, 4 % Polonais (selon la statistique de 1910), où 58 % Slovaques, 38 % Polonais (selon les linguistes). Dans ces chiffres est comprise la partie tchécoslovaque du district de Trstenna (8.162 habitants, 78 % Slovaques, 16 % Polonais).

CHAPITRE IX

Affaire Javorina

Bibliographie : N^{os} 11, 32, 33, 69, 75, 86, 87, 96, 99, 100, 106, 108, 145, 154, 179, 180, 185, 223.

§ 1

Projets du tracé de la frontière en Spis

Le 8 mars 1921, la délégation polonaise déposa à la Commission de Délimitation son projet de nouveau tracé de frontière en Spis ; la frontière devait suivre la crête principale de la Tatra, à partir du Rysy, jusqu'au col de Kopa, puis, en passant par le Havran (2.151) et le Repisko (1.267) atteindre à la côte 1011 la ligne du 28 juillet ; ensuite elle aurait coïncidé avec elle, jusqu'à la rencontre de la limite occidentale de la commune de Kacwin (sauf de petites rectifications nécessitées par les limites cadastrales). Ensuite elle aurait suivi la limite occidentale de Kacwin et de Niedzica, en laissant le château de Niedzica à la Pologne. De cette façon la Pologne aurait reçu : Javorina, 914 km² (dont plus de 50 % de rochers) avec le versant septentrional de la Tatra en Spis et 396 habitants ; la Tchécoslovaquie aurait eu : Kacwin et Niedzica, 48 km² de terre arable et 1.688 habitants. En outre la Pologne était prête à renoncer dans la Silésie de Teschen à la commune de Leszna Sup. (14 km², 861 habitants) dont les habitants gagnaient leur vie en Tchécoslovaquie (dans les usines de Trinec). Ces modifications furent justifiées par la Pologne comme il suit :

1° Territoire de Javorina. Cette commune forme un tout géographique avec le district polonais de Nowy-Targ et le Spis polonais, tandis qu'elle est séparée du Spis tchécoslovaque par la chaîne de Tatra particulièrement inaccessible. Les autorités polonaises projetaient la construction de la voie ferrée Nowy-Targ, Roztoka, pour exploiter les carrières de granit de Tatra ; à cause de la configuration du terrain ce chemin de fer devait passer partiellement par le territoire de Javorina. Javorina avait formé jusqu'en 1877, au point de vue cadastral, un tout avec Jurgow, qui venait d'être attribué à la Pologne. Par conséquent les propriétés privées et communales étaient mélangées. De plus la ligne du 28 juillet avait laissé en Tchécoslovaquie une partie des terres de Jurgow (dont la moitié appartenait au domaine de Javorina). Les habitants de quelques villages du Spis polonais (Jurgow, Rzepisko, Czarna-Gora, Lapsianka) avaient un droit de servitude sur les forêts et les pâturages du domaine de Javorina ; ils y envoyaient leurs bêtes et leurs moutons et en recevaient le bois de construction et de chauffage. En outre ils trouvaient du travail dans les forêts du domaine de Javorina ; c'était même la source de leurs principaux revenus, car ces villages étaient pauvres. Quant aux intérêts de Javorina, cette commune avait une bonne communication avec la Galicie et le Spis Polonais ; elle était liée au Spis tchécoslovaque par une seule route qui traversait le col entre la Magura Spisska et la Tatra ; les autres moyens de communication étaient quelques sentiers de montagne dans la Tatra. Javorina pouvait devenir une station climatérique de première importance en Pologne, car celle-ci ne possède qu'une seule station de ce genre à Zakopane. La Tchécoslovaquie en possède plusieurs et de plus ses communications avec Javorina sont difficiles. Javorina appartenait à la paroisse de Jurgow et la plus proche église tchécoslovaque se trouve à Zdiar, au-delà du col de ce nom. L'exploitation du bois dans les forêts de Javorina aurait été moins coûteuse en Pologne, car les frais de transport auraient été inférieurs.

2° Les villages de Kacwin et de Niedzica. Ces villages forment une unité géographique avec les villages : Velka-Frankova, Mala-Frankova, Osturna, attribués à la Tchécoslovaquie. Ces 3

derniers villages communiquent avec le reste du territoire tchécoslovaque par Kacwin et Niedzica polonais. Economiquement ces 5 villages dépendent de la ville tchécoslovaque de Stara-Ves.

Le projet tchécoslovaque s'en tenait à la ligne du 28 juillet. Les Tchécoslovaques refusaient de perdre Javorina en faisant valoir que les difficultés de communication avec elle seraient surmontées, dès qu'un tramway électrique, prolongation de celui de Poprad, Tatranska-Lomnice, serait construit jusqu'à Javorina et que Javorina se prête mieux aux sports d'hiver que les stations situées sur le versant sud de la Tatra, à cause des différences du climat entre les deux versants. D'un autre côté la Tchécoslovaquie ne voulait pas se priver des versants septentrionaux de la Tatra, qui constitue une bonne défense stratégique. En ce qui concerne les droits des habitants des villages polonais, elle se déclarait prête à les réserver par un protocole où à les acheter si le territoire de Javorina était organisé en parc national tchécoslovaque. La Tchécoslovaquie faisait remarquer que l'église filiale de Javorina pourrait être desservie par un prêtre de Zdiar. Les Tchécoslovaques proposaient soit l'attribution de Jurgow à la Tchécoslovaquie, contre une compensation en Spis, soit le rattachement à la Tchécoslovaquie des villages de Jurgow, Rzepisko, Czarna-Gora, Lapsianka, contre une compensation en Orava.

Malgré les tentatives de conciliation faites par les commissaires alliés, aucun accord sur le tracé de la frontière ne se réalisa entre les commissaires intéressés. Comme il semblait aux commissaires alliés que les raisons d'ordre militaire et politique prévalaient dans l'esprit des intéressés sur les considérations d'ordre économique ou de voisinage, les commissaires alliés, en estimant que le projet polonais sortait des limites d'appréciation dévolues à la Commission de Délimitation, soumirent le 5 juillet 1921, les projets polonais et tchécoslovaque du tracé de la frontière à la Conférence des Ambassadeurs, en y ajoutant en même temps leurs remarques particulières. Il semble, d'après la lettre du commissaire polonais, que le renvoi était prématuré, car la discussion engagée par écrit entre les commissaires intéressés, s'était bornée seulement à un échange préliminaire d'arguments. De l'avis du commissaire polonais l'accord était

possible. Le résultat de ce renvoi fut, que la Pologne refusa de rapprocher les gardes frontières sur la nouvelle ligne en Silésie et en Orava, car la réserve faite par le commissaire polonais lors du vote de la rectification en Orava n'avait pas été exécutée.

La Conférence des Ambassadeurs, après avoir examiné les arguments invoqués par les deux projets en faveur du changement de frontière, ne pouvant revenir sur sa décision du 28 juillet, invita par sa résolution du 2 décembre 1921 les gouvernements intéressés à poursuivre les négociations au sujet de la frontière en Spis. A défaut d'une entente réalisée avant le 15 janvier 1922, la Commission de Délimitation devait procéder à l'abornement de la frontière du 28 juillet. Pour répondre aux demandes des deux gouvernements, le délai pour l'entente fut prolongé à deux reprises jusqu'au 6 mai 1922 et jusqu'au 6 août 1922. Selon la résolution du 2 décembre les gardes frontières devaient être déplacées, avant le 15 janvier 1922, sur la nouvelle frontière en Silésie et en Orava.

§ 2

Négociations directes entre la Pologne et la Tchécoslovaquie

Les gouvernements polonais et tchécoslovaque entamèrent en juillet 1921 des pourparlers, qui aboutirent à la signature de l'accord du 6 novembre 1921, dont l'annexe B contenait l'engagement de régler dans 6 mois (à partir du 6 novembre 1921), la question de Javorina par entente directe et amiable. La Pologne entendait réaliser cette entente par voie d'échange de Javorina, contre Kacwin et Niedzica, la Tchécoslovaquie entendait la réaliser par des protocoles. En janvier 1922, le gouvernement polonais proposa au gouvernement tchécoslovaque (par l'intermédiaire de la légation polonaise à Prague) deux solutions de l'affaire Javorina : 1° selon la première la Pologne aurait reçu Ja-

vorina contre Kacwin, Niedzica et Leszna sup. ; 2° selon la seconde de la Pologne aurait eu toute la vallée de la Biala-Woda, avec le village de Javorina ; la Tchécoslovaquie aurait obtenu l'autre partie du territoire de Javorina (la vallée du Javorovy), ainsi que Kacwin et Niedzica. Selon le second projet les intérêts stratégiques tchécoslovaques auraient été ménagés, puisque la crête de Tatra entre le Javorovy et le col de Zdiar (là où elle est plus facile à franchir que sur le secteur de la crête entre le Rysy et le Javorovy), aurait appartenu sur les deux versants à la Tchécoslovaquie. De plus la Pologne, pour rassurer la Tchécoslovaquie au point de vue stratégique, était prête à s'engager à ne pas construire de fortifications dans une zone de 10 km., au nord de la chaîne de la Tatra et sur toute son étendue (non seulement à Javorina, mais également dans le district de Nowy-Targ).

Le règlement de l'affaire Javorina aurait apaisé l'excitation des esprits qui existait en Pologne contre les Tchèques, animosité devenue particulièrement forte après la décision du 28 juillet et qui rendait difficile le rétablissement des rapports normaux entre les deux pays. La Diète Polonaise décida de ne ratifier aucune convention avec la Tchécoslovaquie, jusqu'au règlement définitif de l'affaire Javorina. Les différentes associations polonaises décidèrent de n'avoir ni relations, ni rapports avec les associations correspondantes tchécoslovaques, avant que cette affaire n'ait obtenu une solution.

Pour régler à l'amiable l'affaire Javorina, la Pologne proposa d'abord la convocation d'une commission spéciale d'études, composée de 3 Polonais et 3 Tchécoslovaques ; puis la formation de 2 commissions d'enquête : polonaise et tchécoslovaque, qui réunies dans une commission mixte, aurait élaboré la solution de l'affaire. La commission mixte aurait soumis sa proposition à l'acceptation des 2 gouvernements. Malgré les propositions polonaises, maintes fois répétées de convoquer la commission mixte, celle-ci ne fut pas réunie. Après que le délai prévu pour l'accord fut écoulé, la commission polonaise, dans sa déclaration du 6 août 1922 rendit responsable le gouvernement tchécoslovaque de l'inexécution de l'annexe B à l'accord du 6 novembre 1921, inexécution due à l'ajournement de la réunion de cette

commission mixte. De son côté le gouvernement polonais protesta contre le refus opposé par le gouvernement tchécoslovaque à l'ouverture des négociations au sujet de cette affaire par la commission mixte.

§ 3

Proposition de la Commission de Délimitation du 25 Septembre 1922

A défaut de l'accord entre les parties intéressées sur la question Javorina, l'affaire vint devant la Commission de Délimitation, qui le 25 septembre 1922, vota par 5 voix contre 1 (tchécoslovaque) le projet du nouveau tracé de frontière en Spis. Cette frontière suivait la crête de la Tatra, entre le Rysy et le col de Ladovy, puis descendait dans la vallée du Javorovy, le long du torrent de ce nom, jusqu'à Javorina (polonaise) ensuite elle suivait la route Javorina-Podspady et entourait de 3 côtés cette dernière localité, tout en la laissant à la Tchécoslovaquie, puis la frontière longeait les limites cadastrales, qui séparaient les communes attribuées à la Pologne (Jurgow, Rzepisko, Lapsze, Falsztyn) des communes attribuées à la Tchécoslovaquie (Osturna, Kacwin, Niedzica (sans château). D'après ce projet la Pologne aurait reçu les 2/3 du territoire de Javorina (la vallée de la Biala Woda et la moitié de la vallée du Javorovy) : 60 km², 396 habitants, la Tchécoslovaquie aurait reçu Kacwin et Niedzica (48 km², 1.688 habitants) et aurait conservé l'autre moitié de la vallée du Javorovy. La Commission souligna les avantages de cette solution, elle donnait aux habitants des villages polonais un libre accès à la plus grande partie des forêts et des pâturages de Javorina ; en même temps les forêts, situées sur la rive droite du Javorovy et qui étaient exploitées par un Tchécoslovaque, restaient à la Tchécoslovaquie. La Pologne était prête à accepter cette frontière. Le commissaire tchécoslovaque pro-

testa contre le vote de ce projet, en faisant valoir que d'après la décision du 2 décembre 1921, la Commission de Délimitation, à défaut de l'entente amiable entre les intéressés au sujet de la frontière en Spis, devait procéder à l'abornement de la ligne du 28 juillet 1922, sans apporter de modifications.

Le 26 septembre 1922, la Commission de Délimitation soumit sa proposition à la Conférence des Ambassadeurs. Celle-ci, tenant compte de ce que la Commission de Délimitation ne pouvait pas procéder à l'abornement de la frontière au cours de l'hiver 1922-23 en raison des conditions climatiques du pays, ne se prononça pas sur la proposition dont elle était saisie, mais invita, le 13 novembre 1922 les 2 gouvernements intéressés à faire un accord amiable jusqu'au printemps 1923. En même temps la Conférence des Ambassadeurs précisa la situation juridique. D'après sa note il résultait, que le Traité de Sèvres ne pouvait s'appliquer à Spis à cause de la réserve polonaise du 9 mai 1922 et la décision du 28 juillet n'ayant pas prévu expressément la frontière dans tous les secteurs du Spis, la Conférence des Ambassadeurs conservait le droit de fixer la frontière entre les 2 Etats sur les secteurs du Spis, qui n'avaient pas été définis le 28 juillet 1920. La Conférence des Ambassadeurs constata qu'il serait nécessaire de s'écarter dans une certaine mesure des lignes du 28 juillet 1920 et du 10 août 1920.

Au cours de l'hiver 1922-23 l'affaire ne fut pas résolue à l'amiable. Au printemps la Pologne invita à plusieurs reprises la Conférence des Ambassadeurs à se prononcer sur la frontière en Spis qu'elle déclarait n'être fixée que pour un seul secteur ; d'un autre côté la Tchécoslovaquie réclamait l'abornement définitif de la frontière en Spis, composée, selon elle, par 2 secteurs de l'ancienne frontière austro-hongroise et un secteur de la ligne du 28 juillet. Elle interprétait la décision du 2 décembre 1921, comme fixant définitivement la frontière en Spis, sans possibilité de modification ultérieure de la frontière par la Commission de Délimitation. La Conférence des Ambassadeurs, en présence de cette difficulté d'ordre juridique, à savoir : si la frontière en Spis avait été ou n'avait pas été fixée par les décisions du 27 septembre 1919, du 28 juillet 1920, du 2 décembre 1921,

décida, le 27 juillet 1923 de soumettre cette question au Conseil de la Société des Nations. Elle précisa qu'elle ne verrait qu'avantage à ce que le Conseil, s'il le jugeait opportun demandât sur cette question l'opinion de la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye. En même temps le Conseil fut chargé de recommander le tracé de la frontière en Spis. La Pologne, en considérant que la Commission de Délimitation ne pourrait pas, dans les conditions créées par la décision du 27 juillet 1923, poursuivre ses travaux, rappela son commissaire et déclara qu'elle ne participerait pas aux frais de l'entretien de cette Commission jusqu'au règlement de l'affaire Javorina.

§ 4

Affaire Javorina **devant le Conseil de la Société des Nations**

Le Conseil de la Société des Nations fut saisi de l'affaire Javorina en vertu de l'art 11, alinéa 2 du pacte de la Société des Nations. Cet article permet à tout membre de la Société d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et à menacer par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations dont la paix dépend. La Conférence des Ambassadeurs en saisissant le Conseil de la Société des Nations agit au nom des principales Puissances alliées, membres de cette Société.

L'affaire Javorina fut portée à l'ordre du jour de la 26^e session du Conseil de la Société des Nations, tenue à Genève. Le 27 septembre 1923, M. Quinones de Léon, représentant de l'Espagne, rapporteur de l'affaire donna lecture de son rapport qui concluait à demander à la Cour Permanente de Justice Internationale, un avis consultatif sur la question suivante : « la question de la délimitation de la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie est-elle demeurée ouverte et dans quelle mesure, ou doit-

elle être considérée comme déjà résolue par une décision définitive, sous réserve de la procédure habituelle de l'abornement sur place avec les modifications de détail qu'elle peut entraîner ? »

§ 5

Affaire Javorina
devant la Cour Permanente de Justice Internationale

La Cour Permanente, en vertu de l'art. 23 du statut de la Cour, fut convoquée en session extraordinaire pour le 12 novembre 1923. La première séance eut lieu à la Haye le 13 novembre. La thèse du gouvernement polonais fut développée par M. Mrozowski, président de la Cour Suprême de Pologne, celle du gouvernement tchécoslovaque par M. Krno, conseiller de la Légation tchécoslovaque à Paris ; à la troisième séance, le 6 décembre 1923 le président de la Cour (M. Loder) lut l'avis consultatif ; c'était le huitième avis de la Cour.

La thèse polonaise, qui fut soutenu dans un mémoire polonais sur la question juridique de l'affaire Javorina et dans l'exposé de M. Mrozowski, peut être résumée comme suit. La question de la frontière restait ouverte. La délimitation de la décision du 27 septembre 1919, qui fixait les frontières du territoire plébiscitaire n'existait pas, puisque le plébiscite avait été abrogé. La décision du 11 juillet 1920 n'avait pas tranché la question ; ce n'était pas une instruction pour la Conférence des Ambassadeurs, mais seulement une décision de solidarité entre les principales Puissances alliées composant le Conseil Suprême ; c'était une délégation des pouvoirs à la Conférence des Ambassadeurs. La décision du 28 juillet avait défini la frontière seulement dans le secteur 2. Les secteurs 1 et 3 qui, d'après la Tchécoslovaquie, devaient être marqués par l'ancienne frontière austro-hongroise, n'avaient pas été définis. Cela résultait des faits suivants : 1° la frontière entre les Etats ne se présume pas mais doit être ex-

pressément définie. A l'appui de cette thèse on pouvait invoquer la délimitation du territoire plébiscitaire en Haute-Silésie, dont les frontières furent définies par l'art. 88 du Traité de Versailles. Dans la recommandation du tracé de frontière, le Conseil de la Société des Nations avait pris soin d'insérer expressément que la frontière polono-allemande comprise entre la localité de Lissau et la frontière polono-allemande, définie par le Traité de Versailles, serait conforme à l'ancienne frontière du Reich, marquant ici la limite du territoire plébiscitaire ; 2° le Traité du 10 août 1920 n'avait pas été signé par la Pologne et celle-ci en consentant, le 9 mai 1922 à ce que sa frontière méridionale soit conforme à l'ancienne frontière austro-hongroise, avait excepté les secteurs de l'Orava et du Spis ; 3° la Conférence des Ambassadeurs, dans sa note du 13 novembre 1922, avait donné une interprétation de la décision du 28 juillet : elle y avait affirmé que la décision du 28 juillet n'avait délimité que partiellement la frontière en Spis. Cette interprétation, comme étant donnée par l'organe, auteur de la décision du 28 juillet, devait prévaloir contre l'interprétation contraire apportée par l'intermédiaire du Traité du 10 août 1920 ou l'ordonnance de la Sous-commission de l'Orava et du Spis ; 4° Le gouvernement tchécoslovaque avait considéré la question de la frontière comme ouverte et il avait changé d'avis seulement sous l'influence de coalitions politiques différentes ; la preuve qu'il en avait été ainsi résultait du fait qu'il était entré en pourparlers avec le gouvernement polonais, en ce qui concernait l'échange de Javorina contre Kacwin et avait signé l'accord du 6 novembre 1921. Le sens exact de l'annexe B à cet accord et des actes ultérieurs démontrait que la Tchécoslovaquie s'était engagée, en le signant à l'échange ou au partage du territoire de Javorina ; 5° Le commissaire tchécoslovaque, en acceptant la réserve polonaise, lors du vote de la modification en Orava, le 23 avril 1921, avait engagé son gouvernement à accepter la possibilité de modification dans le territoire du Spis ; 6° La décision de la Conférence des Ambassadeurs du 25 avril 1923 avait suspendu le prélèvement de l'impôt sur la fortune, imposé par la Tchécoslovaquie sur le domaine de Javorina.

Les secteurs 1 et 3 pouvaient être fixés par une décision com-

plémentaire de la Conférence des Ambassadeurs ou bien par un accord direct entre les 2 Etats. Mais ils ne l'avaient pas été. Et même si l'on admettait qu'il était sous-entendu par la décision du 28 juillet, que les secteurs 1 et 3 étaient conformes à l'ancienne frontière austro-hongroise, la Commission de Délimitation possédait ici le même pouvoir que dans le secteur 2, de proposer les modifications, dictées par les nécessités du voisinage (c'était l'objet de la proposition du 25 septembre 1922). La Pologne rejetait le caractère international de la frontière austro-hongroise.

Quant à la possibilité des mêmes modifications dans le secteur 2, la Pologne soutenait, contrairement à la Tchécoslovaquie, que la Commission de Délimitation pouvait les apporter, postérieurement à la décision du 2 décembre 1921. La Commission de Délimitation n'avait pas épuisé son droit de proposer des modifications par le document du 5 juillet 1921, envoyé à la Conférence des Ambassadeurs. Ce document n'était pas une proposition de modifications, mais une information sur la situation. Il émanait des commissaires alliés et non de la Commission de Délimitation et n'avait pas été soumis à la procédure du vote (à la majorité des voix des commissaires), établie par la décision du 28 juillet. Le commissaire polonais avait de suite constaté l'irrégularité du document. Dans la décision du 2 décembre 1921, il ne fut rien dit sur l'abolition de ce droit. Il y était dit que la Commission procéderait à l'abornement de la frontière ; l'expression « abornement » fut employée selon l'avis du gouvernement polonais dans un sens large, englobant la possibilité de modifications. Si l'on admettait, que la Conférence des Ambassadeurs avait privé, le 2 décembre, la Commission de Délimitation de ce droit ou si le document du 5 juillet 1921 n'était qu'une proposition, il fallait conclure, que la Conférence des Ambassadeurs s'était rendue coupable d'un excès de pouvoir par rapport aux dispositions de la décision du 28 juillet.

La Commission de Délimitation avait donc été compétente pour prendre la décision du 25 septembre et même si elle ne l'avait pas été, elle le serait devenue par le fait que le commissaire tchécoslovaque avait participé à son vote. Cette décision sa-

tifaisait les intérêts des communes voisines et était, par conséquent, conforme aux dispositions de la décision du 28 juillet.

Puis la Pologne soutenait, que si l'on envisageait la question de la frontière en Spis comme fermée, on ouvrait en même temps la question des frontières dans la Silésie et en Orava. Cela résultait du lien qui unissait tous les secteurs, lien reconnu par la Conférence des Ambassadeurs, dans la décision du 2 décembre 1921, qui accordait le même délai au déplacement des gardes frontières sur la nouvelle frontière en Silésie et en Orava et à la solution de l'affaire Javorina. La Conférence des Ambassadeurs avait constaté, le 6 décembre 1921, que c'était précisément l'assentiment unanime de tous les commissaires, qui l'avait amenée à adopter les modifications en Orava. La Pologne avait consenti aux modifications de la frontière en Orava, préjudiciables pour elle, sous la condition résolutoire, qu'en Spis la frontière serait réglée en sa faveur. Si cette condition n'était pas remplie, la frontière en Silésie et en Orava devenait ouverte. Aux menaces tchèques, qui disaient que si l'on admettait que la frontière en Spis et en Orava n'avait pas été définie dans les secteurs 1 et 3, la Conférence des Ambassadeurs pouvait réunir les lignes définies en Orava et en Spis, définies par la décision du 28 juillet et attribuer de cette façon Zakopane à la Tchécoslovaquie, la Pologne répondait qu'il n'y avait que deux projets en Spis : le projet tchèque conforme à l'ancienne frontière austro-hongroise et la ligne du 28 juillet et le projet de la Commission de Délimitation. D'ailleurs la Pologne avait reconnu, le 9 mai 1922, comme frontière polonaise la frontière austro-hongroise, qui sépare dans la Tatra le district polonais de Nowy-Targ, du Liptov tchécoslovaque.

La thèse du gouvernement tchécoslovaque fut reproduite dans un exposé juridique, présenté à la Cour et dans le développement que fit M. Krno devant la Cour. De l'avis du gouvernement tchécoslovaque, la frontière en Spis avait déjà été réglée dans tous les secteurs 1, 2 et 3. La limite du territoire à partager avait été définie le 27 septembre 1919, la décision du 28 juillet n'avait qu'à fixer la frontière traversant le territoire plébiscitaire ; les frontières entre 2 Etats avaient été fixées automatiquement partout

où elles étaient conformes à celles du territoire plébiscitaire. La décision du 11 juillet avait réglé matériellement la question du partage du territoire plébiscitaire, la décision du 28 juillet avait apporté seulement des précisions. C'était l'exécution du mandat donné à la Conférence des Ambassadeurs par le Conseil Suprême, le 11 juillet 1920. La preuve que la délimitation du 28 juillet était définitive résultait : 1° de la reconnaissance de la souveraineté des 2 pays dans le territoire partagé par la Conférence des Ambassadeurs ; 2° du règlement, par la décision du 28 juillet des questions de nationalité, d'option, d'amnistie ; 3° de l'annexion à la décision de cartes reproduisant la frontière polono-tchécoslovaque dans tous les secteurs ; 4° de l'interprétation de la décision donnée par l'ordonnance de la sous-commission de l'Orava et du Spis, où celle-ci reconnaît Javorina, comme tchécoslovaque, Niedzica et Kacwin comme polonais ; 5° de l'interprétation de la décision du 28 juillet, apportée par l'intermédiaire du Traité du 10 août 1920, œuvre des auteurs mêmes de la décision du 28 juillet. La frontière dans les secteurs 1 et 3 y était conforme à la frontière austro-hongroise. La Tchécoslovaquie rejetait l'interprétation de la décision du 28 juillet, donnée par la Conférence des Ambassadeurs dans sa note du 13 novembre 1921. La Tchécoslovaquie établissait une analogie entre cette décision et l'arbitrage. La décision du 28 juillet, une fois acceptée par les gouvernements intéressés, ne pouvait être modifiée par l'interprétation de leurs auteurs, qu'avec le consentement des états intéressés. L'interprétation par la décision du 13 novembre aboutissait à une solution irraisonnable. En fait ceux, qui l'avaient interprétée n'étaient pas les auteurs de la décision du 28 juillet, car la composition de la Conférence des Ambassadeurs avait changé dans le délai de 2 ans $1/2$; 6° de la lettre invitant les Etats intéressés à l'occupation du territoire plébiscitaire dépar-tagé ; 7° si l'on admettait que la décision du 28 juillet 1920 n'avait pas délimité totalement le terrain plébiscitaire, il fallait conclure que la Conférence des Ambassadeurs, en fixant une frontière incomplète, ne s'était pas acquittée de sa tâche. Dans ce cas il lui était possible d'attribuer la presque totalité du territoire plébiscitaire à l'un quelconque des Etats intéressés, en tra-

çant une frontière parallèle au secteur 2 et le long des lignes du territoire plébiscitaire.

Quant à l'accord du 6 novembre 1921, la Tchécoslovaquie démontrait qu'il ne l'engageait pas à céder Javorina. Cet accord avait créé simplement l'obligation juridique de chercher la solution du différend, mais cette obligation devait cesser d'exister lorsque les négociations eurent démontré qu'une solution était impossible. La Tchécoslovaquie avait rempli son devoir en négociant. La Pologne n'avait voulu accepter aucune solution proposée par la Tchécoslovaquie, si ce n'est la solution qu'elle proposait elle-même et qui devait lui céder Javorina ; cependant cette cession était impossible, car elle n'aurait pas trouvé de majorité dans le Parlement tchécoslovaque. D'après la Tchécoslovaquie, Javorina lui aurait été définitivement attribuée par la décision du 2 décembre.

Quant à la question des modifications de frontière en Spis, la Tchécoslovaquie était d'avis, que la frontière dans les secteurs 1 et 3 n'était pas sujette à modifications, puisqu'il s'agissait de l'ancienne frontière internationale austro-hongroise. La ligne du 28 juillet, dans le secteur 2 devait être abornée d'après la décision du 2 décembre, sans qu'il soit possible d'apporter les modifications dictées par les intérêts de voisinage. Le document du 5 juillet 1921 était considéré par la Tchécoslovaquie comme une véritable proposition émanant de la Commission de Délimitation. La Tchécoslovaquie faisait valoir, qu'il n'y avait pas de règlement prévoyant que la volonté de la Commission doit être formée en séance plénière, par voie de vote des commissaires ; c'est l'usage qui aurait déterminé la procédure. La Tchécoslovaquie démontrait, que cette procédure des propositions votées avait été suivie par la Commission lorsque les commissaires intéressés étaient d'accord sur le tracé d'une frontière ; dans le cas contraire, la Commission avait suivi la procédure du 5 juillet. La Conférence des Ambassadeurs par sa décision du 2 décembre avait rejeté les propositions du 5 juillet et avait prévu que la frontière du 28 juillet, à défaut d'accord, devait être abornée sans modification. Par cela même elle avait privé la Commission de Délimitation du droit de proposer des modifications de frontière. La

Commission devait procéder à l'abornement dans le sens exact du mot. La Conférence des Ambassadeurs ne pouvait pas revenir sur sa décision. La proposition de la Commission du 25 septembre 1922 était irrégulière ; le commissaire et le gouvernement tchécoslovaques avaient immédiatement protesté contre son irrégularité. La participation au vote du commissaire tchécoslovaque ne signifiait pas la reconnaissance de la compétence de la Commission, car il avait voté négativement et avait souligné que son vote avait un caractère de protestation. Enfin il n'était pas compétent pour disposer du territoire tchécoslovaque. La proposition du 25 septembre 1922 était contraire aux pleins pouvoirs donnés à la Conférence des Ambassadeurs par le Conseil Suprême le 11 juillet 1920. Elle avait attribué à la Pologne la partie sud et nord-ouest du territoire plébiscitaire en Spis, tandis que le Conseil avait voulu lui attribuer, par sa décision du 11 juillet la partie nord-ouest seulement. La modification n'était pas suffisamment justifiée par les intérêts de voisinage, car le seul intérêt sérieux de ce genre, le droit des communes polonaises, pouvait être réservé par des protocoles. D'ailleurs ce droit était contesté.

Une fois acceptées par la Conférence des Ambassadeurs, les modifications dans la Silésie et en Orava étaient définitives. D'ailleurs l'ouverture des frontières en Orava et en Spis, aurait pu permettre à la Conférence des Ambassadeurs d'attribuer Zakopane à la Tchécoslovaquie, par la fixation d'une ligne qui aurait joint les extrémités des lignes du 28 juillet en Orava et en Spis.

De l'avis de la Cour, la frontière polono-tchécoslovaque avait été définie dans tous ses secteurs. La décision du 27 septembre 1919, portant sur le plébiscite, avait délimité les territoires litigieux entre les deux Etats et les décisions postérieures avaient pour but de partager ces territoires. La décision du 28 juillet, prise en exécution de la décision du 11 juillet, avait établi définitivement la frontière dans tous les secteurs. Cette délimitation définitive résultait : 1° de la nature de la décision du 28 juillet qui présentait des analogies avec l'arbitrage ; 2° de ses effets (la reconnaissance de la souveraineté des deux Etats, la fixation du délai pour l'option et pour l'occupation des territoires) ; 3° des cartes annexées à la décision ; 4° de l'ordonnance de la Sous-

commission de l'Orava et du Spis. La note du 13 novembre 1922 ne pouvait prévaloir contre les termes clairs de la décision du 28 juillet ; la Conférence des Ambassadeurs ne pouvait pas d'ailleurs modifier ni interpréter la décision du 28 juillet sans le consentement des parties intéressées. D'ailleurs sa composition avait changé depuis le 28 juillet 1920. La Cour avait reconnu à l'ancienne frontière austro-hongroise le caractère d'une frontière internationale et par conséquent les secteurs 1 et 3 de la frontière en Spis ne pouvaient être sujets à des modifications. Jusqu'ici donc, la Cour avait partagé l'opinion du gouvernement tchécoslovaque.

Mais elle était d'avis, conformément à la thèse polonaise, que le secteur 2, défini topographiquement par la décision du 28 juillet restait soumis, même après la décision du 2 décembre 1921, à la possibilité de subir les modifications qu'apporterait la Commission de Délimitation. La décision du 2 décembre ne pouvait être interprétée comme privant la Commission, dans le secteur 2, du droit de proposition ; car : 1° le document du 5 juillet n'était pas une proposition mais l'expression de l'opinion des commissaires alliés ; 2° le terme « abornement » comprenait toute l'opération sur le terrain, y compris le tracé préalable d'une ligne en tenant compte des intérêts de voisinage. Du reste le pouvoir, qu'avait la Commission de faire des propositions n'était limitée ni quant au temps, ni quant au nombre ; il était limité seulement quant au fond ; les propositions devaient être justifiées par les intérêts de voisinage et ne devaient pas abandonner totalement la ligne du 28 juillet.

La Cour avait décidé, contrairement à la thèse polonaise, que les modifications de frontière dans la Silésie et en Orava étaient définitives et obligatoires. Cela résultait : 1° du fait qu'elles avaient été reconnues comme utiles au point de vue des intérêts locaux ; 2° qu'elles avaient été proposées par la Commission de Délimitation et avaient reçu l'approbation de la Conférence des Ambassadeurs inconditionnelle et définitive. Le nouveau tracé avait été aborné au cours de la même année. La déclaration polonaise faite lors du vote de la modification en Orava n'avait pas le caractère d'une condition résolutive, elle était une simple

expectative et d'ailleurs elle avait été faite après le vote de la proposition. L'accord du 6 novembre, de l'avis de la Cour ne signifiait pas que la Tchécoslovaquie considérât que le tracé de la frontière n'était pas réglé.

§ 6

**Affaire Javorina
devant le Conseil de la Société des Nations
et la fixation de la frontière définitive**

Le Conseil de la Société des Nations prit connaissance de l'avis de la Cour, le 13 décembre 1923, lors de sa 27^e session tenue à Paris. Alors se posa pour lui la question suivante : quelle était la limite des pouvoirs de modifications reconnus à la Commission de Délimitation. Les représentants des deux Etats intéressés au sein de la Société des Nations, MM. Skirmunt et Benes tombèrent d'accord, en consentant que cette question ne serait pas posée d'une manière abstraite, mais par rapport à la proposition de la Commission de Délimitation du 25 septembre 1922, c'est-à-dire en établissant si cette proposition était ou n'était pas conforme aux conditions prescrites par la décision du 28 juillet, interprétées selon l'avis de la Cour Permanente. Le 17 décembre, à la suite d'une discussion, au cours de laquelle M. Skirmunt, représentant de la Pologne, démontrait la conformité de cette proposition, M. Benes le contraire, le Conseil adopta l'avis de la Cour Permanente et déclara qu'il trouvait que la proposition de la Commission de Délimitation du 25 septembre n'était pas conforme aux conditions prescrites par l'article 2 de la décision du 28 juillet, interprétée selon l'avis de la Cour. Car, contrairement à l'avis de la Cour, la frontière proposée par la Commission, le 25 septembre, se substituait au secteur 1, formé par l'ancienne frontière austro-hongroise ; la frontière proposée, longue de 46 km., ne coïncidait avec le secteur 2, long de 17 km, que sur un espace de 5 km., la direction du secteur 2 allait de l'ouest à l'est, celle de la

nouvelle ligne du sud au nord. En conséquence, le Conseil pria la Conférence des Ambassadeurs d'inviter la Commission de Délimitation à fournir de nouvelles propositions conformes, cette fois, à l'avis de la Cour Permanente et aux résultats des délibérations du Conseil.

La Commission de Délimitation vota, le 11 février 1924, une nouvelle ligne, qui suivait le secteur 2 de la frontière du 28 juillet sauf sur certains points, où de petites modifications furent apportées pour qu'il soit tenu compte des limites cadastrales des communes limitrophes. La nouvelle ligne à partir du confluent de la Bialka et du torrent du Javorovy suivait le cours de ce dernier, puis la limite entre les terres des habitants de Jurgow et celles du domaine Javorina, ensuite les limites cadastrales entre les communes polonaises (Jurgow, Rzepisko, Lapsianka, Lapsy inf., Kacwin, Niedzica) et les communes tchécoslovaques (Osturna, Mala-Frankova, Stara-Ves, Kalenberg). La Pologne obtint donc une rectification de frontière du côté de Jurgow, rectification qui lui accordait les terres des habitants de ces villages, attribuées par la décision du 28 juillet à la Tchécoslovaquie. En même temps la Commission de Délimitation, estimant que les raisons économiques qui lui avaient inspiré le projet du 25 septembre 1922 avaient gardé leur valeur, et comme elle ne pouvait pas y satisfaire en proposant des modifications plus importantes à la ligne du 28 juillet, puisqu'elle était limitée par la résolution du Conseil de la Société des Nations, proposa de dresser des protocoles, qui auraient ménagé ses intérêts économiques et auraient facilité entre les villages du Spis, attribués à la Pologne et ceux réunis à la Tchécoslovaquie, les communications que gênait la ligne du 28 juillet.

Le 12 mars 1924, le Conseil, lors de sa 28^e session tenue à Genève, recommanda comme frontière en Spis la ligne proposée par la Commission de Délimitation et décida que les protocoles, rédigés dans des termes les plus favorables possibles aux intérêts de la population des villages limitrophes fussent joints comme partie intégrante à la décision fixant définitivement la frontière en Spis. Le 5 septembre 1924, la Conférence des Ambassadeurs décida que la frontière en Spis suivrait la ligne proposée par le

Conseil et que le protocole qui avait été signé par les commissaires polonais et tchécoslovaques le 6 mai 1922, à Cracovie, ferait partie intégrante de la frontière.

En ce qui concerna la partie de la frontière conforme à l'ancienne frontière austro-hongroise, la Commission de Délimitation dut s'en tenir seulement à l'abornement de cette frontière.

Avant d'être saisi de l'affaire Javorina, le Conseil de la Société des Nations avait plusieurs fois eu l'occasion de se prononcer sur les questions concernant le tracé des frontières. C'est ainsi qu'il avait recommandé, le 12 octobre 1921, le tracé de la frontière germano-polonaise en Haute Silésie. Il avait été également saisi des différends concernant les frontières entre les Etats cessionnaires de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, à savoir : 1° du conflit entre l'Autriche et la Hongrie, relatif au tracé de la frontière dans le Burgenland (décision du 19 septembre 1922) ; 2° de celui entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie, visant le tracé de la frontière au nord de la ville de Salgotarjan (la décision du 23 avril 1923) ; 3° de celui entre la Hongrie et la Yougoslavie, concernant la frontière dans la région du Mur. C'est seulement dans ce dernier cas que le Conseil n'avait pas pu recommander une solution, car les deux Etats n'étaient pas disposés à accepter son arbitrage. Dans tous les autres cas, le Conseil de la Société des Nations, en recommandant le tracé des frontières avait décidé que des conventions ou des protocoles devaient assurer les intérêts des deux parties des territoires, qui avaient été divisés par une nouvelle frontière.

§ 7.

Le Protocole de Cracovie

Le protocole de Cracovie fut signé le 6 mai 1925 et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1926 (1). Il comprend deux annexes accordant des facilités aux territoires du Spis coupé par la nouvelle frontière.

(1) *Journal des Lois polonais*, A. 1925. N. 133.

Journal des Lois tchécoslovaque, A. 1925. pos. 274.

L'annexe A s'applique en général à la zone frontière de 15 kilomètres, située des deux côtés de la frontière topographique décrite dans la décision du 28 juillet (le secteur 2), sauf exceptions prévues en faveur des habitants des villages de Sromowce et de Jurgow et pour les habitants se rendant à certains marchés. La zone de 15 kilomètres englobe tout le territoire plébiscitaire en Spis (sauf la commune de Folvark) ainsi que les communes tchécoslovaques de Zdiar et de Lendak, Vyborna, Krig. Il est prévu que les prescriptions du protocole ne portent pas atteinte aux prescriptions concernant le commerce extérieur et le prélèvement des taxes statistiques. Les habitants de la zone frontière ci-dessus ne sont pas exclus des facilités plus grandes dans le trafic frontière, qui pourraient être accordées par les conventions concernant toute la frontière entre les deux Etats. En fait la convention du 30 mai 1925 contient certaines dispositions ne se trouvant pas dans le protocole. Au cas où des abus seraient constatés dans l'emploi des facilités accordées par le protocole, les autorités de douane peuvent prendre les mesures préventives pour rendre ces abus impossibles. La Direction des Douanes de Leopold et celle de Bratislava peuvent s'entendre directement dans les questions de leur ressort. Elles doivent prendre des prescriptions pour uniformiser l'horaire de service des bureaux de douane situés sur la même route. Au cas où le protocole permet de franchir la frontière par des chemins vicinaux, il est prévu que les prescriptions relatives à ce passage doivent être observées.

Les dispositions du protocole peuvent être divisées de la façon suivante : celles qui visent les facilités accordées aux habitants de la zone frontière ; 2° celles qui concernent le domaine de Javorina ; 3° celles qui ont rapport au tourisme dans la région des Tatras ; 4° certaines dispositions particulières.

1° Dispositions visant les habitants de la zone frontière

Les Etats se sont engagés à reconnaître comme routes douanières, en dehors de la route existante (Jurgow-Podspady) : 1° pour les habitants de la Pologne, la route Lysa-Polana, Podspady ; 2° pour les habitants de la

Tchécoslovaquie, la route qui réunit par le territoire polonais trois villages tchécoslovaques (Osturna, Velka-Frankova, Mala-Frankova) avec la ville Stara-Ves ; toutefois cette route est reconnue comme route douanière seulement jusqu'à ce que soit construite une autre route, qui unira directement les trois villages avec le reste de la Tchécoslovaquie. Ces deux routes doivent être conservées et entretenues de manière à correspondre à l'état des chaussées de second ordre. La circulation sur la première route ci-dessus et le transit sur la seconde sont exempts des droits et de taxes, sauf les taxes de statistique. L'autorisation pour le transit ou la circulation est seulement demandée dans le cas où elle est exigible pour des raisons de sécurité de l'Etat, ou de sûreté publique, ou de sauvegarde de la santé des hommes, des animaux et des plantes, ou bien lorsqu'il s'agit de marchandises qui sont ou seront l'objet d'un monopole d'Etat. Pour franchir la frontière par les routes, que ce soit en automobile, à motocyclette ou à bicyclette, il faut observer les règlements des deux Etats concernant le passage de ces voitures par la frontière d'Etat. En général il faut déposer une caution équivalente au droit de douane sur la voiture, ou bien il faut produire des triptyques délivrés par les associations d'automobiles. Ces voitures doivent traverser la frontière par des routes douanières (Règlement polonais du 31 décembre 1921 et règlement tchécoslovaque du 12 avril 1922, modifié le 2 août 1924). En général les garanties du recouvrement du droit de douane ne sont pas exigées des habitants de la zone frontière par la douane du pays par lequel le transit s'opère. Néanmoins les autres prescriptions visant la garantie du recouvrement de droits de douane doivent être observées. Les douanes des deux Etats doivent s'entendre pour uniformiser ces prescriptions.

Les propriétaires des terrains, coupés par la frontière, ou situés dans la zone frontière de l'autre Etat peuvent cultiver librement leurs terres ; à cette fin, ils sont autorisés à transporter à pied ou en voiture les outils agricoles et les machines nécessaires, ainsi qu'à conduire le bétail au pâturage, transporter la semence du blé, les produits agricoles, les animaux, le sable, les pierres provenant de leurs terrains. Les terres situées à Slovenska-Ves

et qui appartenait en 1923 aux habitants de Jurgow, sont assimilées à celles situées dans la zone frontrière. En principe les habitants, qui vont cultiver leurs terres, doivent franchir la frontière par les routes douanières, mais lorsque les circonstances et les travaux entrepris interviennent, ils peuvent traverser la frontière par des chemins vicinaux ; dans ce cas-là, ils doivent observer les formalités douanières qui s'appliquent à ce passage et revenir le même jour. Exceptionnellement, lorsque le genre de travail qu'ils accomplissent les oblige à rester plus longtemps, ils sont autorisés à revenir plus tard (pas plus tard cependant que le 6^e jour après leur sortie). Dans ce cas les voitures, les attelages, les machines et les outils doivent être enregistrés à la douane et pour les machines agricoles le dépôt d'une caution est exigé.

Aucune difficulté n'est apportée aux ouvriers agricoles et forestiers ainsi qu'aux artisans domiciliés à Jurgow, Rzepisko, Czarna-Gora, qui, pour gagner leur pain à Javorina, franchissent la frontière. Ces personnes peuvent même transporter leur voiture et leur attelage, et dans ce cas ils bénéficient du dédouanement conditionnel, la caution en douane étant donnée par l'entrepreneur. De même les habitants de Sromowce peuvent franchir la frontière pour s'embaucher pour les travaux agricoles à Osturna, Velka-Frankova et Mala-Frankova. Les habitants de ces cinq villages peuvent franchir la frontière, même par des chemins vicinaux, s'ils sont embauchés d'une manière stable à l'étranger et s'ils reviennent au plus tard le 6^e jour de la date de leur sortie. Dans ce cas ils peuvent emporter les outils nécessaires, leur gain en nature, ou en argent, sans avoir besoin d'acquitter les droits de douane. S'ils transportent ces objets en voiture, ou s'ils portent des objets d'un usage personnel, comme vêtements, chaussures, qu'ils ont reçu à titre de rétribution, ils sont astreints à franchir la frontière par les routes douanières et à produire un certificat en faisant foi et délivré par l'entrepreneur. La nourriture destinée pour ces ouvriers et préparée dans leur maison peut être transportée par la frontière sans aucun droit de douane.

Le protocole permet aux habitants de la zone frontrière de

transporter sans aucun droit, d'un côté de la zone frontière dans l'autre, les objets destinés à leurs propres besoins, qui doivent être transformés, travaillés ou réparés dans la zone frontière de l'autre Etat. Cette disposition concerne avant tout les produits provenant de leurs exploitations (blé, chanvre, bois, etc...). Ces objets, après avoir été transformés, travaillés ou réparés, doivent repasser la frontière et correspondre en quantité et en poids à la quantité et au poids de la matière première. Cependant il est expressément prévu que cette facilité concerne seulement les produits destinés à satisfaire les besoins des exploitations situées dans la zone frontière.

Les deux Etats se sont engagés à ne pas empêcher les habitants de la zone frontière d'exploiter les pâturages situés dans la zone frontière de l'autre Etat, dans les limites et aux conditions qui s'y appliquaient jusqu'ici. Il n'est pas tenu compte de l'interruption intervenue à quelque titre que ce soit pendant les derniers temps dans cette exploitation. L'exploitation des pâturages ne doit pas entraver l'administration forestière et particulièrement elle ne doit pas nuire au maintien des forêts de protection. Les deux Etats sont tenus de donner leur concours à la sauvegarde des intérêts économiques des usufruitiers actuels des pâturages et notamment ils doivent aider à la liquidation à l'amiable des litiges éventuels qui peuvent naître entre les usufruitiers des pâturages et le propriétaire du terrain et qui portent sur le pâturage, ses conditions et son prix, ou sur toute autre question s'y attachant. Le prix du pâturage doit être établi selon les mêmes principes dans les deux Etats et doit tenir compte de l'ensemble des rapports économiques. L'Etat sur le territoire duquel se trouve le pâturage ne peut pas mettre d'obstacles à l'exploitation libre des produits naturels (foin par exemple) que les usufruitiers des pâturages ont reçu du propriétaire du pâturage à titre de rémunération. Il est permis d'exporter des produits, même par les chemins vicinaux, à condition qu'un certificat du propriétaire du pâturage soit produit.

Les habitants de la zone frontière sont autorisés à conduire le bétail en pâturage d'un pays dans l'autre sans acquitter les droits de douane. Lors de son retour, l'identité du bétail est cons-

tatée par vérification d'une liste, dressée au moment du départ. Sont également exemptés du droit de douane : 1° les produits provenant du bétail conduit au pâturage y compris le jeune bétail, dans une proportion correspondante au nombre du bétail conduit et à la durée du pâturage ; 2° le sel, la farine et le pain, destinés à satisfaire les besoins des propriétaires du bétail surveillant leurs animaux pendant le temps du pâturage. Ce sont les autorités douanières, qui établissent la quantité des produits nécessaires à la satisfaction des besoins ci-dessus énoncés.

Pour éviter la contamination des bêtes de la zone frontière, des prescriptions vétérinaires s'appliquent au bétail mené au pâturage d'un Etat dans l'autre. Tout d'abord, chaque animal doit porter une marque (boucliers ou tatouage par exemple) qui permet de constater son identité. Les animaux sont munis de passeports individuels ou collectifs. Avant d'être conduits au pâturage, les animaux sont consignés. Les consignations sont faites en 4 exemplaires, dont un est destiné au vétérinaire du district dans lequel le pâturage est situé, le second à la mairie de la commune de provenance du bétail, les deux derniers exemplaires sont déposés aux bureaux de douane des 2 Etats. Le vétérinaire d'Etat certifie dans les passeports, que le département de provenance n'est pas atteint de peste bovine, que dans le district de provenance ou les districts qui l'avoisinent la pleuropneumonie contagieuse ne sévit pas et que la commune n'a pas la fièvre aphteuse. Cette distinction tient compte de la plus ou moins grande facilité de contagion que présentent ces maladies. Les passeports du troupeau sont déposés à la mairie de la commune sur le terrain de laquelle se trouve le pâturage. Les animaux avant d'être conduits au pâturage, ainsi qu'avant leur retour à la maison, sont examinés par le vétérinaire du district sur le territoire duquel le bétail doit être conduit. Au moment de franchir la frontière les animaux ne sont pas examinés à nouveau. Le lieu d'où revient le bétail ne doit pas être atteint de fièvre aphteuse et les animaux ne peuvent pas emprunter les routes menacées par l'épizootie. Les animaux qui traversent la frontière pour pâturer pendant une journée seulement ou bien pour effectuer des travaux, peuvent franchir la frontière sans que le certificat de santé soit produit.

Cependant lorsqu'une épizootie a éclaté, les facilités pour la conduite du bétail par la frontière sont suspendues. Les clauses visant le pâturage du bétail ont grande importance, surtout pour les habitants de certains villages du Spis polonais, qui ont des pâturages sur le territoire de Javorina.

Il est prévu que les personnes physiques et morales de la zone frontière d'un Etat, qui sont propriétaires de forêts situées dans la zone frontière de l'autre Etat, peuvent couper du bois dans ces forêts et le transporter par la frontière, tout en observant les prescriptions en usage, dont la plus importante concerne la limitation du déboisement. Le transport du bois et des jeunes plantes tchécoslovaques est permis à travers le territoire polonais par 3 routes au nord de Podspady. Les habitants de la zone frontière d'un Etat peuvent acheter dans la zone frontière de l'autre Etat et transporter par la frontière sans aucun droit de douane du bois de chauffage, du « bois » tendre, non travaillé de 24 cm. d'épaisseur. Si les ouvriers polonais reçoivent de l'administration du domaine de Javorina leur rétribution en bois non travaillé dépassant 24 cm. d'épaisseur, ils doivent obtenir de l'autorité douanière tchécoslovaque la permission d'exporter ce bois. Les demandes, établies à cette fin, doivent recevoir une suite dans un délai le plus court possible. Les habitants, domiciliés dans la zone frontière polonaise peuvent acheter dans la zone tchécoslovaque les objets en bois tendre, qui sont destinés à leurs propres besoins. Ces objets sont exempts de droits de douane et de toutes taxes. L'importance des besoins est établie par le bureau de douane tchèque d'accord avec l'autorité douanière polonaise.

L'exploitation et l'état des forêts situées sur le territoire de Javorina sont maintenus selon la loi tchécoslovaque forestière en vigueur en 1925. Au cas où les prescriptions concernant l'exploitation des forêts de Javorina auraient été changées, les deux Etats sont tenus de s'entendre sur le mode suivant lequel on assurera aux habitants de Jurgow, Rzepisko, Czarna-Gora, Tryps, le bois de chauffage et de construction nécessaire pour leurs besoins. Avant la guerre, selon une vieille coutume, des arrangements entre le propriétaire de Javorina et les communes ci-

dessus mentionnées satisfaisaient à ces besoins. Si une partie du domaine de Javorina est transformé en parc naturel national, les habitants des 4 communes ci-dessus seront tenus de s'adapter aux limitations qui pourront en résulter ; dans ces cas les deux Etats devront leur assurer le minimum nécessaire de bois de construction ou de chauffage, ainsi que le fourrage.

En ce qui concerne la paroisse de Jurgow, les Etats sont tombés d'accord pour reconnaître que les droits et les devoirs des paroissiens, habitant Javorina resteraient intacts tant que les autorités administratives et ecclésiastiques n'apporteraient pas de modifications à la circonscription de la paroisse. Les droits et les devoirs du bienfaiteur à l'égard de l'église de Jurgow, fondés sur la loi et l'acte de fondation et notamment l'obligation de conserver les bâtiments de l'église et l'obligation de fournir des prestations pour le curé sont restés en vigueur. Il est prévu que le curé de Jurgow et ses auxiliaires dans l'accomplissement de ses fonctions ecclésiastiques, ainsi que les paroissiens de Jurgow, habitant Javorina dans la satisfaction de leurs besoins religieux, ne rencontreront aucun obstacle de la part des autorités des deux Etats. Le transport des produits naturels que le curé reçoit du bienfaiteur à titre de prestation est libre. S'il est accompli sans voiture, il peut être fait par des chemins vicinaux. Toutefois il faut posséder un certificat de bienfaiteur.

Pour pouvoir franchir la frontière, les habitants, domiciliés dans les communes de la zone frontière, obtiennent des laissez-passer valables pour un an. Ces laissez-passer autorisent à franchir la frontière et à séjourner dans la zone frontière de l'Etat voisin pendant 6 jours ; lorsqu'il s'agit des travaux de saison dans les champs, forêts, ou lorsqu'il s'agit de faire pâturer le bétail, le séjour peut être prolongé jusqu'à la fin de ces travaux, s'il s'agit de travaux durables, il est permis de séjourner jusqu'au bout de la validité de ce laissez-passer. Les ressortissants d'un Etat qui désirent séjourner dans la zone frontière de l'autre Etat plus longtemps que 6 jours sont tenus de se présenter aux bureaux de douane de l'autre Etat. Les laissez-passer sont délivrés aux personnes que des rapports économiques, des rapports de famille ou de métier, ou les pratiques religieuses, ou toute au-

tre raison obligent à franchir la frontière. Toutefois les autorités des deux Etats peuvent retirer le laissez-passer lorsque la raison pour laquelle il a été donné a disparu ; dans ce cas l'autorité qui a délivré le laissez-passer doit donner son consentement. Les laissez-passer sont délivrés par les autorités du district dans la langue officielle et à titre gratuit. Ils doivent contenir la description de la personne, la désignation de son métier et la raison de délivrance du laissez-passer ; la photographie et le visa ne sont pas exigés. Chaque Etat procède au contrôle des laissez-passer selon les prescriptions établies par lui. Les autorités administratives correspondent directement dans les questions concernant les laissez-passer. Les laissez-passer sont délivrés également : 1° aux habitants de Jurgow, propriétaires de terres à Slovenska-Ves ; 2° aux habitants de Sromowce qui veulent s'embaucher dans certaines communes tchécoslovaques ; 3° aux habitants de la zone frontière, qui se rendent aux marchés ou ont des intérêts économiques à Kezmarok, Spisska-Bela, Podolinec en Tchécoslovaquie et à Nowy-Targ et Kroscienko en Pologne.

Certaines catégories de personnes, pour accomplir leur métier ou leur ministère, peuvent franchir la frontière sans être munies de laissez-passer et même par les routes vicinales et à toute heure de jour et de nuit. Ces personnes peuvent emporter les outils et les objets nécessaires pour l'accomplissement de leur ministère ou de leur métier. Ce sont : 1° le curé et ses auxiliaires lorsqu'ils accomplissent les fonctions du culte ; 2° les sapeurs-pompiers qui se rendent à l'incendie ; 3° les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes qui ont reçu la permission d'exercer leur profession dans la zone frontière de l'autre Etat. Les personnes appartenant à cette dernière catégorie et qui sont domiciliées dans la zone frontière, peuvent exercer leur profession dans la zone frontière voisine, sur la base des permissions spéciales, délivrées par les autorités administratives. Elles doivent observer les prescriptions en vigueur dans les deux Etats. Les médicaments, préparés dans les pharmacies de la zone frontière, peuvent être transportés par la frontière sans droit de douane, à condition qu'ils soient en petite quantité et qu'ils soient destinés aux besoins des malades. Ces médicaments doivent être

préparés selon l'ordonnance du médecin autorisé à exercer sa profession sur le territoire des deux Etats.

2° Les prescriptions visant le domaine de Javorina

Il est prévu que l'exportation du bois des forêts de Javorina dans la Pologne, en dehors de la zone frontière, ne peut pas être empêchée par les formalités de douane, ni les taxes autres que celles qui s'appliquent aux autres secteurs de la frontière polono-tchécoslovaque.

Les gardes forestiers et les gardes de chasse du domaine de Javorina ont toute facilité pour franchir la frontière lorsque leur passage est indispensable à la surveillance des forêts et les chasses réservées appartenant au domaine et situées en Pologne ou en Tchécoslovaquie. Au besoin toute assistance dans l'accomplissement de leur service leur est accordée de la part des autorités des deux Etats. Le propriétaire du domaine de Javorina peut exporter en Tchécoslovaquie sans aucune difficulté le gibier et les trophées de chasse provenant des chasses réservées dans la zone frontière polonaise. Il peut également faire importer de la Tchécoslovaquie la nourriture du gibier. Le transport de ces objets est possible seulement par les routes douanières. Aussi longtemps que la chasse faite dans les chasses gardées, situées dans la zone frontière polonaise et appartenant au domaine de Javorina sera effectuée sur la base de la ferme de ces chasses, les chasseurs, en poursuivant le gibier, pourront franchir la frontière dans n'importe quel endroit.

Le propriétaire du domaine de Javorina peut exercer ses droits de riverain (les droits de pêche et d'eau) sur la rivière frontière de la Bialka et ses affluents en amont du moulin à Tryps, sans aucune difficulté de la part de la Pologne. Il peut également transporter les poissons et les frais des bassins d'eau situés en Tchécoslovaquie.

3° Clauses particulières

Les deux Etats ont décidé que les prescriptions visant la protection des poissons doivent être observées strictement des deux

côtés de la frontière : sont interdits notamment tout engin de pêche autre que l'hameçon ou le filet pour la pêche des poissons nobles, comme le saumon et la truite. Les habitants, propriétaires du droit de pêche sur une rive, doivent informer ceux de l'autre rive, du jour et de l'heure de la pêche au filet. Les deux Etats se sont engagés à ne pas apporter d'entraves à l'exploitation de la force hydraulique sur la rivière de la Bialka, en amont de l'embouchure du Javorovy.

Les projets d'exploitation de la force hydraulique doivent tenir compte des intérêts de l'autre pays et doivent être rendus conformes aux lois des deux Etats par l'entente des autorités compétentes. Cette disposition s'applique particulièrement au vannage et à la construction des écluses. En outre, la Tchécoslovaquie s'est engagée à ne pas entraver la construction des installations techniques sur la Bialka en aval de l'embouchure du Javorovy (c'est-à-dire en Pologne), au cas même où ces installations auraient entraîné une élévation du niveau d'eau dans les cours supérieurs de la Bialka et du Javorovy, situés en Tchécoslovaquie. Toutefois les intérêts tchécoslovaques doivent être ménagés.

Au cas où la Pologne déciderait la construction de la voie ferrée Nowy-Targ, Jurgow, la Tchécoslovaquie consentirait à ne pas s'opposer à la prolongation de cette voie jusqu'à Podspady ; toutefois la partie du projet concernant le territoire tchécoslovaque doit répondre aux conditions légales tchécoslovaques, requises pour les constructions de voies de même espèce. La partie du projet polonais visant le territoire tchécoslovaque doit être soumise à la procédure prescrite par les lois et les règlements tchécoslovaques. La Pologne agira de la même façon à l'égard des projets analogues tchécoslovaques.

4° **Clauses concernant le tourisme**

Les personnes, domiciliées dans la saison d'été ou d'hiver dans l'une des stations climatiques des Tatras, peuvent franchir la frontière et séjourner dans les stations climatiques de l'autre Etat, situées dans la région des Tatras. Ces personnes re-

çoivent des laissez-passer dits des Tatras, valables pour 3 mois ; les personnes qui passent par ces localités sans s'y établir, obtiennent des laissez-passer valables pour 6 jours. Certaines catégories de touristes sont exemptées de produire ces laissez-passer : 1° les ressortissants d'un Etat qui possèdent un passeport visé par le consulat de l'autre Etat ; 2° les étrangers porteurs de passeport visé par le consulat de l'Etat où ils séjournent ; 3° les membres de certaines associations touristiques établies en Pologne ou en Tchécoslovaquie, porteurs de cartes de membre adhérent, valables pour l'année et visées par l'autorité compétente. Les laissez-passer sont délivrés au prix de revient. Le visa des cartes de membre adhérent des associations touristiques doit être donné gratuitement par l'autorité administrative du district, où est située la localité climatérique ou bien où se trouve le siège social des associations en question. Cette autorité peut déléguer son pouvoir. Les personnes ci-dessus sont autorisées à franchir la frontière dans la zone des Tatras même par les sentiers touristiques. Elles peuvent transporter en toute liberté du linge, des vêtements, de la nourriture, des médicaments, des outils de tourisme ou pour le sport de ski, destinés à leurs propres besoins. Elles peuvent transporter une certaine quantité de tabac, admise pour le trafic des voyageurs.

La zone touristique des Tatras a été délimitée par les voies ferrées : Nowy-Targ, Kralovany, Poprad, Podolinec et les routes, Podolinec, Lubovna, Szczawnica, Kroscienko, Nowy Targ. Les Tatras, les Pienines et la Spisska-Magura sont situées dans cette zone.

Les deux Etats se sont promis un appui réciproque dans l'établissement et la désignation des sentiers et des pistes touristiques, conduisant d'un pays à l'autre. Les guides de montagnes et les membres des associations de secours reçoivent des laissez-passer spéciaux valables pour une année. Ces personnes bénéficient des facilités accordées aux habitants de la zone frontière. En outre elles peuvent aller dans les localités de l'autre Etat, situées en dehors de la zone frontière, mais dans la région des Tatras ; elles peuvent emporter les objets nécessaires à l'accomplissement de leur métier.

Les deux Etats se sont engagés mutuellement à accorder leur appui bienveillant aux entreprises des deux Etats qui établiraient dans la zone frontière de l'autre Etat une station climatérique à condition que l'entrepreneur et les propriétaires du sol ainsi que leurs voisins soient d'accord. Cette clause est importante pour la Pologne qui possède 1/6 des Tatras et qui peut de cette façon établir une station climatérique à Javorina.

L'annexe B prévoit la conclusion d'une convention, qui comprendra les questions relatives à la frontière suivant le Dunajec et notamment : 1° la régularisation de la rivière et le placement de la frontière sur son cours ; 2° les facilités pour traverser la rivière ; 3° la construction de ponts ou de prames entre les deux rives et leur réunion aux chaussées ; 4° l'usage par les habitants des communes polonaises et les touristes de la route située sur la rive tchécoslovaque ; 5° la réglementation des questions de pêche et d'élevage des poissons ; 6° une réglementation en ce qui concerne les droits et les devoirs des deux Etats, résultant de l'accord, passé en 1886 par l'Académie des Sciences de Cracovie et l'Evêché greco-catholique de Presov. Cette convention aura une importance très grande pour les touristes visitant les Pienines et Szczawnica (station balnéaire polonaise), ainsi que pour les habitants de Sromowce.

De cette façon le différend entre la Pologne et la Tchécoslovaquie relatif à la frontière en Spis fut réglé. La Pologne, bien qu'elle n'eut pas reçu le territoire de Javorina, avait cependant obtenu par le protocole la reconnaissance de ses intérêts particuliers sur ce territoire. Le protocole est partie intégrante de la délimitation de la frontière et par conséquent il ne peut être facilement modifié ni supprimé. Après le règlement de l'affaire Javorina une détente et l'apaisement des animosités se produisirent dans les relations polono-tchécoslovaques.

Le 13 juillet 1925, la Diète Polonaise procéda à la ratification de plusieurs des conventions conclues avec la Tchécoslovaquie. Au cours des années qui suivirent on put constater un rapprochement de plus en plus grand entre les deux Etats slaves.

CHAPITRE X

Lois intérieures concernant la protection des frontières d'Etat

Bibliographie : N^{os} 128, 135.

Les deux Etats sont tenus, en vertu de l'art. 33 des Traités de paix de faire respecter les repères trigonométriques, signaux, poteaux ou bornes frontières. La loi polonaise sur les frontières prévoit contre les personnes, qui ont endommagé ou déplacé les bornes frontières, des peines allant jusqu'à 6 semaines d'arrêt et 8.500 francs d'amende. Ces peines sont prononcées par l'autorité administrative du district, sauf recours devant le tribunal d'appel. En Tchécoslovaquie, la loi du 30 juillet 1921 sur la protection des signaux et des bornes frontières édicte plusieurs peines qui vont de 3 jours à 1 an de prison et de 25 à 25.000 francs français d'amende, suivant que l'auteur du délit l'ait commis volontairement, involontairement ou par négligence. Tout acte qui apporterait un changement à la rive du cours d'eau frontière sans permission des autorités compétentes est assimilé, en ce qui concerne la peine, à l'endommagement des bornes frontières. Les propriétaires des terres, situées dans le voisinage de la frontière ne peuvent pas empêcher : 1° l'accès de la frontière aux autorités chargées de la garde de cette frontière ; 2° l'accomplissement sur leurs terres d'actes tendant à la fixation ou à la surveillance de la frontière. En Pologne les propriétaires peuvent, dans un délai d'une année réclamer des dommages-intérêts pour les préjudices causés par les autorités dans l'accomplissement de leurs fonctions. En Tchécoslovaquie ils ne peuvent pas en principe réclamer de dommages-intérêts. En Pologne, les

autorités compétentes peuvent ordonner à la charge du propriétaire le déboisement total de la zone allant jusqu'à 1 km. de la ligne frontière. En Tchécoslovaquie les propriétaires sont tenus de dégager la forêt dans une zone s'étendant à 1 m. de la frontière. La zone déboisée doit rester déboisée. Les propriétaires des rives des bassins d'eau (étangs, lacs et rivières), formant la frontière, sont tenus de déboiser une zone s'étendant à 2 m. de la rive, lorsqu'ils sont requis par le commissaire tchécoslovaque auprès de la Commission de Délimitation ou bien par l'autorité du district.

Le territoire avoisinant la frontière en Pologne se divise en 3 zones :

1° La zone de la route frontière s'étendant à 15 m. le long de la ligne frontière ou de la rive polonaise d'un bassin d'eau formant la frontière. Il est défendu aux propriétaires d'user cette zone d'une manière qui pourrait empêcher l'accomplissement de travaux ou d'actes ayant pour but l'entretien et la surveillance de la frontière. L'Etat peut exproprier cette zone frontière suivant les prescriptions concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique.

2° La zone limitrophe à la ligne frontière s'étendant sur une distance de 2 à 6 km. le long de la frontière. La largeur de cette zone est déterminée par les autorités départementales d'accord avec les autorités douanières et militaires. Les limites de cette zone du côté de la Pologne sont marquées par des signes spéciaux. Le Ministre de l'Intérieur peut limiter dans cette zone la circulation et le séjour des personnes qui n'y habitent pas ; notamment ces personnes peuvent être soumises à l'obligation de posséder des autorisations spéciales pour pouvoir séjourner dans cette zone. Toutefois sont exclus de la nécessité de posséder de pareilles autorisations : 1° les ressortissants polonais possédant des terres dans cette zone, ou y domiciliés depuis 6 mois, ainsi que les membres de leur famille vivant avec eux ; 2° les fonctionnaires d'Etat, les militaires, ainsi que les fonctionnaires des unités autonomes dont le séjour dans la zone est nécessité par l'accomplissement de leurs fonctions publiques ; 3° les familles

des fonctionnaires d'Etat habitant la zone frontière ; 4° les personnes munies de passeport ou de laissez-passer.

Pour pouvoir construire des bâtiments dans cette zone, il faut obtenir une permission spéciale de l'autorité du district. La construction et l'exécution de travaux, l'usage de l'eau ou des rives des bassins formant la frontière, qui pourraient entraîner un changement dans l'état actuel des eaux, est subordonné à l'autorisation du préfet, donnée d'accord avec le commandant du corps d'armée et le commandant supérieur des douanes. Les bâtiments et les terres situés dans cette zone peuvent être expropriés par l'Etat, si cela est nécessaire à la protection de la frontière.

3° La zone frontière, large de 30 km., englobe en principe les districts limitrophes et les communes des autres districts, dont le territoire se trouve à une distance de 30 km. de la frontière. L'autorité administrative du district, pour une période pouvant aller jusqu'à 3 ans, peut interdire le séjour dans cette zone aux personnes condamnées pour complot contre la sûreté de l'Etat, pour contrebande ou pour infraction à la loi sur les frontières d'Etat. Cette interdiction va jusqu'à 10 ans pour les personnes condamnées pour espionnage. Dans cette zone les étrangers, les personnes morales étrangères et les personnes morales nationales, dont l'administration est étrangère ou dont la majorité du capital est aussi étranger, sont soumis à certaines restrictions. Ils doivent obtenir du Conseil des Ministres l'autorisation de posséder, d'acheter des immeubles situés dans cette zone ou d'en hériter. En outre, le préfet, pour la sécurité de l'Etat ou dans l'intérêt de l'ordre public, peut défendre aux particuliers de nationalité étrangère la possession ou l'exploitation d'immeubles, l'exploitation industrielle ou commerciale, la direction de travaux et d'entreprises.

En Tchécoslovaquie la loi du 14 juillet 1927 sur les droits de douane, prévoit une zone frontière qui ne doit pas, en principe, dépasser 10 km. de largeur. Cependant elle peut être élargie par des conventions avec les Etats voisins. Selon la loi du 30 juin 1921, la limite de cette zone est marquée sur les voies de communication, qui vont dans l'intérieur du pays. Les propriétaires sur une distance d'un km. de la frontière ne peuvent éle-

ver ni constructions, ni haies, ni fosses et en général aucune installation qui pourrait rendre plus difficile la surveillance de cette frontière. Cependant les installations déjà existantes sont tolérées ; mais si elles sont gênantes pour la surveillance de la frontière, elles peuvent être expropriées par l'Etat. Pour construire sur une zone éloignée de 100 m. de la frontière, il faut obtenir une autorisation spéciale des autorités douanières. Les bornes privées, délimitant la propriété privée, doivent être cédées gratuitement à l'Etat, si elles sont reconnues comme étant propres à la démarcation de la frontière. C'est le commissaire tchécoslovaque auprès de la Commission de Délimitation ou l'autorité du district qui peuvent inviter le propriétaire à faire la cession. Les propriétaires des rives tchécoslovaques d'un bassin d'eau démarquant la frontière sont tenus de laisser établir sur leurs terres les bornes frontières et de laisser visiter la frontière par les autorités compétentes. Il leur est défendu d'entreprendre des travaux ou d'établir des mesures qui pourraient changer le niveau de l'eau. Toute installation, tout usage de l'eau qui pourraient entraîner le changement du niveau de ces cours d'eau doivent obtenir l'autorisation du Ministre des Travaux Publics. Les propriétaires et les exploiters des terrains avoisinant la frontière doivent faire connaître au maire tout changement dont ils se sont aperçus dans l'aspect des bornes frontières, leur emplacement et toute autre circonstance, qui pourraient rendre plus difficile la visite des frontières.

Les infractions aux dispositions concernant les frontières sont punies en Pologne d'arrêts pouvant aller jusqu'à 6 semaines ou d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 8.555 francs. En cas de récidive, après 2 condamnations pour le même motif, la peine peut être portée à un an de prison ou à une amende de 855 à 28.500 francs. En Tchécoslovaquie la peine va de 75 à 75.000 francs et 3 mois de prison. En outre dans les deux Etats, les constructions gênantes ou élevées sans autorisation peuvent être démolies, les frais étant à la charge du contrevenant.

La frontière entre les deux Etats est gardée du côté polonais par les gardes de douane et la police, du côté tchécoslovaque par les gardes de finances et la gendarmerie.

Pour pouvoir franchir la frontière il faut être muni de pièces spéciales : passeport ou laissez-passer. Celui qui le sachant franchit la frontière sans posséder les pièces nécessaires est puni en Pologne d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 1 an ou d'une amende pouvant aller de 855 à 28.500 francs. La même peine est prévue pour la falsification des pièces, l'utilisation ou la fabrication de documents falsifiés, l'utilisation de pièces appartenant à de tierces personnes, le prêt de ses propres pièces à des tiers. Enfin celui qui a donné de faux renseignements ou de faux papiers à l'autorité qui délivre ces pièces est puni de la même peine.

CHAPITRE XI

Conventions concernant la frontière polono-tchécoslovaque

Bibliographie : N^{os} 21, 34, 62, 73, 78, 79, 80, 83, 87, 109, 112, 114, 122, 123, 128, 129, 134, 156, 157, 158, 164, 166, 172, 174, 190, 192, 194, 199, 202, 206, 212, 213, 222, 234, 236, 239, 240, 241.

§ 1

Convention concernant le trafic frontière

Pour faciliter le trafic frontière, les deux Etats ont signé à Prague, le 30 mai 1925, une convention qui est entrée en vigueur le 6 mai 1926 (1). Cette convention ne change rien aux stipulations du protocole de Cracovie. Les facilités qu'elle prévoit ne portent également aucune atteinte aux droits que possèdent les deux Etats de prendre les mesures sanitaires, vétérinaires et autres qu'ils jugeront nécessaires.

La convention s'applique à la zone frontière qui, en principe, ne dépasse pas 15 km. Cette zone frontière est désignée par chaque Etat. Les listes des communes, situées dans la zone frontière des 2 Etats ont été annexées au protocole du 7 décembre 1926, signé à Prague (2). Ce protocole a apporté en outre quelques

(1) *Recueil des Traités*, publié par la Société des Nations. V. 48. N. 1172. p. 398. — *Journal des Lois polonais*. N. 43. pos. 263. — *Journal des Lois tchslav.* 1926. pos. 59.

(2) *Journal des Lois polonais*. 1927. N. 82. pos. 720.

précisions à la convention. La zone frontière comprend 412 communes polonaises et 440 communes tchécoslovaques. Certaines communes appartiennent en partie seulement à cette zone.

Tout changement apporté par un Etat à l'étendue de la zone frontière doit être porté à la connaissance de l'autre Etat. Presque toutes les communes de la Silésie de Teschen tchèque, qui, en 1910 ont été recensées comme polonaises, sont comprises par la zone. Les communes de la zone frontière sont situées dans les districts limitrophes des 2 Etats (voir la page 10), sauf quelques unes qui sont situées dans les districts qui, sans toucher à la frontière, sont néanmoins dans son voisinage proche (districts de Slezska-Ostrava et de Liptovsky-Svätý-Mikulas en Tchécoslovaquie et le district de Pszczyna en Pologne).

En outre, une annexe du protocole contient une liste des 33 routes douanières ; cependant sur certaines d'entre-elles le bureau de douane se trouvait seulement du côté d'un Etat. En 1926, il y avait 8 routes possédant seulement un bureau de douane tchécoslovaque et 2 routes possédant un bureau de douane polonais. Une liste des points de passage sur les chemins vicinaux a été également annexée à ce protocole ; elle contient 61 points de passage. La convention prévoit 2 sortes de facilités : les facilités personnelles et les facilités matérielles.

Facilités personnelles. Les personnes habitant la zone et y domiciliées depuis 3 mois, ainsi que les fonctionnaires d'Etat, à partir du jour de leur entrée en fonctions peuvent obtenir des laissez-passer les autorisant à franchir la frontière par des points de passage déterminés et à séjourner dans le secteur limitrophe de la zone frontière de l'autre Etat. En cas de nécessité urgente l'autorité qui délivre le laissez-passer, peut autoriser le séjour dans les secteurs voisins du secteur limitrophe. Dans ce cas, l'autorité de l'autre Etat doit en être informée. Il est possible de franchir la frontière à pied, à cheval, à bicyclette, à motocyclette, en voiture, en traineau, en automobile, ou par chemin de fer. Les enfants, âgés de moins de 14 ans, ne sont pas tenus d'être munis d'un laissez-passer spécial à condition qu'ils soient inscrits sur le laissez-passer de la personne adulte qui les accompagne.

Les laissez-passer sont délivrés à titre onéreux par les autorités des districts, en Tchécoslovaquie également par les autorités de sûreté publique. Les prix des laissez-passer sont les suivants : celui du laissez-passer autorisant à franchir la frontière une seule fois : frs. 1,50, celui du laissez-passer permanent et économique : frs 8,50. En cas d'urgence les laissez-passer peuvent être délivrés également par les maires des communes. Ces derniers laissez-passer doivent être visés par le poste de police en Pologne ou par le poste de gendarmerie en Tchécoslovaquie ; ils sont valables pour un seul voyage. C'est l'autorité dans le rayon de laquelle habite la personne demandant un laissez-passer qui est compétente pour délivrer le laissez-passer. Le renouvellement des laissez-passer s'effectue dans les mêmes conditions que l'obtention. Les laissez-passer sont établis en deux langues officielles.

Il y a trois sortes de laissez-passer :

1° Les laissez-passer bleus, autorisant à franchir la frontière une seule fois ; ils contiennent le nom, le prénom, la profession, le lieu de naissance, la date de naissance, la nationalité et le domicile du porteur, le motif du passage et le point où il doit se faire, le lieu et la date de la délivrance, ainsi que le terme de validité du laissez-passer et la désignation du secteur de la zone frontière. Ils doivent être pourvus d'une photographie du titulaire, si le porteur ne possède aucune carte d'identité officielle avec photographie. L'autorité délivrant le laissez-passer y appose son cachet officiel. Le porteur doit signer son laissez-passer ou y faire un autre signe (pour les illettrés). Ces derniers y font une empreinte digitale ou une croix. Les laissez-passer bleus ont une validité de 14 jours à partir de la date de la délivrance et ils autorisent à séjourner 3 jours de l'autre côté de la frontière, sans compter le jour du premier passage. Ils autorisent à franchir la frontière par des points de passage le plus proche du domicile du requérant. Mais les autorités peuvent désigner plusieurs points de passage, en cas de nécessité spéciale et pour des raisons particulières. Le passage est permis seulement dans la journée : à partir du premier mars jusqu'au 30 septembre entre 6 heures et 21 h., entre le 1^{er} octobre et le 25 février de 7 heures jusqu'à 19 heures. Si c'est nécessaire, pour des raisons locales, les auto-

rités de l'endroit peuvent, d'un commun accord, fixer d'autres heures de passage de la frontière. Le passage de la frontière par chemin de fer n'est soumis à aucune restriction. Les ecclésiastiques, les médecins, les vétérinaires, les sages-femmes, ainsi qu'en cas urgent toute autre personne, peuvent dans l'exercice de leur profession franchir la frontière à toute heure et même par les chemins vicinaux.

2° Les laissez-passer blancs, permanents, d'une validité de 6 mois, sont délivrés aux personnes traversant la frontière pour des motifs professionnels, économiques, religieux, scolaires, etc. Ils permettent de rester 24 heures dans la zone frontière étrangère ; toutefois les médecins, les vétérinaires, les sages-femmes peuvent y rester 3 jours et les ouvriers même 6 jours. Les prescriptions concernant la teneur de ces laissez-passer sont les mêmes que pour les laissez-passer bleus. Il est prévu que les autorités compétentes pour la délivrance de ces pièces, sont tenues de communiquer aux autorités de l'autre Etat toute demande de ces laissez-passer ; la communication doit contenir le nom, le prénom, le lieu de domicile du postulant, les données constatant l'existence des conditions requises pour franchir la frontière et les raisons motivant la demande. Si les autorités de l'autre Etat dans un délai de 14 jours s'opposent à la délivrance d'un laissez-passer, en invoquant comme motifs le manque des conditions nécessaires à l'autorisation de franchir la frontière ou des raisons de sécurité et d'ordre public, le laissez-passer ne peut pas être délivré. Mais l'autorité supérieure à celle qui délivre les laissez-passer peut saisir d'appel l'autorité supérieure à celle qui a refusé son consentement à la délivrance de ce laissez-passer. En outre l'autorité ayant délivré le laissez-passer doit informer l'autorité compétente de l'autre Etat, dès qu'elle a accordé un laissez-passer.

3° Les laissez-passer rouges, dits économiques, sont délivrés aux personnes exploitant des terres, en vertu d'un titre quelconque, aux membres de leur famille et aux gens employés dans leur exploitation à condition que leurs terres, constituant un ensemble au point de vue de l'exploitation agricole, soient divisées par la frontière, ou bien lorsque l'exploitation de ces terres ne peut

avoir lieu sans que la frontière soit franchie. Les laissez-passer rouges sont valables pour une année et permettent de franchir la frontière : en été de 4 à 22 heures, en hiver de 7 à 19 heures. Ils autorisent à franchir la frontière à l'endroit où le passage est nécessaire pour effectuer les travaux. Les porteurs de laissez-passer rouges doivent être munis des laissez-passer bleus ou blancs, lorsqu'ils veulent franchir la frontière avec un but autre que celui ayant rapport à l'exploitation de leurs propriétés. En principe, il faut emprunter les points de passage qui forment la voie la plus directe entre le domicile du propriétaire et la terre située hors de la frontière. Ces endroits sont fixés par les autorités douanières des deux pays, après avoir entendu les intéressés. Ces laissez-passer autorisent à séjourner dans la zone frontière étrangère uniquement pour le temps nécessaire à l'exploitation des terres et dans le lieu où se trouvent les propriétés. La teneur des laissez-passer économiques diffère de celle des laissez-passer bleus en ce qu'ils ne contiennent ni la désignation du but pour lequel le passage par la frontière est nécessaire, ni le point de passage pour franchir la frontière, ni le délai de validité ; par contre ils contiennent la désignation de la commune située dans la zone étrangère où le porteur possède sa terre ou bien la désignation de l'entrepreneur chez lequel l'ouvrier est embauché. Les prescriptions concernant la communication de la demande à l'autre Etat, et de la délivrance des laissez-passer blancs s'appliquent également aux laissez-passer rouges. Toutes les pièces retenues par les autorités en cas de fausses allégations, ou en cas d'abus, doivent être restituées à l'autorité qui les a délivrées.

Les sapeurs-pompiers, les garde-mines, les équipes de secours peuvent, en cas d'alerte, franchir la frontière à toute heure et à chaque endroit. Ils peuvent séjourner à l'étranger pendant le temps nécessaire, sous réserve de se soumettre à la direction des personnes compétentes du lieu de l'accident. Au retour ils sont tenus de se présenter au poste le plus proche de la garde de douane ou des finances.

Facilités matérielles : En général le régime établi pour le trafic frontière, sauf dispositions contraires, ne peut porter atteinte

aux restrictions de la liberté du trafic dans les deux Etats, ni aux prescriptions concernant les marchandises dont la production et la distribution sont soumises à la réglementation de l'Etat, ni au droit des deux Etats de prendre des mesures sanitaires, vétérinaires et celles concernant la protection des plantes, qu'ils jugeront nécessaires. Mais les habitants de la zone frontière, du fait qu'ils exploitent les terrains dans l'autre Etat, ne sont pas obligés de livrer leurs produits à cet Etat. Cependant cette disposition ne s'applique pas aux propriétés de grande étendue.

Il est prévu que l'exploitation des entreprises agricoles, forestières, de pisciculture et des autres propriétés coupées ou séparées par la frontière, ne peut être empêchée, ni entravée par le tracé de la frontière. Certaines marchandises intéressant ces exploitations peuvent être transportées à travers la frontière, même par des chemins vicinaux. Il faut cependant qu'elles jouissent de la franchise de douane et que leur transport par rapport aux circonstances locales soit désirable et admissible. Ces marchandises sont : les engrais naturels et artificiels, le lin, le chanvre en tiges, le fourrage vert ou sec, les feuilles sèches pour la litière, la mousse, les roseaux, le sable ordinaire, le gravier, l'argile ordinaire et à poterie, le bois de chauffage, le charbon de bois, la tourbe, la boue des marais, l'amadou.

On admet en franchise de douane et même par les chemins vicinaux, ce qui suit : 1° Le cheptel, l'outillage faisant partie d'une entreprise agricole, les semences nécessaires pour la culture d'une propriété, les produits du sol et du bétail, provenant des propriétés coupées ou séparées par la frontière, à condition qu'ils soient transportés d'une partie de la propriété dans l'autre, par des points de passage désignés à cet effet ; 2° Les animaux, l'outillage, les semences nécessaires pour les travaux, les récoltes obtenues dans les terrains situés dans la zone frontière d'un Etat et exploités par les habitants de la zone frontière de l'autre Etat ; 3° Le bétail conduit ou reconduit à travers une partie de la zone frontière, ainsi que les produits venant du bétail, en quantité proportionnée au nombre de têtes et à la durée effective du temps de pâturage ; 4° Le sel, la farine et le pain, en quantités fixées par les deux autorités douanières et transportées par les

habitants de la zone frontière ayant des pâturages de l'autre côté de la frontière ; 5° Les outils nécessaires, le salaire en espèces ou en nature (à l'exception des produits monopolisés), ainsi que les aliments préparés à domicile, qui sont transportés à travers la frontière par les habitants d'une zone frontière se rendant pour exécuter des travaux temporaires dans la zone frontière de l'autre Etat. Ces habitants doivent regagner leur domicile au plus tard le sixième jour, à partir de celui où ils ont atteint le lieu de travail ; 6° Le bétail égaré au-delà de la frontière, si le droit de propriété est confirmé par la commune ; 7° En cas d'urgence et en petites quantités les médicaments, préparés dans une pharmacie de la zone frontière sur l'ordonnance d'un médecin ou vétérinaire ; les ordonnances doivent porter mention « très urgent ». A ces médicaments sont assimilés les médicaments préparés par les pharmaciens pour les besoins particuliers des membres d'une institution d'assurance sociale ou de secours mutuels ; ces médicaments sont préparés pour le compte des institutions ci-dessus mentionnées. Les substances médicales simples et les préparations pharmaceutiques ou chimiques communes, exportées en petite quantité à l'usage des malades peuvent être préparées sans ordonnances médicales. Ces substances peuvent être exportées seulement au cas où la vente au détail en est permise sur le territoire à destination duquel elles sont exportées. ; 8° Les fleurs et les couronnes accompagnant les dépouilles mortelles en cercueil, qui doivent être inhumées dans les cimetières de la zone frontière de l'autre Etat, si l'usage en a été observé jusqu'à présent. Pour pouvoir transporter ces dépouilles, il faut présenter un certificat du médecin, on n'est pas tenu alors à observer les formalités ordinaires pour le transport des dépouilles mortelles ; 9° Les couronnes, les fleurs et les bougies, transportées par les personnes habitant une zone frontière et destinées à embellir les tombeaux situés dans l'autre zone frontière.

Certains articles sont admis en franchise de douane, à condition qu'ils soient exportés de nouveau au bout d'un certain temps. Ce sont : 1° les équipements des équipes de sauvetage et des sapeurs-pompiers passant la frontière en cas d'alerte ; 2° Les livres et le matériel des élèves ; 3° les instruments des médecins,

des vétérinaires et des sages-femmes, transportés par les médecins eux-mêmes et en quantité strictement nécessaire pour donner le premier secours ; 4° les objets nécessaires au culte, transportés par les prêtres eux-mêmes ; 5° les articles de sport appartenant aux personnes, domiciliées dans la zone frontière, pour exercer le sport dans la zone frontière de l'autre Etat ; 6° les objets destinés aux expositions et aux productions publiques faites dans la zone frontière ; 7° les objets appartenant aux personnes qui séjournent plus longtemps dans la zone frontière ; 8° les moyens de transport des dépouilles mortelles.

Sont admis en franchise de douane, sous réserve d'enregistrement préalable : 1° le bétail conduit ou reconduit au pâturage d'une zone frontière dans l'autre. A cet effet la conduite des animaux doit être déclarée au bureau de douane et il faut produire le certificat vétérinaire prévu par la convention vétérinaire (voir dans la suite). La conduite peut avoir lieu ensuite par des chemins vicinaux, mais sous la surveillance des gardes des finances et de douane ; 2° les bêtes de somme et de trait employées pour les travaux temporaires ; 3° les machines agricoles à moteur, ou à vapeur, qui traversent la frontière et qui sont destinées aux besoins particuliers des habitants. Il faut déposer un certificat où l'on atteste que les machines sont destinées à être employées par les personnes mêmes qui les introduisent et qui prennent la pleine responsabilité, au cas où les machines ne repasseraient pas la frontière, ou bien auraient été prêtées à de tierces personnes.

Les céréales, les graines oléagineuses, le chanvre, le lin, le bois, le tannin, qui sont transportés pour leur usage particulier par les habitants de la zone frontière, de l'autre côté de la frontière pour en revenir ouvrés, sont soumis aux prescriptions concernant le finissage. Au cas où les conditions locales l'exigent, ils peuvent être affranchis des droits de douane à condition que le dépôt d'une caution soit fait. Les administrations de douane fixent d'un commun accord la quantité des produits ouvrés qui devront être réexportés en échange des matières premières. Le finissage peut avoir lieu seulement par les routes douanières. Les deux administrations douanières peuvent permettre le trans-

port aller et retour dans la zone frontière, des objets servant à l'usage personnel des habitants de la zone frontière, afin que ces objets soient réparés ou transformés dans les ateliers des artisans. En ce qui concerne les petits articles d'usage quotidien et économique, pour lesquels en général un permis d'importation ou d'exploitation est exigé, l'importation et l'exportation sont permises s'il y a lieu d'admettre que ces articles sont destinés à l'usage de ces habitants et non au commerce.

§ 2.

**Conventions : vétérinaire, sanitaires
et concernant les poursuites des criminels**

La Convention vétérinaire, annexée à la Convention commerciale du 23 avril 1925 (1) (entrée en vigueur le 6 novembre 1926), prévoit (art. 9) que les habitants des zones frontières peuvent franchir la frontière à une heure quelconque dans les deux sens, avec des animaux domestiques pour exercer des travaux d'agriculture et d'autres travaux pour les pâturages d'été, sous réserve que les prescriptions générales douanières soient observées. Cependant les deux Etats peuvent subordonner l'obtention de ces faveurs à la condition de produire un certificat valable pendant 6 jours et délivré par le maire de la commune où les animaux se trouvent. Le certificat doit porter : le nom et le prénom du propriétaire ou du conducteur des animaux, le nombre des bêtes et leur description détaillée, ainsi que le lieu où le propriétaire se rend avec les animaux. Il faut produire aussi une attestation que dans la commune ne règne aucune maladie contagieuse, quant à l'espèce des animaux en question. En ce qui concerne les animaux conduits aux pâturages d'été, les prescriptions concernant les passeports des animaux, les consignations et les certificats sont les mêmes que celles du protocole de Cracovie. Si dans la même pâture, une maladie contagieuse pour les animaux éclate dans une partie du troupeau, ou dans un lieu

(1) *Journal des Lois polonais*. 1926. N. III. pos. 644.
Journal des Lois tchslav. 1926. pos. 202.

situé à moins de 20 kilomètres du lieu du pâturage, ou sur la route par laquelle le troupeau doit retourner, le retour des animaux dans l'autre pays est interdit. Une exception peut être accordée en cas d'extrême urgence. En général le retour des animaux non atteints ne peut avoir lieu que lorsqu'ont été exécutées les mesures de sûreté, décidées d'un commun accord par les autorités compétentes, pour empêcher l'extension de l'épizootie.

En vertu de la Convention du 23 septembre 1922 (1), entrée en vigueur le 4 juin 1926, les médecins et les sages-femmes établis dans la zone frontière d'un Etat, peuvent exercer leur profession dans la zone frontière de l'autre Etat. A cet effet, ils doivent notifier leur intention et demander une autorisation permanente à l'autorité sanitaire de première instance de l'Etat où ils veulent exercer leur profession. Cette notification doit être accompagnée d'un certificat, délivré par l'autorité sanitaire de première instance de leur Etat et visé par le consulat de l'Etat, sur le territoire duquel ils veulent exercer leur profession. Ils ne peuvent exercer leur profession dans les stations balnéaires situées dans la zone frontière de l'autre Etat, à moins qu'ils n'obtiennent, à cet effet, une autorisation spéciale. Pour s'établir ou habiter d'une façon permanente sur le territoire de l'autre Etat, ils doivent remplir toutes les conditions prescrites par les lois, en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer la profession médicale. Ils sont tenus de se conformer aux lois et prescriptions de l'autre Etat sous peine d'interdiction de l'exercice de leur profession ; au cas où ils ne sont pas conformes aux prescriptions, ils encourent en outre la responsabilité civile. Ils peuvent vendre des médicaments seulement en cas de nécessité urgente.

En vertu des articles 56-59 de la Convention du 6 mars 1925 (1), entrée en vigueur le 14 janvier 1926 et visant le règle-

(1) *Recueil des Traités* publié par la Soc. des Nat. V. 40. p. 321.
Journal des Lois polonais. 1926. N. 57. pos. 331.
Journal des Lois tchslav. 1926. pos. 133.

(1) *Recueil des Traités*, publié par la Soc. des Nat. V. 46. p. 201.
Journal des Lois polonais. 1926. N. 14. pos. 80.
Journal des Lois tchslav. 1926. pos. 175.

ment des rapports judiciaires entre deux Etats, les organes de sûreté d'un Etat peuvent, en cas de poursuite engagée ou en cas de péril en la demeure, continuer à traquer et à arrêter sur le territoire de l'autre Etat les criminels qui ont traversé la frontière ; ils peuvent s'emparer des instruments qui ont servi au crime et de toutes les pièces à conviction. Ces organes sont autorisés à porter des armes et à s'en servir au cas de légitime défense. Toutefois les poursuites sur le territoire de l'autre Etat peuvent avoir lieu seulement jusqu'à l'endroit où les organes poursuivant rencontreront les organes de sûreté de l'autre Etat ; à défaut d'une pareille rencontre, les poursuites ne peuvent pas dépasser les limites d'une zone de 10 kilomètres. Cette zone semble être insuffisante dans la partie Orientale de la frontière, pays où la population est rare et où il existe de grandes forêts. Avant de réintégrer son territoire l'organe de poursuite est toujours tenu de se présenter sur le territoire de l'autre Etat à l'organe de sûreté le plus proche et de produire son mandat officiel. L'organe territorial peut autoriser l'organe poursuivant à continuer la poursuite. Le criminel appréhendé, ainsi que les objets saisis sur lui sont consignés à l'autorité de sûreté ou au tribunal le plus proche du lieu où il a été appréhendé. Ces autorités procèdent à l'arrestation provisoire de l'individu, sauf le cas où son extradition est inadmissible en vertu de la Convention. La procédure ultérieure est celle des prescriptions concernant l'extradition prévu par la même Convention. Il n'est pas permis aux autorités de sûreté de procéder à des recherches dans les maisons particulières sur le territoire de l'autre Etat.

La convention sanitaire du 5 septembre 1925 (1), entrée en vigueur le 30 octobre 1926 a prévu pour les districts frontières ou ceux situés à 5 km. au plus de la frontière, des mesures spéciales en dehors des mesures générales qui s'appliquent à tout le territoire. Les autorités sanitaires frontières d'un Etat doivent informer les autorités sanitaires frontières des districts les plus proches de l'autre Etat, de l'état sanitaire de leur territoire et

(1) *Journal des Lois polonais*. 1926. N. 107. pos. 629.
Journal des Lois tchslav. 1926. pos. 219.

notamment elles sont tenues de leur signaler le premier cas de choléra, de peste, de typhus exanthématique, de fièvre récurrente et en général de toutes les autres maladies contagieuses d'un caractère épidémique. Elles doivent ensuite envoyer des rapports hebdomadaires sur la marche de ces maladies et sur les mesures prises pour lutter contre ces épidémies. En outre elles doivent donner tous les renseignements requis par l'autorité sanitaire de l'autre Etat. Lorsque une maladie contagieuse a été signalée, l'autorité sanitaire frontière de l'autre Etat peut par l'intermédiaire de ses fonctionnaires prendre connaissance de l'état sanitaire. A cette fin, elle doit notifier à l'autorité sanitaire frontière de l'Etat où la maladie est apparue, le cas sur lequel elle veut faire une enquête. L'autorité sanitaire de l'Etat, où la maladie est apparue désignera un de ses fonctionnaires avec lequel le fonctionnaire de l'autre Etat procédera à l'examen du cas. Au sujet des maladies contagieuses, en cas de nécessité absolue, on applique à la circulation locale par voie ferrée, par voie d'eau ou par route, les mesures sanitaires concernant la circulation par voie ferrée en général. En cas d'épidémie de choléra, de fièvre typhoïde, de dysenterie, les eaux d'égout provenant des agglomérations et des établissements industriels devront être désinfectées avant de s'écouler dans les rivières et les réservoirs d'eau formant la frontière. En cas d'apparition du choléra dans un district frontière, les importations des fruits frais, des légumes et des laitages provenant d'un district contaminé, sont interdites.

En outre la convention sanitaire contient des prescriptions concernant les postes d'observation sanitaires frontières. Ces postes sont pourvus de salles de bain, des installations indispensables à l'isolement, au traitement des malades et à la désinfection des individus et des objets. L'organisation de ces postes sanitaires doit correspondre à l'intensité du mouvement des voyageurs et des marchandises à travers la frontière dans chaque localité. Les autorités sanitaires, centrales des deux Etats ont créé sur une base d'entente des postes d'inspection sanitaire frontières qui sont soumis aux autorités des Etats, sur le territoire duquel ils ont été créés. En cas de propagation menaçante du choléra, de la peste, du typhus exanthématique, de la fièvre récurrente et lorsque

l'organisation des stations d'inspection sanitaire présentera de réelles difficultés, chaque Etat, moyennant un préavis de 15 jours, peut fermer la frontière au trafic provenant de l'autre Etat, ou seulement de la région atteinte par la maladie ; mais le transit des voyageurs et des marchandises doit être assuré par les postes sanitaires voisins. Les frais d'entretien des stations sanitaires, des hôpitaux, des places d'isolement sont à la charge de l'Etat, sur le territoire duquel ils se trouvent. L'assistance médicale est gratuite ; cependant la désinfection et la désinsectisation des marchandises donnent droit à la perception de l'équivalence des frais, entraînés par ces mesures.

En vertu de la convention vétérinaire, les autorités de districts frontières s'informent réciproquement sans retard directement de l'apparition de certaines épizooties dans les districts frontières. Les informations concernant l'apparition de la peste bovine sont faites par voie télégraphique. Les autorités échangent également des renseignements concernant le développement de certaines maladies animales comme par exemple : la rage, la morve.

§ 3

Convention concernant le tourisme

Le Protocole de Cracovie a prévu la conclusion d'une convention, qui aurait résolu les questions intéressant le tourisme dans les Carpathes. Les négociations entre les deux Etats ont abouti à la convention du 30 mai 1925 (1), entrée en vigueur le 12 juin 1926. C'était la première convention portant exclusivement sur les questions de tourisme. Au cours des négociations, les Tchécoslovaques proposaient l'établissement de facilités pour les touristes dans une zone s'étendant à 15 km. des deux côtés de la frontière. Les Polonais s'attachaient à un projet prévoyant

(1) *Recueil des Traités*, publié par la Soc. des Nat. V. 40. p. 243.
Journal des Lois polonais, 1926. N. 57. pos. 333.
Journal des Lois tchslav, 1926. pos. 80.

des facilités pour certains territoires limités par des voies de communication, afin que l'orientation soit plus facile et que les fraus des soient rendus plus difficiles. La convention s'est attachée au projet polonais, elle a créé une zone touristique dans laquelle les touristes peuvent franchir librement la frontière et séjourner dans les communes de cette zone. Ils peuvent également emprunter les voies de communication limitant la zone, et séjourner dans les localités, qui sont traversées par ces voies. La zone se compose de 3 secteurs : 1° Dans les Beskides Occidentales et dans les Tatras. La limite est marquée du côté de la Pologne par les voies ferrées passant par : Teschen, Bielsko, Zywiec, Sucha, Rabka, par le sentier conduisant de Rabka au sommet de Turbacz, la crête de Gorces, le sentier descendant du Gorzec à Ochotnica, la route Szczawnica, Stary-Sacz, Myslec, la crête de la Pisana-Hala, la route traversant Slotwiny, Krynica, Tylicz, Muszynka. Du côté de la Tchécoslovaquie, le secteur est limité par la route: Konieczna, Bardijov, Obrucne, la frontière jusqu'au Poprad, la route Leluchow, Lubotin, Stara-Lubovna, Podolinec, le chemins de fer Podolinec, Poprad, Zilina, Cadca, Turzovka, la route Turzovka, Bila et les voies ferrées Bila, Frydek, Teschen. Dans ce secteur, les touristes peuvent également utiliser les chemins de fer situés en dehors de la zone : 1° Teschen, Bohumin ; 2° Bohumin, Dziedzice, Bielsko ; 3° Rabka, Nowy-Sacz, Stary-Sacz. — 2° Dans les Bieszczades, la zone est limitée du côté de la Pologne : par la route Verecky inf., Klimec, Tucholka, Pławie, Tuchla, la vallée de l'Opor, jusqu'au confluent de la Rozanka et la ligne des sommets entre la Kiczarka (875), et la Czarna-Pepa (1.288). Du côté de la Tchécoslovaquie la zone est limitée par la route Oporzec, Studene sup., la vallée du Studeny, la route Iska-Bukovec, la crête de la Polonina-Borsava et du Stoh (du mont Ilrabe (1.374) jusqu'à la station Voci) ; la route Voci-Volovec, Verecky sup., Zdenova, la vallée de la Zdenovka et la crête Bukovec-Rusky.Put.

3° Le secteur de la Czarnahora a pour limite du côté de la Pologne : la crête entre la Douha (1.368), et le Babiny Pohar, la vallée de la Zelenica, jusqu'à la maison forestière Ilma, la route conduisant à Dora par le col de Soczewka, la route Dora, Miku-

liczyn, Tatarow, les sommets Worochtenski (1.325), Kitulowka, la route Worochta, Krzywopole, Zabie-Ilecia, la vallée du Czeremosz Noire, celle du Szybeny et l'arête latérale du Stoh (1.635). Le secteur a pour limites du côté de la Tchécoslovaquie : la crête des Alpes de Marmaros, formant la frontière roumano-tchécoslovaque, jusqu'à la station Trebusa, la vallée de la Tisa jusqu'à Bilina et la ligne des sommets Douhyj (870), Stare (475), Bliznica (1.883), Tataruvka (1.710), Bratkowska (1.782).

La convention permet aux touristes polonais de visiter, hors des montagnes formant la crête frontière, les groupes de montagnes suivants : les Beskides de Silésie, la Spisska-Magura, la Petite-Fatra, les Tatras, les groupes de la Bliznica et du Svidovec, le versant tchécoslovaque des Alpes de Marmaros, les défilés du Vah, près de Turany et près de Strecno, celui de l'Orava, près de Královany ; puis les châteaux, ou les ruines de Strecno, Starý-Hrad, Likava, château d'Orava, Kezmarok, Lubovna, Plavec, Zborov, les stations climatiques de la région des Tatras, les bains de Polhora, Pucov, Lubovna, Lucky, Lucivna, Smierdzonka, Ruzbachy, Bela, Forbasy, Bardijov, Cygolka ; quelques villes : Teschen, Frydek, Zilina, Ruzomberok, Svätý-Mikulas, Kubin inf., Poprad, Kezmarok, Podolinec, Lubovna, Gnazdy, Bardijov, enfin les villages à population parlant le dialecte polonais de la Haute-Orava et certains villages du Spis et du district de Cadca. Les Tchécoslovaques peuvent visiter : les Beskides Polonaises, les Gorces, les Pienines, les stations climatiques et balnéaires de : Zakopane, Rabka, Szczawnica, Krynica, Zegiestow, Kroscienko, les ruines des châteaux : à Czorsztyn, Niedzica, Frydman, Rytro, Muszyna, Sucha, Teschen, les villes de Teschen, Bielsko, Zywiec, Nowy-Targ.

Le second secteur a une grande importance au point de vue du ski, car il possède des terrains excellents pour ce sport, avec la station d'hiver polonaise de Slawsko.

Afin de pouvoir circuler librement dans la zone frontière, les touristes, membres des Associations polonaises de tourisme ou de ski et les membres des Associations tchécoslovaques doivent être munis des cartes qui leur ont été délivrées, prouvant qu'ils sont membres de ces sociétés et pourvues de la photographie du

porteur. Ces cartes tiennent lieu de laissez-passer ; elles doivent être certifiées par les autorités du district dans lequel se trouve le domicile du porteur et par le consulat de l'autre Etat. Cette dernière certification est gratuite. Les autorités et les consulats peuvent refuser de certifier ces cartes sans indiquer les motifs du refus. Les associations touristiques les plus importantes sont en Pologne : l'Association Polonaise des Tatras ; en Tchécoslovaquie : le Club des Touristes Tchécoslovaques. Les excursions scolaires peuvent se faire délivrer par les autorités administratives du district frontière des laissez-passer collectifs, valables pour 6 jours. Le chef de l'excursion doit être porteur d'une carte d'une des associations touristiques, d'un certificat délivré par l'Ecole et d'une liste nominative des membres de l'excursion.

Ces touristes, ayant rempli les formalités indiquées ci-dessus, peuvent traverser la frontière par tous les sentiers touristiques et jouissent des facilités douanières s'appliquant aux voyageurs. Ils peuvent utiliser les véhicules à traction mécanique, sous réserve des prescriptions en vigueur dans les deux Etats (voir page 128). La liberté d'accès et de transport est autorisée jusqu'aux cabanes-refuges, situées dans un Etat à travers le territoire de l'autre Etat, mais seulement à défaut d'un autre accès possible. Il y a plusieurs cabanes-refuges, situées à la frontière ; les plus importantes sont celles de la Babia-Gora et du Stozek.

La Convention a maintenu les laissez-passer, dits des Tatras ; seulement un protocole spécial a limité leur délivrance aux périodes comprises entre le 15 juin et le 15 septembre et entre le 15 décembre et le 15 mars. A présent ces laissez-passer doivent être munis des photographies des porteurs. Des laissez-passer spéciaux ont été maintenus dans les Beskides de Silésie. Ils autorisent les membres des Associations touristiques silésiennes à franchir la frontière les jours fériés et les veilles des jours fériés.

La Convention prévoit des avantages pour les membres des Associations de touristes sur les chemins de fer de la zone touristique. Ils bénéficient sur la voie tchécoslovaque à traction électrique de la région des Tatras d'une remise de 50 % et sur les autres chemins de fer d'une remise de 10 % du prix du billet (à condition que le nombre des membres de l'excursion soit supé-

rieur à 10). La Convention prévoit la possibilité du transport des excursions en autocars à travers la frontière. Jusqu'ici ce dernier genre de transport n'est usité que dans la région des Tatras. Les deux Etats se sont engagés à se prêter mutuellement de l'aide dans la zone touristique et à se donner des facilités pour le service météorologique, en vue de la communication des nouvelles météorologiques ; dans ce but on a rétabli la communication téléphonique entre les deux versants des Tatras par le pont frontière de Lysa-Polona. En outre, les Etats sont tenus de se communiquer les instructions qu'ils ont données aux organes compétents, en vue de l'exécution de cette convention. Il est prévu que des conférences réunissant les autorités intéressées des deux Etats auront lieu pour faciliter l'exécution de la convention.

La convention de tourisme a été complétée par un accord passé en 1924 et accepté en 1925 par deux des plus grandes associations de tourisme des deux Etats : l'Association Polonaise des Tatras et le Club des Touristes Tchécoslovaques. Les deux associations ont garanti réciproquement dans leurs chalets-refuges respectives le gîte et la nourriture aux membres de l'association affiliée aux mêmes conditions que pour leurs propres membres (en général une remise de 50 %). Les tenanciers des chalets-refuges sont tenus de changer l'argent polonais ou tchécoslovaque selon le cas, à un cours qui ne peut pas différer de plus de 10 % du cours, coté à la bourse. Un accord semblable avait été passé par l'Association Polonaise des Tatras avec l'Association Touristique allemande de Kezmarok. Des dispositions de la convention sont appliquées d'une façon très large. La convention a apporté un renforcement considérable au mouvement touristique dans les montagnes situées à la frontière commune.

§ 4

Convention concernant les parcs de nature

Le protocole de Cracovie a prévu également la conclusion d'une convention concernant les parcs de nature (terrains réservés pour garder la beauté naturelle des sites). On prévoit la

création de quatre parcs de ce genre : dans la Tatra, dans les Pienines, aux environs de la Babia-Gora et dans le massif de la Czarnahora. Ce sera la première convention européenne concernant les parcs de nature partagés par la ligne frontière. En Amérique une convention pareille existe entre les Etats-Unis et le Canada (le parc « Glacier »). La convention entre la Pologne et la Tchécoslovaquie servira de base pour la fondation des parcs de nature dans la zone frontière, mais c'est la législation de chaque Etat qui règlera les questions concernant ces parcs dans leurs régions respectives. Du côté polonais on prévoit la création dans les Tatras des réserves complètes et partielles. La limite entre les deux réserves sera la ligne d'altitude de 1.400 m. Dans les réserves complètes, situées au-dessus de cette ligne, l'exploitation des forêts, des terrains, ainsi que des établissements industriels serait interdite. Les projets de fondations des cabanes-refuges devront obtenir l'autorisation d'une commission spéciale. Dans les réserves partielles, situées au-dessous de la ligne d'altitude, l'exploitation des forêts serait faite selon des plans spéciaux. Le nombre des carrières de granit serait strictement limité et les établissements industriels seraient interdits. En général le parc national s'inspirera du système américain, qui permet l'accès du public dans le parc. Dans certains endroits seulement des réserves seront établies sur le type suisse ; l'accès à ces réserves dépendrait de l'obtention d'une autorisation spéciale. Avant la guerre, sur le territoire de Javorina une réserve close existait en fait, puisque le propriétaire du domaine avait défendu l'accès au public dans certaines vallées. En outre la partie méridionale du district de Nowy-Targ formera un district spécial, celui de Zakopane, où on appliquera la loi sur les localités soumises à la protection du paysage.

Des conventions spéciales doivent résoudre les questions de l'administration des rivières frontières, de la pêche dans ces rivières et le règlement définitif des questions intéressant le partage de la ville de Teschen.

§ 5

**Conventions concernant les communications
par chemins de fer et par avions**

La convention du 30 mai 1927 est relative au règlement des communications réciproques par chemin de fer entre les deux Etats. Elle n'a pas été encore ratifiée. La Pologne est reliée à la Tchécoslovaquie par 9 chemins de fer, traversant la frontière entre les stations polonaises et tchécoslovaques : 1° Zebrzydowice-Petrovice (ligne Cracovie, Prerov, Vienne) ; 2° Teschen, polonais, Teschen tchèque (ligne Bielsko-Teschen) ; 3° Zwardon-Skalite (ligne Zywiec-Cadca) ; 4° Czarny-Dunajec, Sucha-Hora (ligne Nowy-Targ, Kralovany) ; 5° Leluchow-Orlov (ligne Nowy-Sacz, Obysovce) ; 6° Lupkow, Medzilaborce (ligne Nowy-Zagorz, Legina-Michalany) ; 7° Sianki-Uzok (ligne Sambor, Cop) ; 8° Beskid, Svalavka (ligne Stryj, Batyu) ; 9° Woronienka, Jasina (ligne Stanislawow, Teresva).

Ce sont seulement les chemins de fer traversant Zebrzydowice et Lupkow qui possèdent deux voies. En général les chemins de fer traversant les Carpathes avaient une grande importance stratégique pour l'ancienne Autriche-Hongrie. Parmi les 9 lignes de chemin de fer, deux d'entre-elles, celles de Woronienka et de Sianki ont été endommagées près de la frontière, au cours de la grande guerre et ne peuvent être encore utilisées comme communication entre les deux Etats. Parmi les autres points de passage ci-dessus mentionnés, le plus important est celui de Zebrzydowice (en 1925, 80,1 % du trafic ferroviaire entre la Pologne et la Tchécoslovaquie s'est effectué à cet endroit, c'est à-dire 5,2 % du trafic total de la Pologne avec l'étranger). Ensuite, viennent, au point de vue de l'importance : Zwardon (15,4 %), Leluchow (1,6 %), Teschen (1,2 %), Lupkow (1,1 %), Beskid avec Sucha-Hora (0,6 %). Avant la guerre on pensait à construire un chemin de fer entre Piwniczna et Podolinec.

Une convention du 23 avril 1925 (1), entrée en vigueur le 6 novembre 1926, concerne les tarifs des chemins de fer. Cette con-

(1) *Journal des Lois polonais*. 1927. N. 25.

vention réglementa en outre les tarifs à appliquer à certains produits et marchandises, expédiés de la Pologne et qui traversent en transit la Tchécoslovaquie.

La Tchécoslovaquie a accordé au transit de certains produits polonais à travers son territoire des diminutions sur ses tarifs de chemin de fer, et notamment : au charbon polonais, à destination de l'Autriche, de la Hongrie, de la Yougoslavie, de l'Italie ou de la Suisse, au pétrole polonais et à ses produits ; en outre, on accorde des diminutions pour les animaux de boucherie et de reproduction, bêtes de somme, pour le fer, pour l'acier pur, la tôle de fer, la tôle de zinc et le zinc, pour le ciment. Ces produits doivent être expédiés de la Pologne en wagons. L'importation en Pologne, en transit par la Tchécoslovaquie des minerais, des phosphorites et des pyrites bénéficient également de remises.

Inversement la Pologne a accordé une diminution de ses tarifs de chemin de fer au transit de certains produits exportés de la Tchécoslovaquie tels que : charbon, coke, produits d'argile, de terracote, de porcelaine, de faïence, kaolin, cuirs tannés, fruits, bière, malt, vin, verre, fer, acier, produits du fer, de l'acier, machines, instruments destinés à l'industrie électrotechnique, moyens de locomotion. Les blés, le bois de tremble et les animaux vivants traversant le territoire polonais à destination de la Tchécoslovaquie, bénéficient également de diminutions sur le tarif ferroviaire polonais. Le nombre des produits bénéficiant des remises peut être augmenté d'un accord commun.

D'autre part, l'accord du 15 avril 1926 (entré en vigueur le 23 juillet 1927), sur la navigation aérienne (1) prévoit l'établissement d'une ligne aérienne polonaise entre la Pologne (Cracovie ou Katowice) et l'Autriche (Vienne), survolant la Tchécoslovaquie (avec escale à Brno) et d'une ligne tchécoslovaque entre la Tchécoslovaquie (Moravska-Ostrava ou Uzhorod) et l'Union Soviétique (Podwoleczyska), survolant la Pologne, avec escale à Leopold.

Ces conventions ont une grande importance pour l'expansion

(1) *Journal des Lois tchslav.* 1927. pos. 63.

sion polonaise vers l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie et pour l'expansion tchécoslovaque vers la Russie.

§ 6

Convention concernant la protection des minorités

La convention du 23 avril 1925 (2), (entrée en vigueur le 29 avril 1926), au chapitre 3, contient des dispositions concernant la protection réciproque des minorités dans les deux Etats. La frontière actuelle a laissé à la Tchécoslovaquie une partie du territoire ethnographique polonais. Le recensement de 1921 trouva en Tchécoslovaquie :

	Polonais ressortissants tchécoslov.	des autres états	Ressortissants de la Pologne
Bohême	973	2.392	11 405
Moravie et Silésie d'Opava	2.687	8.540	22.501
Silésie de Teschen	69.360	19.569	33.490
Slovaquie	2.536	3.523	13.088
Ruthénie Subcarpathique	297	261	2.624
	75.853	34.285	83.108

M. P. Konieczny se basant sur la statistique du vote évalue le nombre de Polonais ressortissants tchécoslovaques en Tchécoslovaquie à 92.853. En outre il y a en Slovaquie la population parlant un dialecte polonais, mais sentant slovaque. La minorité polonaise en Tchécoslovaquie se compose surtout de la classe paysanne et ouvrière. Elle est représentée par un député au Parlement tchécoslovaque. Il existe 6 journaux polonais en Tchécoslovaquie et plusieurs journaux hebdomadaires ou mensuels.

Les Tchèques forment en Pologne une agglomération plus

(2) *Recueil des Traités*, publié par la Soc. des Nat. V. 48. p. 287.
Journal des Lois polonais. 1926. 41. pos. 256.
Journal des Lois tchslav. 1926. pos. 56.

grande en Volhynie. Le recensement de 1921 trouva en Pologne le nombre suivant des Tchécoslovaques :

	Recensements de 1921	Les chiffres de M. S. Klima
Pologne Russe	28.490	45.043
(y compris la Volhynie)	25.405	37.793
Pologne Autrichienne et Hon- groise	1.750	10.429
(y compris la Silésie de Tes- chen polonaise),	402	1.223
Pologne Allemande (sans Haute- Silésie)	457	3.214
Armée	31	—
Au total	30.628	58.686

Cependant M. S. Klima compte comme slovaque la population du Spis polonais (8.219), population parlant un dialecte polonais et dont la nationalité fut inscrite comme polonaise par le recensement de 1921. M. S. Klima donne comme nombre des ressortissants tchécoslovaques en Pologne 8.660 habitants dont 4.015 de nationalité tchécoslovaque et 760 polonaise. Les Tchèques habitant la Volhynie sont les descendants des colons, établis dans cette contrée dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Selon M. Klima, ils habitent 72 localités. Cependant ils ne forment pas une unité ethnographique, mais sont disséminés parmi la population ruthène et polonaise. Les 3/4 d'entre-eux sont orthodoxes. Il n'y a pas de journaux tchèques en Pologne.

Les deux Etats ont passé en 1919 avec les principales Puissances alliées et associées des Traités concernant la protection des minorités de langue, de race et de religion, qui se trouvent sur leurs territoires respectifs (le Traité du 28 juin 1919 visant les minorités en Pologne et le Traité du 10 septembre 1919 visant les minorités en Tchécoslovaquie).

Selon la convention du 23 avril 1925, les ressortissants d'un Etat qui appartiennent à la nationalité de l'autre Etat, jouissent de tous les droits, qu'ils possèdent en raison de leur nombre et en vertu de la constitution, des lois ou des décrets concernant

les minorités. Ces droits sont expressément étendus aux habitants de l'ancien territoire plébiscitaire.

En Tchécoslovaquie, c'est dans la section VI, art. 128-134 de la constitution, que nous trouvons des clauses concernant la protection des minorités de langue, de religion ou de race. La loi du 29 février 1920 précisa les droits de minorité en Tchécoslovaquie ; elle fut précisée par le règlement du 3 février 1926. En vertu de cette loi les autorités, les tribunaux et les organes d'Etat (sauf les organes militaires) dont la compétence s'étend aux districts comprenant selon le recensement plus de 20 % de citoyens appartenant à une langue autre que le tchécoslovaque, doivent admettre les demandes faites en cette langue des gens appartenant à la minorité et y répondre, non seulement en langue tchécoslovaque, mais également dans la langue de minorité. Dans les mêmes districts, la langue de minorité est admise en même temps que la langue officielle comme langue des avis, des proclamations et inscriptions des organes, autorités et tribunaux d'Etat. En vertu du règlement du 31 janvier 1924, les représentants des minorités habitant des districts ayant une minorité supérieure à 20 %, peuvent, dans l'organe représentatif du département ou du district, faire des motions, interpellations, déclarations, etc., dans leur langue. Cependant une traduction dans la langue officielle doit en être faite. Dans les districts possédant plus de 50 % d'habitants, parlant une autre langue que le tchécoslovaque, l'organe représentatif du district peut décider que les motions, interpellations, etc., faites devant cet organe dans la langue officielle, seront traduites dans la langue de minorité et qu'elles seront inscrites également dans la langue de minorité dans les procès-verbaux. Des facilités plus grandes encore peuvent être accordées dans le district où la minorité est de 80 % et plus.

Les communes possédant plus de 20 % de minorité linguistique doivent admettre les demandes dans la langue de minorité et y répondre. En outre cette langue est admise dans les débats du Conseil municipal et dans les avis. La langue officielle des communes est la langue parlée par plus de 50 % de ses habitants. Dans les communes où la minorité ne dépasse pas 20 % la langue

officielle de la commune est le tchécoslovaque. Dans les autres cas le Conseil municipal peut établir la langue officielle de la commune. Toutes les communes comptant plus de 3.000 habitants doivent posséder au moins un fonctionnaire connaissant bien la langue officielle d'Etat.

En Pologne, ce sont les art. 95, 96, 100, 109, 117 de la Constitution qui traitent de la protection de minorités. La loi du 31 juillet 1924 concerne seulement les minorités ukrainienne, blancoruthène et lithuanienne.

La Convention emploie le terme de « minorité qualifiée » pour désigner une minorité à laquelle les lois des deux Etats accordent les droits de minorité. Les Polonais forment la minorité qualifiée dans les districts de : Jablunkov (75 %), Frystat (40 %), Teschen-Tchèque (38 %). La population parlant le dialecte polonais en Slovaquie fut inscrite comme slovaque. Les Tchèques ne forment nulle part une agglomération dépassant 10 % de la population du canton, unité administrative inférieure en Pologne russe. La population du Spis polonais est polonaise ; 3 villages tchèques en Silésie Moyenne Polonaise furent inscrits comme polonais. Chaque Etat s'est engagé dans la Convention à traiter avec bienveillance la minorité de l'autre Etat ; mais en même temps il est prévu que cette minorité doit observer une attitude loyale à l'égard de l'Etat sur le territoire duquel elle est établie ; toutefois la défense des droits de minorités n'est pas considérée comme un acte de déloyauté. La dénationalisation forcée est interdite. Pour établir la nationalité et la langue maternelle d'une personne, on doit s'attacher uniquement à la déclaration de cette personne ou de son représentant légal.

Il est prévu que dans les districts, renfermant une minorité nationale qualifiée de l'autre Etat, on doit se servir de la langue de la minorité dans les rapports extérieurs de la vie administrative et judiciaire, lorsque les parties appartiennent à la minorité de l'autre Etat ; c'est-à-dire dans les débats judiciaires et administratifs, dans les procès-verbaux, dans la notification des citations, des plaintes, des jugements et des décisions, pour la réception et l'exécution des requêtes, pour les inscriptions au registre foncier, pour les inscriptions extérieures des édifices publics,

pour les proclamations et pour les avis publics. Le gouvernement polonais s'est engagé à autoriser l'usage de la langue tchécoslovaque dans l'administration des communes et des villages, qui sont habités par les Tchécoslovaques en nombre insuffisant pour leur permettre de jouir des droits de minorité. Mais cette autorisation ne peut pas être en opposition avec les prescriptions légales. Pour permettre à la minorité, l'usage de sa langue devant les autorités, les Etats doivent employer un nombre suffisant de gens, sachant la langue officielle et la langue de la minorité. Cette disposition s'applique au personnel des tribunaux et des institutions compétents dans les districts de minorité qualifiée, elle s'applique autant que possible aux autres tribunaux et aux autorités administratives de première instance de ces districts, à l'exclusion des administrations centrales.

Les ressortissants d'un Etat qui appartiennent à la nationalité de l'autre Etat, jouissent du même traitement que les personnes ayant la nationalité du premier Etat, traitement en ce qui concerne les concessions, les subventions, les contributions d'Etats et les licences d'exploitation. Cette mesure s'applique également aux personnes morales, dont la nationalité est établie d'après leur siège social.

En ce qui concerne l'instruction publique, les deux Etats ont déclaré comme illégale toute pression exercée sur les parents en vue de les persuader d'envoyer leurs enfants aux écoles donnant l'enseignement dans une langue autre que la langue maternelle des enfants. Selon la loi tchécoslovaque du 3 avril 1919, une école primaire publique doit être fondée dans chaque commune, où durant les trois dernières années il y avait au moins 40 enfants d'âge scolaire, s'il n'existe pas dans cette commune une école donnant l'enseignement dans la langue maternelle de ces enfants, une école primaire supérieure doit être ouverte lorsque dans le même délai on comptait 300 enfants d'âge scolaire dans la commune. La loi polonaise de 1924 contient les dispositions analogues. Les deux lois permettent la fermeture des écoles minoritaires publiques lorsque le nombre d'enfants est inférieur à 40. Dans les communes dans lesquelles la minorité ne peut prétendre, en raison de son nombre peu élevé à l'établissement

d'écoles nationales publiques, indépendantes, les Etats sont tenus à autoriser la création des écoles privées donnant l'instruction dans la langue de la minorité, mais dans ce cas, toutes les conditions requises par la loi doivent être remplies. Les écoles privées de ce genre reçoivent des subventions dans la mesure du possible.

Le gouvernement polonais s'est engagé en particulier à accorder toutes les facilités possibles en vue de la création des écoles privées tchécoslovaques en Volhynie. Dans les écoles de minorité, le personnel enseignant, l'administration et les autorités d'inspection immédiatement supérieures doivent appartenir à cette minorité et posséder des qualifications linguistiques et professionnelles, prescrites dans l'Etat. Les candidats à l'enseignement, qui appartiennent à la minorité polonaise et qui ont acquis les titres nécessaires en Pologne sont admis à enseigner dans les écoles polonaises en Tchécoslovaquie, mais ces candidats sont obligés de subir avec succès l'examen supplémentaire, exigé par les dispositions prescrites en Tchécoslovaquie ; en cas de succès ils sont traités sur le même pied que les personnes qui ont acquis des titres d'enseignement en Tchécoslovaquie. Réciproquement les mêmes dispositions s'appliquent à la minorité tchécoslovaque en Pologne. Des organes administratifs spéciaux et directs pour l'administration des écoles minoritaires doivent être créés dans la mesure compatible avec les lois et les règlements. Toutes les inscriptions du matériel scolaire et les livres employés dans les écoles minoritaires doivent être imprimés dans la langue littéraire correcte polonaise, tchèque ou slovaque selon le cas. Chaque Etat doit veiller à ce que ses écoles respectives soient pourvues des livres et du matériel scolaire nécessaires.

Les stipulations de la convention dont deux textes polonais et tchèque sont des originaux et font également foi, présentent certaines difficultés dans le cas où l'enfant a pour parents des personnes appartenant à deux nationalités distinctes. Selon le texte polonais il faudrait s'attacher à la langue du père (la langue paternelle) selon le texte tchèque à la langue de la mère (langue maternelle). Le chapitre de la convention concernant la protection des minorités ne peut être dénoncé qu'après 12 ans. Si ces dispositions sont appliquées largement, elles apporteront un cal-

mant dans les questions des minorités réciproques des deux Etats et contribueront ainsi à l'idée du rapprochement des deux Etats.

Durant l'année scolaire 1922-23 on comptait en Tchécoslovaquie 6 écoles polonaises primaires supérieures, 89 écoles primaires élémentaires, 17 écoles maternelles et 1 école secondaire dans la même année il y avait en Pologne 40 écoles tchèques, c'est-à-dire 1 école nationale correspondait aux 975 Polonais en Tchécoslovaquie et aux 866 Tchécoslovaques en Pologne.

CHAPITRE XII

Conclusions

En général la frontière polono-tchécoslovaque est conforme à l'ancienne frontière austro-hongroise. En Silésie de Teschen, en Orava et en Spis la frontière est nouvelle. En Silésie les auteurs de la ligne frontière n'ont pas voulu couper le bassin houiller d'Ostrava-Karvinna, ni le chemin de fer Kosice, Bohumín, ménageant ainsi les intérêts tchécoslovaques ; ils ne sont attachés qu'en second lieu aux questions ethnographiques. En Orava, ces auteurs ont tracé la ligne en donnant à la Pologne la population d'esprit national polonais, mais par suite de modifications ultérieures, deux villages à population consciente polonaise sont restés en dehors de la Pologne. En Spis, la frontière a laissé à la Tchécoslovaquie les deux versants de montagnes, séparant le bassin polonais du Dunajec du bassin tchécoslovaque du Poprad, ménageant ainsi les intérêts stratégiques tchécoslovaques. Cette frontière ne s'attache à la frontière linguistique, ni à la frontière de nationalité.

La frontière polono-tchécoslovaque suit en principe la ligne naturelle formée par la crête des montagnes (dans la proportion de 80 % environ). C'est seulement en Silésie de Teschen, en Orava et en Spis, qu'elle abandonne cette crête. Cependant même dans ces pays, elle suit en partie des lignes naturelles notamment les rivières d'Olza, du Dunajec, de la Bialka et du Poprad. La frontière politique coupe certaines unités géographiques : la vallée de l'Olza en Silésie, le pays d'Orava, la vallée du Dunajec et celle du Poprad.

En comparant les frontières médiévales de la Pologne avec la frontière actuelle, nous constatons un rétrécissement de la

frontière polonaise du côté de la Bohême, de la Moravie et de la Hongrie. Par rapport à la frontière historique existant lors du morcellement de l'Etat polonais à la fin du XVIII^e siècle (nous prenons pour base l'année 1769), la frontière actuelle marque un avantage au profit de la Pologne. La Pologne possède une partie de la Silésie de Teschen, de l'Orava et du Spis, qui se trouvaient en dehors de sa frontière en 1769, au total 1.592 km² ; par contre 16 villes du Spis sont restées hors de la frontière actuelle (1.110 km²). Le solde au profit de la Pologne est de 482 km².

Par rapport à la frontière de l'Etat Tchéque au Moyen-Age, avant le XIV^e siècle nous constatons en Silésie de Teschen, une extension vers l'est de la Tchécoslovaquie. Par rapport à la frontière existant lors de la disparition de l'indépendance de l'Etat Tchéque en 1620, la frontière actuelle sur le secteur silésien est en-deça de la frontière historique de 1620. La Tchécoslovaquie englobe aujourd'hui la Slovaquie et la Ruthénie qui s'étaient toujours trouvées en dehors des frontières historiques de l'Etat Tchéque (sauf une partie de la Slovaquie Occidentale).

Par rapport aux réclamations de 1919, la frontière actuelle s'approche davantage de la ligne marquée par les revendications de la Tchécoslovaquie en 1919, qu'elle ne s'approche de la ligne des revendications de la Pologne, en la même année.

2.629 km² (dont 1.037 km² en Haute-Silésie polonaise) des revendications tchécoslovaques se trouvent actuellement en Pologne et 3.241 km² des revendications polonaises se trouvent actuellement en Tchécoslovaquie.

Une partie du territoire ethnographique et linguistique polonais est resté en Tchécoslovaquie. La Pologne n'a reçu que quelques villages du Spis appartenant au territoire linguistique polonais et dont les habitants lors du recensement de 1910 se considéraient comme étant slovaques. Lors du recensement de 1921 les habitants de ces villages ont déclaré la nationalité polonaise. A l'est du Poprad, la frontière politique n'a rien de commun avec la frontière ethnographique, puisqu'elle traverse le territoire ruthène ; elle est conforme là d'une part à l'extension de l'élément polonais parmi les Ruthènes et d'autre part à l'extension de l'élément hongrois parmi les Ruthènes.

La controverse entre les revendications polonaises et tchécoslovaques en 1919 est intéressante à un double point de vue. On peut se demander si la nationalité doit être déterminée par la langue ou par l'esprit national. En Hongrie supérieure, la Pologne a soutenu la première thèse, la Tchécoslovaquie la seconde. En Silésie il s'agissait de la question de savoir quelles raisons devaient prévaloir : les raisons ethnographiques invoquées par la Pologne, ou les raisons économiques invoquées par la Tchécoslovaquie. Ce sont les thèses soutenues par la Tchécoslovaquie qui l'ont emporté lors de la fixation définitive de la frontière.

En général, il faut conclure que la frontière est moins avantageuse pour la Pologne que pour la Tchécoslovaquie. Elle a laissé en dehors de la Pologne une partie du territoire ethnographique et linguistique polonais, la partie du bassin de Karvina-Ostrava, situé sur le territoire ethnographique polonais, la partie du chemin de fer Bohumin-Kosice, traversant la Silésie et toutes les stations climatiques du Spis et de l'Orava. Le district de Nowy-Targ reste enfoncé en Tchécoslovaquie et est privé à l'est et à l'ouest d'une bonne ligne de défense. La Tchécoslovaquie a obtenu tout son territoire linguistique du côté de la Pologne. Elle n'a pas obtenu quelques villages en Spis, où la nationalité n'était pas bien déterminée et qui appartenaient au territoire linguistique polonais.

Le plus grand grief de la Tchécoslovaquie contre la frontière actuelle est de nature stratégique par rapport au chemin de fer Kosice, Bohumin.

Les deux Etats se sont efforcés de diminuer par des conventions les difficultés et les inconvénients, engendrés par le tracé de la frontière. Comme nous l'avons vu précédemment les facilités apportées par ces conventions s'étendent très loin.

Il est très regrettable qu'au moment où les deux nations slaves recouvrèrent leur indépendance, les difficultés litigieuses n'eurent pu être réglées à l'amiable et que leur règlement n'ait pu être obtenu que par l'intermédiaire de puissances tierces. Cependant même dans les périodes les plus critiques on pouvait enregistrer les deux côtés des paroles montrant la nécessité de bons rapports et de rapprochement entre les deux nations. Il faut no-

ter avec satisfaction l'augmentation de ce rapprochement au cours des dernières années. Il est à souhaiter que l'on ne retombe jamais dans les fautes commises au moyen-âge, lorsque les deux Etats étaient rivaux et menaient entre-eux des luttes qui profitaient seulement à leurs voisins de l'ouest et du sud (Allemagne et Hongrie).

Il y a des gens qui songent à un rapprochement plus étroit entre les deux Etats pouvant aboutir même à une union. La question de l'union fort intéressante mais compliquée entre cependant dans le domaine des relations et des rapports entre les deux Etats. La principale difficulté à surmonter nous semble devoir être dans le domaine économique et dans les rapports avec certains Etats voisins.

Vu : *Le Président de la thèse*, J. BASDEVANT.

Vu : *Le Doyen*, H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ALLEMANDS

1. ANDREE. — Handatlas. VI. Edition. Leipzig, 1913.
2. Dr. R. ANDREE. — Das Sprachgebiet der Lausitzer Wenden.
3. A. BACHWAN. — Geschichte Böhmens Gotha. 1899.
4. A. BIDERMAN. — Die Ungarische Ruthenen. 1867.
5. BROCK. — Studien von der slovakisch-kleinrussischen Sprachgrenze im östlichen Ungarn.
6. REICHSAMT für Landesaufnahme. — Übersichtskarte von Mitteleuropa. Echelle 1 : 300.000.
7. UNGARN 1917.
8. HAIN. — Handbuch der Statistik des österreichischen Kaiserstaates. WIEN, 1852.
9. Gemeindelexikon der Regierung-Bezirk Oppeln.
10. Gemeindelexikon der im Reichsrat vertretenen Königreichen und Länder. B. X. Schlesien.
11. K. u K. Militärgeographisches Institut. Karten 1 : 75.000.
12. KNEIFEL. TOPOGRAPHIE.
13. H. LAMMASCH. — Die Rechtskraft internationaler Schiedssprüche.
14. Neue Freie Presse du 5 février 1919.
15. F. RATZEL. — Politische Geographie. München-Berlin. 1903.
16. C. E. RHODE. — Historischer Schulatlas. Glogau.
17. SPRINGER. — Statistik des Oesterreichischen Kaiserstaates. Wien. 1840.
18. STUCK. — Spezialkarte der Beskiden. 1 : 75.000.
19. DR. P. WEBER. — Die Polen in Oberschlesien. Berlin. 1914.
20. DR. E. WINTER. — Die Deutschen in der Slowakei und in Karpathorussland. 1926.

LIVRES ANGLAIS

21. J. HOETZT & V. JOACHIM. — The constitution of the Czechoslovak Republik. Prague. 1921.
22. J. A. ROY. — Pole and Czech in Silesia. 1920.
23. TIMES du 4 février 1919.

LIVRES FRANÇAIS

24. Les archives de la grande guerre. N° 24, de juillet 1921, consacré à la Haute-Silésie.
25. Dr E. BENES. — Le problème de la Silésie de Teschen. « La Nation Tchèque », 1919.
26. J. BIDLO. — Les Polonais et la République Tchéco-Slovaque. Prague 1919.
27. J. BUZEK. — La question de la Silésie de Teschen.
28. Clergé évangélique réformé. Appel au sujet du rattachement de la principauté de Teschen à la Pologne.
29. Commission de Délimitation polono-tchécoslovaque. Procès-verbaux.
30. COMMENE. — La Terre Roumaine à travers les âges. Paris-Lausanne 1919.
31. Conseil National Russe des Carpathes. Protêt contre le partage de la contrée russe des Carpathes.
32. Publications de la Cour Permanente de Justice Internationale. Série C : actes et documents relatifs aux arrêts et aux avis consultatifs de la Cour. N° 4. Documents relatifs à l'avis n° 8 (Affaire Jaworzina). Leyde 1924.
33. Publications de la Cour Permanente de Justice Internationale. Série B : Recueil des avis. Avis consultatifs. N° 8 concernant la délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque dans l'affaire Javorina, donné par la Cour à la date du 6 décembre 1923. Leyde 1924.
34. Députés hongrois et allemands à la Diète de Prague. Mémoire déposé au Conseil de la Société des Nations sur la situation des minorités en Slovaquie et en Russie Subcarpathique 1923.
35. Délégation Lusacienne. Mémoire sur les principes réglant les droits des Slaves Lusaciens sous la protection de la Société des Nations. 1919.
36. Délégation Lusacienne. Les Serbes de Lusace, 1919.

37. Délégation Polonaise. La carte de la République Polonaise, déposée par M. R. Dmowski à la Conférence de la Paix à Paris en 1919.
38. — Les Frontières de la Pologne. 1919.
39. — Les frontières de la Pologne dans le duché de Teschen. Paris, 1919.
40. — Importance économique du bassin houiller et des voies de communication de la Silésie de Teschen pour la Pologne et pour la Tchécoslovaquie.
41. — Industrie du pétrole en Galicie.
42. — Mémoire concernant la délimitation des frontières entre les Etats Polonais et Tchécoslovaque en Silésie, Orava et Spisz, 1919.
43. — Mémoire sur la Galicie. Paris, 1919.
44. Délégation Tchécoslovaque. Haute Silésie Tchèque.
45. — Mémoire sur la question des Serbes de Lusace.
46. — Mémorandum sur la situation en Silésie.
47. — Le problème de la Région de Glatz.
48. — Le problème de la Silésie de Teschen.
49. — Le problème des Ruthènes en Hongrie.
50. — Problèmes des rectifications des frontières tchécoslovaques et germano-autrichiennes.
51. — Revendications territoriales de la République Tchécoslovaque.
52. — La Slovaquie et le territoire revendiqué en Hongrie.
53. Délégation Ukrainienne. Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine présenté à la Conférence de la Paix. 1919.
54. — Notes présentées à la Conférence de la Paix.
55. — L'Ukraine en face du Congrès.
56. — L'Ukraine et la Conférence de la Paix.
57. DESCAMPS et RENAULT. — Recueil International des Traités du xx^e siècle.
58. A. DORIEN. — La question d'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie. Varsovie, 1921.
59. M. FALLEX. — Les frontières de l'Etat polonais. Paris, 1919.
60. FAUCHILLE. — Traité de Droit International Public.
61. A. GAUVIN. — L'Europe au jour le jour. 1918-20.
62. Gouvernement Tchécoslovaque. Réponse aux Mémoires des Membres Allemands de l'Assemblée Nationale Tchécoslovaque.
63. H. GRAPPIN. — Polonais et Ruthènes. La question de Galicie.
64. — La question de la Silésie de Teschen. Paris, 1919.

65. L. HAUTECOUR. — Le problème de la Galicie Orientale.
66. J. HEJRET. — Les Tchèques et les Polonais dans le pays de Teschen. Prague, 1919.
67. J. KAPRAS. — La Haute Silésie Prussienne et l'Etat Tchèque.
68. D^r M. KORDOUBA. — Le territoire et la population de l'Ukraine.
69. D^r J. KRCMAR. — Les bases juridiques de la question de Javorina. « Revue Générale de Droit International Public ». 1923, n° 5.
70. Ligue Franco-Tchèque. Les Pays Tchèques. Paris, 1917.
71. D^r M. LOZYNSKY. — Décisions du Conseil Suprême sur la Galicie Orientale, 1920.
72. — Ukraine Occidentale.
73. Membres allemands de l'Assemblée Nationale Tchécoslovaque. Mémoire présenté au Conseil de la Société des Nations.
74. M. MERCIER. — La Formation de l'Etat Tchécoslovaque. Paris, 1922. (Thèse de doctorat.)
75. Ministère des Affaires Etrangères Polonais. — Recueil des documents diplomatiques concernant la question de Javorina. Varsovie, 1923.
76. L. NIEDERLE. — La race slave. Paris, 1916.
77. S. NICOLAU. — Géographie de la République Tchécoslovaque. Prague, 1926.
78. Office statistique d'Etat. Annuaire statistique de la République Polonaise, 1922-27.
79. Office statistique d'Etat. Manuel de la République Tchécoslovaque.
80. Office central de statistique. Le premier recensement général de la République Polonaise.
81. J. PICHON. — Frontières de l'Etat Tchécoslovaque. Paris, 1919.
82. — La répartition des Polonais d'après les résultats des élections aux assemblées représentatives. Paris, 1919.
83. M. POTULICKI. — La constitution de la République Polonaise.
84. C. RAKOWSKI. — La Haute Silésie.
85. J. RUBINEK. — La Hongrie économique en cartes.
86. Société des Nations. « Journal Officiel ». Procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations. 26^e-28^e sessions.
87. Société des Nations. Recueil des Tratiés.
88. F. SZURA. — La Silésie de Teschen.
89. D^r S. TARLINSKI et Prof. V. SIKORA. — De la Silésie, du duché de Teschen.
90. Le « Temps », 1919-20.

Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et :

- 91. Traité avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919.
- 92. — l'Autriche, signé à St-Germain le 10 septembre 1919.
- 93. — la Hongrie, signé à Trianon le 4 juin 1920.

Traité entre les principales Puissances alliées et associées et :

- 94. Traité avec la Pologne, signé à Versailles le 28 juin 1919.
- 95. — la Tchécoslovaquie, signé à St-Germain le 10 septembre 1919.
- 96. — la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes et la Tchécoslovaquie, relatif à certaines frontières de ces Etats, signé à Sèvres le 10 août 1920.
- 97. H. TRIEPEL. — Nouveau Recueil Général de Traités et autres actes relatifs aux rapports de Droit International.
- 98. Union des Grandes Associations françaises contre la propagande ennemie. Procès-Verbaux des séances du 25 mars et du 1^{er} avril 1919.
- 99. P. de VINEUIL. — L'affaire de Javorina devant la Cour Permanente de Justice Internationale. Revue de Droit International et de Législation Comparée. 1924, n° 1-2
- 100. — La dernière phase de l'affaire Javorina. La même Revue. 1924, n° 3.
- 101. L. WASILEWSKI. — Les Frontières de la République de Pologne. Paris, 1927.
- 102. A. WIERZBICKI. — Le problème de la Haute Silésie tel qu'il se pose en réalité et les erreurs de Keynes. Discours à la Diète Polonaise. Varsovie, 1921.

LIVRES POLONAIS

- 103. O. BALZER. — Wywod praw polskich przed sadem polubownym w Gracu. Lwow, 1906. r. L'Affaire « Morskie Oko ». Exposé des droits polonais devant le tribunal arbitral de Graz.
- 104. BALZER. — Genealogja Piastow. 1895. Généalogie des Piastes.
- 105. F. BARNERT. — Spisz i sasi spiscy. « Ziemia ». 1920. str. 142. Le pays de Spis et les Allemands du Spis. La « Terre ».
- 106. W. BOR. — Jaworzyna Spiska. « Drogi Polski ». R 111. zesz 1. Javorina « Route de la Pologne ».
- 107. Bystron. O mowie polskiej w dorzeczu Stonawki i Lucyny w Ksiestwie Cieszynskiem. De la langue polonaise dans les bas-

- sins de la Stonavka et de la Lucina, dans le duché de Teschen.
108. A. Ch. Ostatnie fazy walki o Jaworzyne. « Wierchy », 11. 1924. str. 216. Dernières phases de la lutte pour Javorina.
 109. J. CHMIELOWSKI. — Przewodnik po Tatrach. Lwow. 1907. Guide des Tatras.
 110. CHOROSZEWSKI. — Mapa Jezykova i wyznaniowa Galicji. Lwow. 1911. Carte linguistique et confessionnelle de la Galicie.
 111. J. DABROWSKI. — Kwestja granicy polsko-węgierskiej. La Question de la frontière entre la Pologne et la Hongrie.
 112. Sprawozdania stenograficzne posiedzen Sejmu Polskiego. Diète Polonaise. Procès-verbaux sténographiques des séances.
 113. A. DIVEKY. — Postulaty polskie w stosunkach z Wegrami. Les revendications polonaises dans les rapports avec la Hongrie.
 114. J. DOMANIEWSKI. — W sprawie ochrony Tatr. « Ochrona Przyrody ». Zesz. 5. La question de protection de la nature dans les Tatras. « Protection de la Nature », fasc. 5.
 115. F. DROBNIAK. — Węgiel, jako postulat żywotności Państwa Polskiego. La houille comme condition de vitalité de l'Etat Polonais.
 116. — W sprawie Slaska Cieszyńskiego. Sur la question de la Silésie de Teschen. 1919.
 117. F. DUDA. — Cieszyńskie zostanie polskiem. La Silésie de Teschen restera polonaise.
 118. A. DUDZINSKI. — Polacy na Slasku. Lwow. 1919. Les Polonais en Silésie.
 119. Z. GLOGER. — Geografja historyczna Ziem Polskich. Warszawa. 1900. Géographie historique des Terres Polonaises.
 120. K. GLABISZ. — Granica maksymalna i minimalna. Slaska. La frontière minimale et maximale de la Pologne en Silésie.
 121. — Zachodnia Granica minimalna i maksymalna Wielkopolski. La frontière de l'Ouest, minimale et maximale du pays de Posnanie.
 122. Dr. W. GOETEL. — Sprawozdanie delegata Państwowej Komisji Ochrony Przyrody dla spraw pogranicznych parkow natury. « Ochrona Przyrody » zesz 2. Le compte-rendu du délégué de la Commission d'Etat pour les questions des parcs de nature dans la zone frontière.
 123. « Przemysł i Handel », 1927. zesz 8. Znaczenie poszczególnych

- stacyj granicznych w komunikacji miedzynarodowej. « Industrie et Commerce » 1927, fasc. 8. Valeur des différentes stations frontières polonaises dans la communication internationale.
124. J. HARWOT. — Cieszyn i Ziemia Cieszyńska pod względem statystycznym. Przemyśl. 1903. Teschen et le territoire de Teschen au point de vue statistique.
125. M. JAROSZ. — Śląsk Cieszyński. La Silésie de Teschen.
126. J. JASKOLSKI. — Granice Polski. Lwów. 1920. Frontières de la Pologne.
127. J. JAWORSKI. — Spisz i Orawa jako lecznicze stacje polskie. Warszawa. 1920. Le Spis et l'Orava comme stations climatiques polonaises.
128. Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej. 1918-28. (W 1918 r Dziennik Praw). Journal des Lois de la République Polonaise 1918-28.
129. Dziennik Urzędowy Ministerstwa Spraw Zagranicznych. 1920-27. Journal Officiel du Ministère des Affaires Étrangères Polonaises.
130. J. K. Sprawa Galicji Wschodniej. « Drogi Polski », rocz. 1. str. 496. La question de la Galicie Orientale. Les « Routes de la Pologne ».
131. W. KETRZYŃSKI. — Granice Polski w X wieku. Kraków. 1892. Les frontières de la Pologne au X^e siècle.
132. E. KOŁODZIEJCZYK. — Ludność polska na Górnym Węgrzech. Kraków. 1910. La Population Polonaise dans la Hongrie Supérieure.
133. F. KONECZNY. — O pierwotnej polskości Ziemi Chełmskiej i Rusi Czerwonej. La population polonaise aborigène de la Galicie Orientale et du pays de Chełm.
134. P. KONIECZNY. — Śląsk Cieszyński pod władzą czeską. 1924. La Silésie de Teschen sous le gouvernement tchèque.
135. T. KORZON. — Historia wieków średnich. Histoire du Moyen-Âge.
136. J. KOSTRZEWSKI. — Mapa narodowościowa ziem dotychczasowego zaboru pruskiego. Poznań. 1919. Carte ethnographique des terres polonaises sous la domination prussienne.
137. S. KOZICKI. — Sprawa granic Polski na konferencji pokojowej w Paryżu. Warszawa. 1921. La question des frontières de la Pologne à la Conférence de la Paix à Paris.
138. J. KRAMSZTYK. — Rozdział węgla w Europie w 1913 roku i po

- wojnie. La répartition de la houille en Europe en 1913 et après la guerre.
139. S. KUTRZEBA. — Nasza polityka zagraniczna. 1923. Notre politique extérieure.
140. A. LEWICKI. — Zarys historii polskiej aż do najnowszych czasów. Warszawa. 1913. Croquis de l'histoire de Pologne jusqu'à l'époque contemporaine.
141. J. LONDZIN. — Polskość Śląska Cieszyńskiego. Cieszyn. 1922. Le caractère polonais de la Silésie de Teschen.
142. J. LOTH. — Wykład geografji ekonomicznej Ziemi Polski przedrozbiorowej. Warszawa. 1919. Cours de la Géographie économique des territoires de la Pologne antérieure aux partages.
143. J. LOTH. — Zarys geografji politycznej Kraków. 1925. Croquis de géographie politique.
144. K. LUTOSTANSKI. — Recueil des actes diplomatiques, traités et documents concernant la Pologne. Les Partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance.
145. F. MACHAY. — Jaworzyna a dyplomaci. « Ziemia » 1922. str. 312. Javorina et les diplomates.
146. — Moja droga do Polski. Mon chemin vers la Pologne.
147. A. MACOSZEK. — Przewodnik po Śląsku Cieszyńskim Lwów. 1901. Guide de la Silésie de Teschen.
148. L. MALINOWSKI. — Studja śląskie. 1869. Etudes de la Silésie.
149. MODĘLSKI. — Sprawa pogranicza polsko-czeskosłowackiego. La question des pays limitrophes polono-tchécoslovaques.
150. E. NIEWIADOMSKI. — Atlas do dziejów Polski. Warszawa. 1899. Atlas pour l'histoire de Pologne.
151. K. NITSCH. — Granica polsko-czeska i polsko-słowacka. La frontière polono-tchèque et polono-slovaque.
152. — Dialekty polskie Śląska. Materiały i prace komisji językowej Akademji Umiejętności. Kraków. 1909. T. IV. Les dialectes polonais de la Silésie. « Les documents et les travaux de la Commission Linguistique de l'Académie des Sciences de Cracovie ».
153. W. OLSZEWICZ i M. CZAYKOWSKI. — Opis granic starostwa Spiskiego. Description des frontières de la Starostie de Spis.
154. D^r M. ORŁOWICZ. — Jaworzyna Spiska. « Ziemia », 1922. str. 16. Javorina de Spis.
- Ilustrowane przewodniki. Guides illustrés.

155. — Po wojewodztwie Slaskiem. Warszawa. Lwow. 1924. Du département de Silésie.
156. — Po Wschodnich Karpatach. Lwow. 1914. Des Carpathes Orientales. Léopol. 1914.
157. — Po Galicji, Bukowinie, Slasku Cieszyńskim, Spiszu, Orawie, Lwow. 1914. De la Galicie, de la Bucovine, de la Silésie de Teschen, du Spis et de l'Orava.
158. — Po Spiszu, Orawie, Liptowie i Czadeckiem. Lwow. Warszawa. 1921. Du Spis, de l'Orava, du Liptov et du district de Cadca.
159. — Znaczenie Spisza i Orawy dla zdrowia narodowego. Pamiętnik Polskiego Towarzystwa Tatrzańskiego. R. 1920. str. 145. Importance du Spis et de l'Orava pour la santé nationale.
160. A. PARCZEWSKI. — W sprawie granic zachodnich Polski. Sur la question des frontières de l'Ouest de la Pologne.
161. S. PAWLOWSKI. — Ludność rzymsko katolicka w polsko-ruskiej części Galicji. 1919. La population romaine-catholique dans la partie polono-ruthène de la Galicie.
162. — Stosunki narodowościowe w Galicji Wschodniej. Rapports ethnographiques en Galicie Orientale.
163. K. PIATKOWSKI. — Stosunki narodowościowe w Księstwie Cieszyńskim. Cieszyn. 1918. Rapports ethnographiques dans le duché de Teschen.
164. « Ochrona Przyrody ». « Protection de la Nature ».
165. J. PRUZINSKI. — Walki o Śląsk Cieszyński. Warszawa. 1921. Les luttes pour la Silésie de Teschen.
166. « Sprawy Mniejszościowe ». 1927. N° 2. Polacy na Śląsku Cieszyńskim i na Morawach w chwili obecnej. « Questions des minorités ». 1927. N° 2. Les Polonais dans la Silésie de Teschen et en Moravie à l'époque actuelle.
167. W. E. RADZIKOWSKI. — Spor o granice w Tatrach. 1901. Krakow. Le différend sur la frontière dans la Tatra.
168. S. E. RADZIKOWSKI. — Sprawa granicy polskiej od Węgier. « Pamiętnik Pol. Tow. Tatr. » 1920. str. 113. La question de la frontière polonaise du côté de la Hongrie. « Journal littéraire de l'Association Polonaise des Tatrów ». 1920, p. 113.
169. S. RAUBAL. — Krytyka granicy polsko-czeskosłowackiej z punktu widzenia interesów Polski. Critique de la frontière entre

la Pologne et la Tchécoslovaquie au point de vue des intérêts de la Pologne.

170. J. RETINGER. — Spor o Morskie Oko. Krakow. 1893. Le différend de Morskie-Ok.
171. « Przegląd Tygodniowy », Dodatek. R. 1895. Spor o Morskie Oko. « Revue Hebdomadaire », supplément. Le différend de Morskie-Ok.
172. « Przegląd Turystyczny ». « Revue Touristique ».
173. R. RIEGER. — O konieczności przyznania Polsce Śląska Cieszyńskiego. Nécessité de l'attribution de la Silésie de Teschen à la Pologne.
174. K. RIPA. — Śląsk Czeskosłowacki i Morawy w 1926. La Silésie Tchécoslovaque et la Moravie en 1926.
175. Dr L. SAWICKI. — Uwagi nad memorjałem dr. S. E. Radzikowskiego. « Pamiętnik Pol. Tow. Tatr. » R. 1920. str. 130. Remarques sur le mémoire du Dr. S. E. RADZIKOWSKI.
176. SCHLECHTEL. — Memorjal w sprawie włączenia całego dorzecza rz. Dunajca do Państwa Polskiego. « Pamiętnik Pol. Tow. Tatr. » R. 1920. str. 141. Mémoire concernant la réunion du bassin du Dunajec à la Pologne.
177. SEKRETARJAT JENERALNY DELEGACJI POLSKIEJ. — Akty i dokumenty dotyczące sprawy granic Polski na Konferencji Pokojowej w Paryżu 1918-19 r. Secrétariat Général de la Délégation Polonaise. Actes et documents relatifs à la question des frontières polonaises à la Conférence de la Paix, à Paris. 1918-19.
178. W. SEMKOWICZ. — Granica polsko-węgierska w oświetleniu historycznem. « Pamiętnik Pol. Tow. Tatr. » R. 1920. str. 88. La frontière polono-hongroise à lumière de l'histoire.
179. — Jaworzyna w świetle praw historycznych. « Ziemia ». R. 1922. str. 306. Javorina à la lumière des droits historiques. « La Terre ».
180. — Prawa Polski do Jaworzyny. « Ziemia ». R. 1923. str. 3. Les droits polonais à Javorina.
181. — Z dziejów Spisza. « Ziemia ». R. 1920. str. 108. De l'histoire du Spis.
182. G. SMOLSKI. — Lud polski na Górnym Węgrzech. « Ziemia ». R. 1910. str. 57. Le peuple polonais de la Hongrie Septentrionale.

183. K. SOSNOWSKI. — Beskidy Zachodnie. Krakow. 1924. Les Beskides Occidentales.
184. P. SOSNOWSKI. — Karpaty. « Ziemia ». R. 1910. str. 267. Les Carpathes.
185. K. SOSNOWSKI. — Sprawa Jaworzyny Spiskiej. « Ziemia ». 1922. str. 306. L'affaire de Javorina.
186. A. SUJKOWSKI. — Geografja ziem dawnej Polski. Warszawa. 1921. Géographie des Territoires de l'Ancienne Pologne.
187. — Znaczenie gospodarcze Slaska. Valeur économique de la Silésie.
188. S. STRONSKI. — Nasze granice zachodnie. « Tygodnik Ilustrowany ». R. 1919. str. 99. Nos frontières de l'Ouest. « Revue hebdomadaire illustrée ».
189. J. SZUJSKI. — Dzieje Polski. Warszawa. 1894. Histoire de Pologne.
190. J. SUSKI. — Statystyka narodowosciowa Rzeczypospolitej Polskiej, opracowana na podstawie wyników spisu z 30 wrzesnia. 1921 r. Statistique des Nationalités de la République Polonaise élaborée sur la base du recensement du 30 septembre 1921.
191. « ZIEMIA ». R. — 1927. N. 18. Cieszyn. « La Terre », 1927. N° 18. « Teschen ».
192. R. UMIASTOWSKI. — Geografja wojenna Rzeczypospolitej Polskiej i krajow osciennych. Warszawa. 1924. Géographie militaire de la République Polonaise et des pays voisins.
193. W. WAKAR. — Rozwoj terytorjalny narodu Polskiego. Kielce. Warszawa. 1918. Le développement territorial de la Nation Polonaise.
194. Dr. I. WEINFELD. — Tablice statystyczne Polski. R. 1922, 1923, 1924. Tables statistiques de la Pologne.
195. ST. ZAKRZEWSKI. — Czeski charakter Krakowa za Mieszka I w swietle krytyki zrodel. « Kwartalnik Historyczny ». R. XXX. zes. 3-4. Le caractère tchèque de Cracovie au temps de MIESZKO I, à la lumière de la critique des sources. « Revue Trimestrielle Historique ». Année XXX, fasc. 3-4.
196. — Mieszko I, jako budowniczy panstwa Polskiego. « Kwart. Hist ». R. XXIX. zes. 1-2. MIESZKO I comme fondateur de l'Etat Polonais.
197. — Slask i Morawy za Mieszka I. « Kwart. Hist. » R.

- XXXI, zesz 1-2. La Silésie et la Moravie au temps de MIESZKO I.
198. — Polacy i Rusini na Ziemi Czerwińskiej w przeszłości. Les Polonais et les Ruthènes en Galicie Orientale autrefois.
199. T. ZWOLINSKI. — Mapa Tatr Polskich. Zakopane 1923. 1 : 37.500. Carte des Tatras Polonaises.
200. R. ZAWILINSKI. — Charakter językow-etniczny ludności polskiej na Górnym Węgrzech. « Pamiętnik Pol. Tow. Tatr ». R. 1920. str. 134. Caractère ethnique et linguistique de la population polonaise en Hongrie Supérieure.

LIVRES TCHÈQUES ET SLOVAQUES

201. A. ADAMUS. NASE SLEZSKO. — Praha 1924. Notre Silésie.
202. Dr. J. AUERCHAN. — Československé menšiny za hranicemi. Praha 1918. Les minorités tchécoslovaques hors des frontières.
203. F. BARTOS. — Dialektologie Moravska. Brno 1880. Dialectologie de la Moravie.
204. B. BEZDEK. — Menoslov obci na Slovensku. 1919. Dictionnaire des communes de la Slovaquie.
205. Dr. A. BOHAC. — Tesínsko. « Českoslov. Statistický Vestník. » R. 1920. Ses 1-2. La Silésie de Teschen. « Journal de statistique » 1920, fasc. 1-2.
206. R. BOUBELA. — Průvodce po Slovensku. Praha 1921. Guide de la Slovaquie.
207. Dr. S. CAMBEL. — Slovenska Rec a jej místo v rodině slovanských jazyků. 1906. La langue slovaque et sa place dans la famille des langues slaves.
208. Dr. V. CHALOUPECKÝ. — Staré Slovensko. La Slovaquie ancienne.
209. K. DAVID. — Republika Československa. Brno 1923. La carte de la République Tchécoslovaque.
210. V. DRESLER. Polsko a Evropa. « Zahraniční Politika ». 1926. ses 12. La Pologne et l'Europe. « Politique Extérieure ». 1926, fasc. 12.
211. V. DVORSKÝ. — Území českého národa 1918. Le territoire de la Nation tchèque.

212. A. HAJN. — Umluva o vzajemne ochrane mensin mezi Ceskoslovenskem a Polskem. « Zahranicni Politika », 1925. La convention entre la Tchécoslovaquie et la Pologne concernant la protection réciproque des minorités.
213. — Vestnik Ministerstvu Zahranicnich Veci 1921-28. Journal du Ministère Tchécoslovaque des Affaires Etrangères 1921-1928.
214. — « Cesslov Statistický Vestník » 1925. Prirozene zeme-delske krajiny a výrobní oblasti v Republice Ceskoslovenske. « Journal de statistique ». 1925. Division de la Tchécoslovaquie en régions naturelles agricoles et productives.
215. Dr. R. HORNA. — Hranice Republiky Československe ve svetle historie. Bratislava 1924. Les frontières de la République Tchécoslovaque à la lumière de l'Histoire.
216. Dr. J. KALOUSEK. — O rozsahu Rise Ceske za Boleslava II. L'étendue de l'Etat Tchéque sous le roi Boleslas II.
217. — Vykład k historické mape Cech. Commentaire à la carte historique de la Bohême.
218. — Tri historické mapy k dejinám českým. Trois cartes historiques pour l'histoire de Bohême. Prague 1885.
219. J. KAPRAS. — Právní dejiny Zemí Koruny České. L'histoire des terres de la couronne de Bohême au point de vue juridique.
220. — Tesínsko součásti Českého Státu. La Silésie de Teschen comme partie de l'Etat Tchéque.
221. S. KLIMA. — Slovenska Zem. La terre slovaque.
222. — Čechové a Slováci za hranicemi 1925. Les Tchèques et les Slovaques hors des frontières.
223. J. KRCMAR. — Československá hranice v území spíském před Státním Dvorem v Haagu a před Radou Společnosti Narodů. « Zahran. Politika », 1924, ses. 9. La frontière tchécoslovaque dans le territoire du Spis devant la Cour Permanente de La Haye et devant le Conseil de la Société des Nations.
224. LORIS. — Rozbor podreči hornoostravského ve Slezsku 1919. Etude du sous-dialecte d'Ostrava en Silésie.
225. Dr. J. MRAZ. — Orava, Spis. « Cesslov Statistický Vestník ».

1920. ses. 1-2. L'Orava. Le Spis. « Journal de Statistique ». 1920, fasc. 1-2.
226. Dr. K. MATOUSEK. — Vseobecny zemepis Slovenska 1922. Géographie générale de la Slovaquie.
227. MISIK. — Spisci Poliaci. Les Polonais du Spis.
228. L. NIEDERLE. — Narodopisna Mapa Slovanstva. Praha. 1912. Carte ethnique des Slaves.
229. — Narodopisna mapa uherskych Slovaku. 1913. Carte ethnographique des Slovaques en Hongrie.
230. J. OPOCENSKY. — Vznik narodnich statu v rijni 1918 r. « Zahr. Politika ». 1926-27. Formation des Etats nationaux en octobre 1918.
231. J. PEKAR. — Dejiny Ceskoslovenske. L'Histoire de la Tchécoslovaquie.
232. PASTRNEK. — Polske nareci v Trencianske stolici 1898. Le dialecte polonais dans le comitat de Trencin.
233. POLIVKA. — Polsky jazyk v Horne Orave 1885. La langue polonaise dans la Haute-Orava.
234. « Zahranicni Politika ». 1922-27. « Politique Extérieure ».
235. « Sbornik zabranicne politiki ». 1920-21. « Recueil de la politique extérieure ».
236. Sbirka zakonu a narizeni Statu Ceskoslovenskeho 1918-27. Recueil des lois et des règlements de l'Etat Tchécoslovaque.
237. SAFARIK. — Slovansky narodopis 1842. Praha. Ethnographie Slave.
238. A. SEMBERA. — Zakladove dialektologie ceskoslovenske. 1864. La dialectologie fondamentale tchécoslovaque.
239. Statistique tchécoslovaque. Enseignement scolaire dans la République Tchécoslovaque durant l'année scolaire 1922-23.
240. Ceskoslovenska Statistika. Stredni skoly koncem skolnino roku 1920-21. Statistique Tchécoslovaque. Les écoles secondaires à la fin de l'année 1920-21.
241. — Scitani lidu z 15 unora 1921. — Recensement de la population du 15 février 1921.
242. Odbor Klubu Ceskoslovenskych Turistu v Dolnym Kubine. Sprivodca po Orave Dolny Kubin. 1924. Section de Dolny-Kubin du Club des Touristes Tchécoslovaques. Guide du pays de l'Orava.
243. F. TOMASEK. — Vyvojove predpoklady ceskoslovenske revoluce. Pronostics de la Révolution Tchécoslovaque.
244. V. VAZNY. — Rozdelenie oravskych nareci. Sbornik Matice Slo-

venskej. 1920. VII. La subdivision des dialectes de l'Orava. Recueil de la Pěpiniěre Slovaque.

LIVRES RUSSES ET UKRAINIENS

245. FRANCEW. — Obzor waznejsich izucenii Ugorskoj Rusi. Warszawa. 1901. Revue des notions les plus importantes sur la Ruthénie Hongroise.
246. HNATIUK. — Etnograficni materijali z Ugorskoj Rusi. Les documents ethnographiques de la Ruthénie Hongroise.
247. W. JASTREBOW. — Galicja nakanune Welikoj wojny 1914 goda. Petrograd 1915. La Galicie au commencement de la Grande Guerre.
-

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres	Pages
<i>Avant-propos</i>	5
I. — <i>Aspect géographique des confins de la frontière polono-tchécoslovaque</i>	7
II. — <i>Frontières historiques</i>	11
§ 1 Frontière historique polono-tchèque	11
§ 2 Frontière historique polono-hongroise	16
III. — <i>Frontières internationales au cours du XIX^e siècle et l'affaire Morskie Oko</i>	22
IV. — <i>Structure ethnographique des territoires qui avoisinent la frontière polono-tchécoslovaque</i>	29
§ 1 Silésie Prussienne	29
§ 2 Silésie de Teschen	32
§ 3 Galicie	42
§ 4 Hongrie Septentrionale	46
V. — <i>Situation de fait établie après le démembrement de la Monarchie Austro-Hongroise</i>	53
VI. — <i>Revendications des Etats en 1919</i>	60
§ 1 Revendications tchécoslovaques	60
§ 2 — polonaises	68
§ 3 — ukrainiennes	79
VII. — <i>Formation de la frontière polono-tchécoslovaque actuelle</i>	81
§ 1 Question de la Silésie Prussienne, de la Galicie Orientale et de la Ruthénie Subcarpathique ..	81
§ 2 Frontière en Silésie de Teschen, en Orava et en Spis	86
VIII. — <i>Fixation en terrain de la frontière polono-tchécoslovaque</i> ..	101

Chapitres	Pages
IX. — <i>Affaire Javorina</i>	108
§ 1 Projets du tracé de la frontière en Spis	108
§ 2 Négociations directes entre la Pologne et la Tchécoslovaquie	111
§ 3 Proposition de la Commission de Délimitation du 25 septembre 1922	113
§ 4 Affaire Javorina devant le Conseil de la Société des Nations	115
§ 5 Affaire Javorina devant la Cour Permanente de Justice Internationale	116
§ 6 Affaire Javorina devant le Conseil de la Société des Nations et la fixation de la frontière défi- nitive	124
§ 7 Le protocole de Cracovie	126
X. — <i>Lois intérieures concernant la protection des frontières d'Etat</i>	139
XI. — <i>Conventions concernant la frontière polono-tchécoslova- que</i>	144
§ 1 Convention concernant le trafic frontière	144
§ 2 Conventions vétérinaire, sanitaires et concer- nant les poursuites des criminels	152
§ 3 Convention concernant le tourisme	156
§ 4 — — — les parcs de nature	160
§ 5 Conventions concernant les communications par chemin de fer et par avion	162
§ 6 Convention concernant la protection des mino- rités	164
XII. — <i>Conclusion</i>	171
<i>Bibliographie</i>	175



